T.197

RÉPONSE
AUX
RECHERCHES
HISTORIQUES
CONCERNANT
LES DROITS DU PAPE
Sur la Ville, & l'Etat d'Avignon.

MDCCLXVIII.

BIBLIOTECA NAZIONALE CENTRALE

Digitized by Google

RÉPONSE

Aux Recherches hiſtoriques concernant les Droits du Pape ſur la Ville, & l'Etat d'Avignon.

IL y a plus de 400. ans, que la ville d'Avignon & ſon territoire appartiennent au St. Siége par les titres les plus légitimes, & les plus authentiques. Ce fut le 9. juin de l'année 1348., que Jeanne prémiére Reine de Naples Comteſſe de Provence & de Forcalquier, & ſouveraine d'Avignon, la vendit au Pape Clement VI., & a ſes ſucceſſeurs au Pontificat, au prix de 80000. florins d'or. L'acte original de cette vente eſt dans le archives de cette ville, & il eſt raporté par preſque tous les hiſtoriens, qui en parlent (*a*). Environ trois mois avant

A cette

(*a*) Nous donnons cet acte dans nos *Preuves num. I.* quoyqu'il ſoit raporté par Bzovius *Annal. Eccleſiaſt. tom.*

cette vente Jeanne par ſa fuite a Avignon s'étoit ſouſtraite a la fureur, & a la vengeance du Roy de Hongrie ſon beaufrére, qui l'accuſoit d'avoir fait périr Andreaſſe ſon premier mary; mais elle voyoit ſon royaume de Naples devenu ſa proye. Elle avoit tout lieu de craindre pour ſes etats de Provence, de Forcalquier, & d'Avignon; les Provençaux l'avoient arrêtée a ſon paſſage a Aix, & ce n'avoit été qu'aux vives inſtances de Clement VI. qu' ils l'avoient remiſe en liberté (*a*). Il luy falloit

tom. XIV. ad an. 1348. *n.*10. par François Nouguier *Hiſt. chronol. de l'egliſe d'Avignon pag.*132. par Fantoni *Iſtor. d'Avignone tom. I. lib.*2. *cap.*5. *num.*22. *pag.*220. par Bouche *Hiſt. de Provence Tom. II. edit. Pariſ. an.*1736. *pag.*374. par Leibnitz *Cod. jur. gent. dipl. Par. I. pag.* 200. par Rouſſet *Supplem. au Corps Diplom. de Dumont tom. I. par.*2. *pag.* 162. & par l'auteur des *Recherches hiſtor. ſur l'etat & la ville d'Avignon pag.*100. Muratori nous a donné un ancien Catalogue des Chartes, qui ſe conſervoient dans les archives du St. Siége dez l'an 1366., parmi les quelles on trouve, non ſeulment l'acte de la vente du 9. juin 1348., mais auſſi *aliud Inſtrumentum publicum confirmationis & approbationis venditionis facte Eccleſie Romane de civ. Avenionis per D. Johannam Reginam Sicilie, & D. Ludovicum ejus virum utriuſque ſigillis ſigillatum. Datum Avenione an. Domini* 1348. *die* 21. *menſis junii* (*Antiquit. Italic. med. evi tom. VI. col.* 143.)

(*a*) Jean Villani *Iſtor. Fiorent. lib. XII. cap.* 114. Fantoni *Iſtor. d'Avignone tom. I. lib.*2. *cap.*5. *num.*11. *pag.*214.

loit d'une part reconquérir ſon royaume de Naples occupé par les troupes, que le Roy de Hongrie y avoit laiſſées en le quittant effrayé de la peſte affreuſe, qui le ravageoit, & prévenir de l'autre la perte de la Provence, qui n'auroit pas manqué de ſuivre celle de ce royaume; Elle étoit ſans troupes, & ſans argent.

Ce fut dans cette ſituation critique, & pour remplir des objets auſſi importants, qu' elle vendit Avignon a Clement VI. (a) trois ans avant, qu'elle

A 2 obtint

(a) Voyez Fantoni *Iſtoria di Avignone Tom.I. lib.2. cap.5. num.11. pag.214.* Matthieu Villani hiſtorien contemporain (*cujus auctoritas tanti ſemper eſt æſtimata, ut ferme quicumque Italicam, immo & Gallicam, aliarumque provinciarum hiſtoriam ad ea tempora ſpectantem, ſcribere ampliſſime aggreſſi ſunt, honorem illius fidei habuerint, eumque teſtem rerum tunc geſtarum ſine trepidatione adhibuerint*, comme nous en aſſure Muratori *Script. Rer. Italic. Tom.XIV. pag.1.*,) en ecrit ainſi *lib. I. pag. 18. Il Re Luigi e la Reina Giovanna, havendo il conforto di ritornare nel Regno, trovandoſi poveri di moneta, richieſono d'aiuto il Papa e i Cardinali, il quale non impetrarono. Allora per neceſſità venderono alla Chieſa la giuridizione, che la Reina havea nella città di Vignone per Fiorini XXX.* (leggaſi LXXX.) *mila d'oro; e nondimeno richieſono Baroni e Comunance e Prelati, limoſinando d'ogni parte per lo ſteſſo biſogno.*

L'ancien auteur de la Vie du Pape Clement VI. publiée par Boſquet *Pontif. Rom. qui in Gallia ſederunt hiſto-*

obtint ſon abſolution du parricide, ou ſes ennemis l'accuſoient d'avoir trempé. Elle fut aſſiſtée de Louis de Tarente ſon ſecond mary dans cette vente

hiſtoria &c. Paris 1632. pagin.100. & reimprimée par Baluze *Vitæ Papar. Avenion. Tom.I. c.263. Civitatem Avenionenſem cum ſuo territorio, a Johanna Regina Siciliæ, ad quam per prius ſpectabat, TENEBATURQUE IN FEUDUM AB IMPERIO, Romanæ Eccleſiæ dato magno pretio, emit, CONSENSU TAMEN ET VOLUNTATE CAROLI Regis Romanorum in Imperatorem electi, qui etiam AUCTORIZANDO, approbando, & confirmando emptionem huiuſmodi, voluit & conceſſit, quod in PERPETUUM PERTINERET AD JUS ET PROPRIETATEM DICTÆ ECCLESIÆ, præfati Papæ, ſuorumque ſucceſſorum canonice intrantium, quodque per eos LIBERE TENEANTUR ET POSSIDEANTUR IN FRANCO ALLODIO, nec pro ipſis homagium ſeu fidelitatem, ſervitium, ſeu recognitionem, cuiquam facere impoſterum teneantur; & in ſignum adeptæ poſſeſſionis, & tranſlationis dominii eorundem, de Domo communi ſita iuxta eccleſiam S. Petri Avenionenſis, Arma diſtæ Reginæ in ea affixa amota fuere, & in ipſorum loco Arma ipſius Papæ appoſita & affixa.*

Dans une autre ancienne Vie du même Pape, publiée par le même Baluze *loc. cit. col.272. Dictus Pontifex opportunis exquiſitis tractatibus, & cautis intermediis viis, civitatem Avenionenſem, qua, præter Urbem, ad Romanam Curiam opulenter alendam & decenter penſatis omnibus ſuſtinendam, nullam protinus aptiorem cognovit, omni modo, jure, & meliori quo potuit, emit a Regina prædicta pro pretio invicem concordato; & civitatis eiuſdem Romanus Antiſtes temporaliter, & ſpiritualiter dominatur: & dicti D. Ludovicus atque Regina per venditionem huiuſmodi pecunia redundantes, ſimul in Regnum poſtea redierunt.*

Digitized by Google

vente, qu' ils ratifiérent tous les deux le 21. juin ſuivant. Elle avoit été habilitée quelque tems auparavant a l'adminiſtration de ſes etats, & a diſpoſer de ce qui y apartenoit par le Pape, ſon ſeigneur ſuzerain pour le royaume de Naples. L'Empereur Charles IV. ſon autre ſeigneur ſuzerain pour la Provence, & pour Avignon, qui relevoient ſans contredit de l'Empire, y donna ſon agrément, & la confirma expreſſément au mois de novembre ſuivant (*a*). Elle n'en reclama jamais de ſon vivant. Les Princes de la maiſon d'Anjou ſes ſucceſſeurs, & auteurs des Rois de France aux Comtés de Provence & de Forcalquier, n'eurent garde de s'en plaindre, moins encore les Rois de Naples de la branche de Duras, qui ne tar-

(*a*) Voyez nos *Preuves num. II.* Le diplome eſt tiré de ſon original. Il en eſt fait mention dans l'Inventaire des archives du St. Siége de l'an 1366. produit par Muratori *Antiq. Ital. med. evi tom. VI. col.* 143. *Litera auro bullata confirmationis & donationis cuiuſcunque iuris habiti vel habendi in civitate & territorio Avenionis per D. Carolum IV. Imp. Sedi Apoſtolicæ factarum. Et eſt alia per omnia ſimilis eiuſdem Imperatoris ſuo ſigillo in cera alba ſigillata impendenti. Datum in oppido Gorlus A. D.* 1348. *cal. novembris anno regnorum ſuorum tertio.* Le même Diplome eſt raporté par Nonguier *loc. cit. pag.* 143. & par Fantoni *loc. cit. pag.* 227.

tarderent pas d'abandonner leurs prétendus droits ſur ces Comtés à ceux de la maiſon d'Anjou, à qui ils echûrent a la mort de Jeanne en vertu de l'adoption, qu' elle fit de Louis I. d'Anjou frére de Charles V. Roi de Françe. Nul des ſucceſſeurs de ce monarque juſques a Louis XIV., n' imagina d'attaquer cette vente, & de troubler le St. Siége dans ſa jouiſſance de la ville d'Avignon ; & ſi ce grand Roi s'abandonnant a l'humeur, que les circonſtances des tems luy donnérent contre la cour de Rome, jugea a propos de s'emparer deux fois de cette ville, la reſtitution qu' il en fit bientôt au St. Siége donna encore plus de valeur, & de force à ſes titres ſur Avignon, & à ſa paiſible poſſeſſion de plus de quatre ſiécles, à la quelle il fut reintegré, & qui ſeule indépendamment de tout titre ſuffiroit pour aſsûrer ſes droits incontéſtables ſur cette ville contre toute éſpéce de prétenſions.

Il étoit réſervé a un ſiécle, ou l'on doute de tout, & ou l'on nie tout quand il s'agit des droits de l'Egliſe, d'attaquer le St. Siége ſur la validité de cette vente, & de révoquer en doute la légitimité des titres, ſur leſquels ſa ſouveraineté, & ſon

& ſon plein domaine d'Avignon ſont appuyés ! Il vient de paroitre une brochure, qui a pour titre : *Recherches hiſtoriques concernant les droits du Pape ſur la ville, & l'etat d'Avignon*. L'auteur anonime de cet ouvrage a fait des efforts auſſi inutiles, que téméraires pour détruire ces droits ſacrés, & l'on peut dire, qu' il a été bien loin de trouver ce qu' il à cherché ; il propoſe pluſieurs moyens preſques tous ſurannés contre la validité de la vente d'Avignon, & contre les autres titres du St. Siége ſur cette ville. J' entreprens d'en démontrer la frivolité : tout autre que moy, je l'avoüe, rempliroit beaucoup mieux cette tâche ; mais mon zèle pour la juſtice, & mon amour pour la vérité, ne me permettent pas de m'en diſpenſer : & pour procéder avec plus de clarté, & de préciſion, je commenceray par refuter les moyens propoſés, qui regardent l'extrinſéque de la vente d'Avignon. Je paſſeray enſuite a ceux, qui en regardent l'eſſence, & je finiray par détruire ceux, qui attaquent la poſſeſſion du St. Siége.

La minorité de Jeanne eſt le grand moyen extrinſéque, que l'auteur employe contre la validité

lidité de la vente d'Avignon. La Reine Jeanne, dit il, a peine âgée de vingt trois ans quand elle vendit Avignon, pouvoit d'autant moins le faire, que toute aliénation luy avoit été interdite par le teſtament du Roi Robert ſon grand Pére juſques a l'âge de 25. ans accomplis, ſans l'avis & l'approbation du Conſeil de Régence & d'adminiſtration, qu' il luy avoit aſſigné, & dont il n'eſt fait aucune mention dans le contrat.

Ce moyen, qui a été ſi fort rebattu, porte comme l'on voit, ſur la minorité de la Reine Jeanne conſidérée a deux égards, relàtivement a la diſpoſition du Droit Romain, & relàtivement a celle du teſtament du Roi Robert. Si je croyois devoir y répondre quant au premier raport, je fairois voir, que quoyque l'auteur des Recherches ſoûtienne, que Jeanne étoit a peine âgée de 23. ans, quand elle vendit Avignon, en fixant ſa naiſſance, que nul hiſtorien contemporain n' à déterminé, a l'année 1326., cette Reine étoit réellement âgée alors de 24. ans paſſés, puiſqu' elle avoit neuf ans l'année 1333. qu' elle épouſa André de Hongrie, qui en avoit ſept, & étoit certainement moins

moins âgé que ſa femme (*a*). D'ou je conclurrois, qu' elle doit être cenſée majeure du tems, qu' elle vendit Avignon, par le principe que *annus inceptus habetur pro completo* : qui doit avoir lieu ſans contredit dans un acte auſſi favorable à Jeanne, que l'étoit la vente d'Avignon, ainſi que je le démontreray dans la ſuite, & je ſoûtiendrois même, que Jeanne, en qualité de Reine de Naples, étoit devenue majeure effectivement dèz l'âge de 18. ans, en vertu des uſages de ce royaume atteſtés par les mêmes Hiſtoriens (*b*).

Je fairois valoir de plus la renonciation moyenant ſerment, qu' elle fit dans cette vente au bénéfice de minorité, qui, ſuivant la juriſpru-

B dence

(*a*) Bouche *Hiſt. de Provence Tom. II. pag.*354. Degly *Hiſt. des Rois de Naples*. Summonte *Iſtorie del Regno di Napoli Tom. III. pag.*325. La Reine Jeanne mourut le 22. may de l'année 1382., âgée de 58. ans, ſuivant M. Bayle *Dictionn. hiſtor. & critique a l'article* Naples: elle étoit donc dans la 25. année de ſon âge, lorſqu' elle vendit Avignon le 11. juin de l'an.1348. Ce qui eſt certain c'eſt, qu' aucun des anciens hiſtoriens ne nous a marqué l'année de ſa naiſſance, & que rien ne nous empêche de croire, qu' elle nacquit avant le mois de juin de l'an 1325.; & que par conſéquent, lorſqu' elle fit la vente d'Avignon, elle ne fût entrée dans ſa 25. annét.

(*b*) Voy. Bouche, Degly, & Fantoni *loc. cit.*

Digitized by Google

dence de ce tems là, étoit un obſtacle invincible a ſon réſiliment, & même ſuivant le droit public, qui permêt aux ſouverains de s'affranchir de toute ſorte de formalités, pourvûqu'ils le déclarent expreſſément (a); Je m'appuyerois ſur l'autoriſation du Pape & de l'Empereur, ſes deux ſeigneurs ſuzerains, qui valent bien le décret d'un Magiſtrat, que le Droit requiert dans les aliénations faites par les mineurs, & dont l'intervention eût été d'ailleurs indécente dans un acte muni de ces deux autoriſations: ſur l'habilitation de Louis de Tarente ſon ſecond mary, qui intervint au contrat: ſur ſa ratification, ainſi que ſur celle de Jeanne, faite douze jours après la vente, dans un acte ſéparé, & ſur celle, qui réſulte du ſilence, que cette Reine garda ſcrupuleuſement juſques à ſa mort au ſujet de cette aliénation, qui d'ailleurs étant faite de ſouverain a ſouverain, quand elle ne vaudroit pas comme un contrat de vente par le défaut de quelque formalité, ſe ſoutiendroit toujours

(a) Grotius *de jure belli & pacis lib. 2. cap. 14. §. 5. num. 2. & ibi Henricus de Cocceij in Comment.* & dans ſa *Diſſert. de diverſit. actuum Regis &c. cap. 4.*

jours comme un pacte (a). Mais je penſe, que ce n' eſt pas la peine de refuter un moyen, qui à cet égard tombe de luy même, & eſt totalement couvert par le laps de plus de quatre ſiécles ; étant de régle, que la poſſeſſion centenaire fait préſumer toutes les formalités requiſes dans les contrats, & ſupplée entierement à leur défaut.

Je ne m'attache à y répondre, qu'en le conſidérant relàtivement aux diſpoſitions du Roi Robert. Pour le faire avec clarté, je crois devoir obſerver en fait, que dans le teſtament du Roi Robert, tel qu' on le lit au *num.9. des pieces juſtificatives des Recherches pag.*81. on a omis une clauſe très eſſentielle, par la quelle ce Prince recommande, & met, pour ainſi dire, ſa petite fille Jeanne & ſes etats, ſous la ſauvegarde, & ſous la tutéle du Pape, & du ſacré Collége. Je pourrois combattre l'authenticité de ce teſtament par le défaut de ſon original, qu' on ne ſauroit produſre : mais je me contente de relever l'omiſſion faite par l'auteur des Recherches de cette clauſe importante ; elle fait d'autant moins hon-

 neur

(a) De Coccey *in Grot. loc. cit. §. V. in fin.*

neur à ſon exactitude, & à ſa fidelité, que la clauſe dont il s'âgit eſt contenue dans la copie de ce teſtament exiſtante aux archives d'Aix en Provence, ſuivant Gaillard, Bouche, Fantoni, Lunig, & Dumont, qui la raportent d'après cette copie (*a*). J'obſerve en ſecond lieu, que la diſpoſition, par laquelle le Roi Robert aſſigna un Conſeil de Régence à la Reine Jeanne juſques a l'âge de 25. ans accomplis, fut caſſée, & miſe a néant par le Pape Clement VI. auſſitôt après la mort de ce Prince, comme ètant contraire aux conventions paſſées autrefois entre le St. Siége, & les Rois de Sicile prédéceſſeurs de

(*a*) Fantoni *Tom. I. lib. 2. cap. 5. pag. 209.* Bouche *Hiſt. de Provence Tom. II. pag. 357.* Ce teſtament du Roi Robert fut publié par Gaillard Avocat au Parlement de Provence en 1669. dans ſes *Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi pag. 59.* qui nous aſſûre naïvement de l'avoir *extrait des Régiſtres* „ COPIÆ Teſtamentorum Regum Siciliæ, & Comitum Provinciæ *fol. 78.* „. Ce n'eſt donc pas l'original, qu'on en conſerve a Aix, mais une COPIE faite dans ces Régiſtres, ſans que nous ſachions en quel tems ou ſiécle ces Régiſtres ont été écrits, ni de quelle authenticité ils peuvent être. Dans une queſtion ſi importante ne ſeroit t'il pas neceſſaire de produire l'original de ce teſtament! Le même teſtament ſe trouve dans le *Corps Diplomatique* de Dumont *Tom. I. Par. 2. pag. 207.*, & dans le *Codex Italiæ Diplom. de Lunig Tom. II. col. 1101.*

Digitized by Google

de Robert ; qu' en conſéquence , a la place de ce Conſeil de Régence aboli , le Pape députa le Cardinal Aimeric du Titre de St. Martin aux Monts en qualité de Légat pour régir , & adminiſtrer les etats de la Reine (*a*) , & que quelques mois après le

(*a*) Dans la prémiere Vie de Clement VI. (Baluz. *loc. cit. col.* 241.) *quia pro tunc regimen & adminiſtratio Regni Siciliæ ad Eccleſiam pertinebat , donec Joanna ad ætatem perfectam perveniſſet pro regimine & adminiſtratione huiuſmodi dictus Papa miſit Legatum ſuum de Latere ad Regnum prædictum D. Aymericum de Caſtro Lucii Tituli s. Martini in Montibus presbyterum Cardinalem.* Voy. le même Baluze *col.* 842. & Raynaldi *Annal. eccleſ. ad an.* 1344. *num.* 16. *& ſeqq.* Le Pape s'en expliqua ainſi avec le Roy André : *Aymerico Ap. Sed. Legato, cui adminiſtrationem dicti Regni , pro tempore , quo ad nos & eccleſiam memoratam eadem ſpectat adminiſtratio , commiſimus , parebis efficaciter & intendes .* La même Reine dans ſes lettres réverſales accepta & inféra la Bulle de la deputation , & des facultés de cette légation , dans laquelle le Pape s'exprime en ces termes : *Nos , qui ipſius Johannæ Reginæ ſuperiores immediati exiſtimus , & totius Regni & terrarum prædictorum directum & alium dominium obtinemus , & ad quos cura , dominatio , adminiſtratio , & bailia Regni & terrarum prædictorum regendi per nos vel alium ſeu alios idoneos per Sedem Ap. deputandum ſeu etiam deputandos plene , & in ſolidum , de jure , ac diverſorum prædeceſſorum Rom. Pontificum obſervantia pacifica iſtis temporibus pertinebant &c. decrevimus & ordinavimus gubernationem adminiſtrationem & bailiam dictorum Regni & terrarum gubernari & regi debere , ac exercendas eſſe noſtro nomine his temporibus*

le Pape révoqua à la priere de Jeanne cette députation du Cardinal Légat, & luy laiſſa la libre, & abſolue adminiſtration de touts ſes etats (*a*), la relevant a cet effet du ferment, par lequel elle s'étoit engagée a ne jamais contrevenir aux diſpoſitions de ſon Grand Pére : Cela eſt prouvé par une lettre de Clement VI. au Cardinal Aimeric datée du 18. Novembre 1344. (*b*)

De ces faits ainſi établis il réſulte evidemment, que la diſpoſition du Roi Robert une fois caſſée, & Jeanne ayant la libre adminiſtration de ſes etats ſans etre liée par le Conſeil de Régence, que

ribus & gerendas, eaſque tibi plene confidimus &c. certis adminiſtratoribus per Robertum Regem Johannæ & Regno de facto datis, cum de jure, præſertim pro tempore, quo ad nos eadem adminiſtratio pertinet, minime potuiſſet, ne ſe de gubernatione & adminiſtratione hujuſmodi pro dicto tempore quomodolibet intromitterent, ſub diverſis pœnis in Proceſſibus per nos factis ſuper hoc contentis plenius & expreſſis, diſtrictius nihilominus prohibemus &c.

Dans une autre lettre du 18. novembre de la même année 1344., ce Pape écrivant au Card. Aimeric, après lui avoir confirmé l'adminiſtration du Royaume, ajoûte : *non obſtante ordinatione avi ſui* (Roberti Regis), *quâ quod hoc ipſam* (Johannam) *arctari nolumus, & juramento ſuper hoc præſtito, ſic per quo etiam ſecum, ſi oporteat, diſpenſamus.* Raynald. *loc. cit. num.* 31.

(*a*) Voyez Raynald. *ad an.* 1345. *num.* 23.

(*b*) Voyez la *pénultième Note*.

que ſon Grand Pére luy avoit donné, put d'autant mieux vendre Avignon d'elle même, que le Roi Robert dans ſon teſtament (*a*) avoit permis aſſez clairement l'aliénation des biens appartenants a ſes etats. Cette permiſſion eſt néceſſairemant compriſe dans l'interdiction même, que le Roi Robert luy en fit, puis que cette interdiction n'eſt rien moins qu'abſoluë; Robert, n'ayant défendu a Jeanne de faire des alienations, qu'avant l'âge de 25. ans ſans l'aveu de ſon Conſeil de Régence, le luy avoit conſéquemment permis avant ce tems là de l'aveu de ce Conſeil, & après ce tems là, ſans l'aveu de perſonne. Ce Conſeil de Régence avoit été caſſé du tems de la vente d'Avignon, & il eſt certain, que la minorité des Rois ne dure, qu'autant, que ſes tuteurs ont la Régence de leurs etats (*b*). La Reine Sanchette, qui étoit le chef de ce Conſeil de Régence, étoit deja morte depuis l'anneé 1345. (*c*); ainſi que quelques autres perſonnes qui le compoſoient ſoup-

çon-

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches &c. num. IX. pag. 90.*

(*b*) Puffendorf. *du droit de la Nat. & des Gens liv. 8. chap. 10. §. 3.*

(*c*) Summonte *Iſt. di Napoli lib. IV. Tom. III.*

çonnées d' être complices de l'aſſaſſinat du Roi Andreaſſe (*a*). Giannone nous aſſûre, que ce Conſeil n'eut jamais lieu (*b*), & Pierre Saxius (*c*) raporte pluſieurs actes de la Reine Jeanne, même avant la mort d'Andreaſſe, *quæ ſolius Johannæ nomine inſcribuntur*, ou ces Gouverneurs & Régens ne ſont pas nommés. Eſt il raiſonnable de douter, que dans ces circonſtances Jeanne n'ait bien, & légitimement vendu la ville d'Avignon ? Sur tout ayant fait cette vente avec toutes les précautions, & toutes les formalités raportées ci deſſus.

Le Roi Robert avoit encore permis expreſſément à ſes exécuteurs teſtamentaires d'aliéner les droits du Royaume de Naples, & des Comtés de Provence, & de Forcalquier, s'ils l'eſtimoient utile, & expédient, ſauf l'indiviſibilité de ſes etats de Provence & de Forcalquier d'avec ſon Royaume de Naples, qu' il avoit uniquement en vûe

(*a*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone Tom. I. pag.* 213. & 215.

(*b*) *Iſtoria Civile del Regno di Napoli Tom. III. lib.*23. *pag.*220. *ediz. dell' Haya.*

(*c*) *Pontificii Arelaten. cap.*95.

Digitized by Google

vûe (*a*) ; cette diſpoſition eſt conforme a toutes les loix, qui n'ont pour objet, que l'utilité des mineurs. Certainement, ce qui étoit permis aux exécuteurs teſtamentaires de Robert, l'étoit a plus forte raiſon a Jeanne, & par ſa qualité d'héritiere, & par l'utilité des aliénations, qu' elle ſeroit dans le cas de faire. Or quelle aliénation fut jamais plus utile au vendeur, que celle d'Avignon ? Jeanne, quand elle la fit, étoit entierement dépourvûe d'argent ; elle en avoit le plus preſſant beſoin ; elle en retira 80000. Florins d'or, ſomme tres conſidérable dans ce tems la, qu' elle employa a la conquête du Royaume, dont elle venoit d'être dépouillée (*b*) : la neceſſité, ou elle étoit, & le ſuccéz de ſon entrepriſe juſtifient pleinement l'aveu ingénu, qu' elle fit dans le contrat, que cette ſomme avoit été employée a ſon evidente utilité, & a l'urgente neceſſité de ſes affaires (*c*). L'auteur des Recherches convient luy même de cette détreſſe, & néceſſité de Jeanne

C

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches num. IX.*

(*b*) Voyez ci deſsús la *Not. a pag. 3.*

(*c*) Voyez nos *Preuves num. I.*, & les *Pieces juſtificatives des Recherc. pag. 103. num. XI.*

anne, qui ſont d'ailleurs atteſtées par tous les hiſtoriens (a).

L'authenticité de cette vente en egale l'utilité. Jeanne y fut aſſiſtée par Louis de Tarente ſon ſecond mary, & par deux de ſes Conſeillers, dont l'un étoit juriſconſulte; & elle y fut autoriſée par le Pape ſon ſeigneur ſuzerain pour le Royaume de Naples, & par l'Empereur Charles IV. ſon autre ſeigneur ſuzerain pour Avignon, qui non ſeulement y prêta d'abord ſon conſentement (b), mais encore au mois de novembre ſuivant donna & céda au Pape tous les droits de ſuzeraineté, de haut domaine, & de juriſdiction, qu'il avoit ſans difficulté ſur Avignon, par une Bulle datée de Gorlitz, dont on conſerve encore aujourdhui l'original dans les archives du St. Siége, & dont tous les hiſtoriens de Provence font mention (c). L'auteur des Recherches l'attaque mal a propos par le défaut

(a) Voy. *la Not. a pag.* 3.

(b) Voy. *la Not. a pag.* 4.

(c) Nous avons jugé a propos de raporter cette Bulle dans nos *Preuves num. III.* puiſque l'auteur des Recherches qui d'ailleurs n'a pas oſé la contredire n'a pas voulu nous la donner dans les ſiennes, comme il auroit été neceſſaire pour l'integrité de l'hiſtoire. Voyez ce que nous avons remarqué ci deſſus *Not. a pag.* 5.

défaut du conſentement de l'Empire, non requis dans ce tems là dans ces ſortes de conceſſions (a). On doit le préſumer d'ailleurs par le ſilence, que l'Empire, qui ſeul auroit droit d'alléguer cette exception, a gardé pendant l'eſpace de 400. ans; Et c'eſt bien mal adroitement, que l'auteur oppoſe

(a) Ce ſeroit introduire un nouveau principe dans le droit public de l'Empire de prétendre, que toutes conceſſions & aliénations des Empereurs, faites ſans le conſentement des Princes, juſqu' au XV. ſiécle, ſont nulles. Si ce principe avoit lieu, que deviendroit la plus part des priviléges des fiefs & des domaines, dont jouiſſent paiſiblement & legitimement les Princes des maiſons les plus illuſtres? Le célèbre & tres ſçavant P. Geoffroy de Beſſel dans ſon *Chronicon Gotwicenſe tom. I. pag.* 236. après une mûre diſcuſſion des droits Imperiaux, conclut: *OMNIUM REGALIUM JURA dependentia fuiſſe A SOLO ARBITRIO ET VOLUNTATE CÆSARIS. Hinc juſtam formamus concluſionem, ERRONEAM OMNIUM EORUM ESSE OPINIONEM, qui chimericum quendam Imperii ſtatum fabricant, quo Regalia omnia, ex cœca Principibus quandoque viris placendi libidine, auguſtæ Cæſaris ac ſupremi domini ſui majeſtati in dubium vocare non reformidant.* En éffet il n' y a point de loi de l'Empire, avant la Capitulation de Charles V. de l'an 1519. reſtrictive de ce droit des Empereurs: *jus alienandi atque oppignorandi bona Imperii ſibi primis temporibus ſumpſerunt Impp., partim ex devotione erga Eccleſias, partim urgente neceſſitate . . . Nulla lege expreſſa hanc Imperatoribus poteſtatem fuiſſe reſtrictam patet ex diplomate Fridet.*

d'un tel défaut. Il ne s'eſt pas aperçu, qu'en voulant faire revivre par là des droits imaginaires du Corps Germanique ſur la ville d'Avignon, il l'invite a faire valoir les droits réels, qu'il a ſur les Comtés de Provence, & de Forcalquier, qui ont toujours été dans ſa mouvance (*a*), & que (a une tolé-

der. II. &c. Strauchius quidem contendit, ante Caroli V. tempora res Imperii alienare, oppignorare, vel in feudum concedere, in arbitrio fuiſſe Imperatorum, cum nullam habeamus legem prohibitivam (Struvius *Corp. Jur. pub. Imp. Rom. Germ. capit. XIII.* §. 43.); & Pfeffinger *in Vitriarium Tom. III. pag.* 616. le prouve *multis omnino, vel ſolius liberalitatis, qua eccleſias olim ſibi conſtrinxerant, exemplo in contrarium monumentis extantibus.*

(*a*) Les droits de l'Empire ſur le Royaume d'Arles ſont attéſtés par tous les hiſtoriens, & ont été reconnus même par les Comtes de Provence de la race d'Anjou. Rodolfe I. Roi des Romains dans un diplome daté de Vienne 5. *cal. april.* 1280. par l'entremiſe du Pape, donna à Charles d'Anjou & à ſes fils, héritiérs, & ſucceſſeurs les Comtés de Provence & de Forcalquier *in feudum, ſub conſuetis cenſu & ſervitiis præſtandis*; confirmant toutes les donations anterieures, qui avoient été faites à ſes prédéceſſeurs: *omnia, quæ infra Comitatus ipſos conſiſtentia Romanorum Imperatores per eorum privilegia quondam D. Raymundo Berengario Comiti, ipſiuſque prædeceſſoribus donaverunt* (*Reg. Vatic. Martini IV. an.* 1. *ep.* 11.); & par un privilége ſpécial il leur accorda de n'être point obligés de comparoître perſonellement a la Cour Imperiale, lors qu'ils y ſeroient aſſignés, ou qu'ils devroient y pré-

tolérance près qui ne ſauroit nuire au ſeigneur ſuzerain, par les principes du droit féodal reçu en Fran-

y prêter homage de fidelité, & qu' ils puſſent ſatisfaire à ces obligations par procureur (*loc. cit.*). Enfin le même Rodolfe enjoignit à Marguerite Reine de France de ne point ſe mêler de ce qui regardoit les etats de Provence & de Forcalquier: *ſed ius, ſi quod in prædictis Comitatibus habere vos creditis, proſequamini ſi volueritis in Curia noſtra* (*loc. cit.*, & *apud* Cennium *Monum. dominat. Pontif. tom. II. pag.*464.)

La Reine Jeanne I. fit homage à Charle IV. en 1355. pour les Comtés de Provence, Forcalquier, & Piémont, l'acte eſt raporté par Lunig *Cod. Ital. dipl. tom. II. col.* 1117., & 1119. Le même Empereur députa en 1366. le Camerlingue apoſtolique comme Juge Imperial d'appel dans tous le procéz dévolus à ſa Cour dans le Royaume d'Arles (Petri Saxii *Pontific. Arelaten. cap.* 98.); en 1349. il conféra le Vicariat du même Royaume à Aimar de Poitiers (Chriſt. Godefr. Hoffmanni *Nova ſcript. collect. tom. I. pag.*317.), & après à Charles V. Roi de France (Saxius *loc. cit.*). Le même Vicariat fut donné par l'Emp. Rupert en 1401. à Louis Comte Palatin du Rhin (Leibnitz *Cod. Jur. Gent. diplom. tom. I. pag.*317.)

La même Reine reconnut pendant toute ſa vie l'Empire, comme ſon ſuzerain pour ces Comtés, & ayant adopté Louis d'Anjou, elle crût de ne pouvoir pas lui aſſûrer la légitime ſucceſſion de ſes etats, ſans l'autorité de Clément VII. antipape, au quel elle obeiſſoit. Lunig *loc. cit. pag.*1145. nous raporte la Bulle, par la quelle Clément confirme cette adoption, *quoad Regnum & terram* (*Siciliæ*), *auctoritate Apoſtolica*; & *quoad comitatus Provinciæ, Forcalquerii, & Pedimontis, tam ex ſuperioritate quam ad ipſum Imperium habere dignoſcimur, quam ex poteſta-*

te,

France) ni aucun Empereur, ni l'Empire, n'ont jamais cédé a ſes poſſeſſeurs (a).

Aioûtons a tout cela, que Jeanne, & ſon mary ratifiérent le 21. juin 1348. la vente d'Avignon par un acte paſsé devant les mêmes notaires, qui l'avoient reçue. Une telle ratification en aſſûre

te, quæ, eodem vacante Imperio, Imperatori ſuccedimus. C'eſt peut cela, que Gilles Bellamera célèbre Juriſconſult s'exprimoit ainſi vers le commencement du XV. ſiécle : *Ludovicus Rex Jeruſalem & Siciliæ, ratione Comitatus Provinciæ, eſt Vaſſallus Imperatoris, & ei ſubjectus : & hoc ſatis notorium, de quo ſcripſi in Clement. Paſtoralis, de re judic. Comitatus Provinciæ eſt in Imperio, & ab Imperatore tenetur in feudum. A Comite ad Imperatorem appellari poteſt* (*Conſil. XV. num.7.*, & 8.) ; & Thierry de Niem *in Nemore unionis tract. IV. cap.2.*, & *tract. VI. cap.33. Ladislaus Rex Siciliæ tenet ab Eccleſia Regnum Siciliæ, ab Imperio Provinciam, quæ eſt de regno Arelatenſi, quod eſt juris, & proprietatis Romani Imperii prædicti ; & tenet etiam ab ipſo Imperio comitatum Forcalquerii, & terram Pedemontium, de quibus ſe intitulat.*

(a) Nous renvoyons ſur cet article nos lecteurs a Schurtzfleiſch *Oper. hiſtor. pag.917. Quod Karol. IV. non diſſ paverit Regnum Arelatem.* à Rouſſet *Interets des Princes tom. 1. ſupplem.*, a Ludewig dans ſon *Arauſio vindicata tom.1. Opuſcul. pag.285.*, a Conring *de finibus Imperii lib.2. cap.24.*, a Pfeffinger *in Vitriar. tom. I. pag.250.*, a Hontheim *Hiſt. dipl. Trevir. tom. I. pag. 633.*, a Limnæus *Jur. Publ. tom. I. lib.1. cap.9. num.9.*, a Fantoni *tom. II. lib.1. cap.6. n.6. 11. 13. 18. 22.*, a Pierre Saxius. *Pontificii Arelatem. cap.78. uſque ad 92.*

Digitized by Google

ſûre encore plus la validité contre le moyen propoſé, que le ſilence conſtant de cette Reine, la quelle devenüe majeüre auroit dû réclamer dans le terme de cinq ans pour pouvoir en revenir, ſuivant les principes du droit Romain (a), rend non recevable, & le laps de plus de quatre ſiecles ridicule.

L'auteur des Recherches eſt gêné par ce ſilence, que la Reine Jeanne garda réligieuſement juſques a ſa mort arrivée l'an 1382., tems, comme on voit, fort eloigné de la vente d'Avignon; & pour en éluder la force, il a recours a un acte antérieur a cette vente, ou Jeanne s'engagea avec les etats de Provence de ne faire aucune aliénation, ainſi qu' a pluſieurs autres actes poſtérieurs, par leſquels Jeanne révoqua les aliénations, qu' elle avoit fait au Royaume de Naples, & aux Comtés de Provence, & de Forcalquier. Mais je répons premiérement, que ces actes, ne parlant, que des aliénations du Royaume de Naples, & de ces deux Comtés, ne ſauroient affecter celle d'Avignon, qui dans le tems, qu' il fut vendu, étoit

(a) *Leg. fin. Cod. ſi major factâ, alienat. res. hab.*

étoit un etat tout a fait diſtinct, & ſéparé des Comtés de Provence, & de Forcalquier. Cela eſt ſi vrai, que la Reine Jeanne, & le Roi Robert luy même prenoient, outre leurs autres titres, celuy de ſouverains d'Avignon, comme l'on peut voir dans pluſieurs actes raportés par Bouche, & par la vente d'Avignon même, ou Jeanne ajoûte à ſes autres titres celuy de ſouveraine de cette ville (*a*). Si l'auteur des Recherches avoit bien fouillé dans les titres, qui régardent Avignon, il auroit trouvé, que cette ville étoit indépendante, & avoit pris la forme de République ſous le nom de Viguérie, ou Conſulat, non a l'occaſion de la guerre des Albigeois, comme il le prétend, mais dèz l'année 1136. (*b*) en conſéquence des donations, & ceſſions du haut domaine, de cette Ville, & de toute eſpéce de juriſdiction, qui luy furent faites par Guillaume III., & Guillaume V. Comtes de Forcalquier ſes légitimes ſouverains. La ſeconde de ces donations ra-

(*a*) Voyez nos *Preuves num. I.*, & les *Pieces iuſtif. des Rec. n.XI. p.*100. Voyez ſur cet article Fantoni *to.II. lib.1. c.5. n.65. p.*113. 114.

(*b*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib.1. cap.5. num.1. Tom. II. pag.*60.

raporte la premiere, & elle eſt dans les Archives d'Aix au ſixieme caiſſon (*a*).

Il n'eſt donc pas douteux, que cette ville ne devînt par là un etat libre, indépendant, & ſéparé des Comtés de Provence & de Forcalquier, & qu'elle ne ſe maintînt ſur ce pied là juſques à la convention de 1251., par laquelle elle ſe donna à Alfonſe Comte de Poitiers, & à Charles I. Comte de Provence, ſans pourtant altérer cette ſéparation, qu'un laps de tems auſſi conſidérable, que celuy de 1136. juſques a 1251., les conditions de la convention faite cette année (*b*), & le titre de ſouverains d'Avignon, qui ſans cela eût été ajoûté depuis inutilement aux autres titres de Comtes de Provence & de Forcalquier, mettent dans la plus grande evidence (*c*).

D'ou il s'enſuit, que la vente d'Avignon ne ſauroit être compriſe dans les actes révocatoires des aliénations faites par la Reine Jeanne aux Comtés

D de

(*a*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib.* 1. *cap.* 4. *Tom. II. num.* 17. *pag.* 53. *Voyez les Preuves num. VII.*

(*b*) *Pieces juſtificatives des Recherches pag.* 56. *num.* 3.

(*c*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib.* 1. *cap.* 5. *num.* 65. *Tom. II. pag.* 213. *& ſeq.*

de Provence & de Forcalquier, dont cette ville ne faiſoit point partie, non plus que dans l'edit, ou cette Princeſſe s'engage a ne jamais aliéner les domaines de ces deux Provinces (*a*). Le partage, ou tranſaction paſſée l'an 1125. (*b*) entre les Comtes de Toulouſe, & de Barcelone n'eſt nullement contraire a cette indépendance de l'etat d'Avignon, parceque la ſubſtitution réciproque, qu'il contient, n'eſt point du tout d'une ligne à l'autre des deux familles des parties contractantes, ainſi que le ſuppoſe l'auteur des Recherches; mais purement perſonnelle, étant faite ſous la condition, ſi l'une, ou l'autre, venoit a mourir ſans enfants, qui n'eut point lieu.

Je répons en ſecond lieu, qu'il eſt clair par la ſimple lecture de ces édits révocatoires, que la Reine Jeanne n'a voulu y comprendre ni de près ni de loin la vente d'Avignon; puiſqu'elle n'y parle, que des aliénations inconſidérées, & préjudiciables, qui luy avoient été extorquées a force de ruſes, d'artifices, & de prépotence. Celle d'Avi-

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches n.X. pag.92.*

(*b*) *Ibid. num.1. pag.48. & 49.*

Digitized by Google

d'Avignon, dont nous avons démontré l'avantage, & la néceſſité pour cette Reine, n'eſt ſurement pas de ce genre la. On y lit tous ſes titres, hors celuy de ſouveraine d'Avignon, qu' elle ne manquoit pas d'ajoûter avant la vente de cette ville : preuve manifeſte qu' elle ne vouloit pas l'y comprendre. Dans l'édit de 1365. dont l'original eſt aux archives d'Aix, & l'extrait en forme a celles d'Avignon (*a*), cette Reine excepte les aliénations, qu' elle avoit fait en faveur du monaſtere de St. Victor de Marſeille *par reſpect pour le Pape* : la clauſe qui contient cette exception a été omiſe dans l'extrait peu fidéle, que l'auteur des Recherches raporte d'après l'hiſtorien de Provence (*b*) qui manque d'exactitude a cet égard. Une telle exception fondée ſur la vénération, que Jeanne proteſtoit d'avoir pour le Pére commun des fidéles, ne prouve t'elle pas evidemment, qu' elle étoit bien éloignée de comprendre la vente d'Avignon dans les édits révocatoires de ſes aliénations? Quant a la prétendue Bulle, qu' on dit avoir été

 faite

(*a*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib.2. c.5. Tom.I. p.229.*

(*b*) Bouche *Hiſtoire de Provence Tom. II. pag.382.*

faite par Clement VI. contre ces mêmes aliénations l'année 1349., elle n'exiſte nulle part, & ſuppoſé qu'elle fut vraye, ce ſeroit tomber, je ne dis pas dans l'erreur, mais dans le vrai délire avec Ceſar Noſtradamus (*a*), viſionaire ſur ce fait comme dans pluſieurs autres endroits de ſon hiſtoire, que de prétendre que le Pape ait ſottement voulu y comprendre Avignon, & ſe condamner luy même ſur la nullité d'une vente, qui luy avoit été faite un année auparavant. Nous avons une véritable Bulle de ce Pape du 30. janv. 1345. addreſſée au Card. Aimeric (*b*); mais la révocation des aliénations de Jeanne y eſt litteralement reſtrainte à celles, qu'elle avoit fait au préjudice de ſon Royaume de Naples, & par conſéquent au préjudice du St. Siége, qui en avoit la ſuzeraineté.

Ce

(*a*) Noſtradamus *Hiſtoire de Provence lib. 4. pag. 396.*

(*b*) Voiçi les termes de cette Bulle: *Sane, cum ſicut intelleximus, præfata Regina, poſtquam Tu gubernationem adminiſtrationem & bailiam Regni, noſtro & eccleſiæ Rom. nomine ſuſcepiſti, & antea etiam poſt obitum dicti Regis (Roberti), de nonnullis bonis juribus honoribus redditibus & proventibus, ad uſum & proprietatem Regalis menſæ ſpectantibus ſeu ſpectare debentibus, conceſſiones donationes infeudationes ſeu alienationes diverſas fecerit, in ejuſdem regni & ſtatus regii leſionem enormem &c. Nos &c.*

qui

Ce moyen de la minorité de Jeanne détruit, il ne ſera pas difficile de diſſiper les noires couleurs, que l'auteur des Recherches tâche de répandre par tout ſur la vente d'Avignon, en abuſant des faits, qui la précédérent, & qui la ſuivirent, par le récit le plus captieux, & le plus infidéle. Pour affoiblir cette vente, il s'éfforce de diffamer & de décrier celle qui la fit ; il n'oublie rien pour faire accroire, que Jeanne étoit réellement coupable de l'attentat énorme, qui fit périr ſon prémier mary ; il aſſûre même d'un ton déciſif, que le jugement de la poſtérité n'a pas été favorable a cette princeſſe. Je le renvoye ſur ce point a un hiſtorien célèbre, qui ne peut ſurement pas être ſoupçonné de partialité pour le St. Siége (*a*). Il y trouvera la juſtifica-

qui eiuſdem Reginæ ſuperiores exiſtimus, ac Regni & terrarum earundem dominium obtinemus &c. tam pro jure noſtro & eiuſdem Rom. Eccleſiæ conſervando, quam pro eiuſdem Reginæ ac Regni & terrarum ipſorum utilitate, indempnitateque incolarum Regni & terrarum ipſorum, qui noſtri & Eccleſiæ præfatæ principaliter ſunt homines & vaſſalli &c., diſcretioni tuæ committimus & mandamus, quatenus donationes conceſſiones dationes infeudationes ſeu alienationes prædictas &c. uſque modo factas &c. caſſes revoces & annulles.

(*a*) Giannone *Iſtor. civile del Regno di Napoli lib. 23. cap. 5. Tom. III. pag. 253. edit.*

cation de Jeanne avec l'éloge le plus accompli de ſon caractére, de ſa conduite, & même de ſes moeurs. Son abſolution qu' elle obtint l'an 1351. trois ans après la vente d'Avignon ſur la procédure la plus rigoureuſe (*a*), ne put pas être le prix de la vente

edix. dell' Haya. Grimaldi parle auſſi avec beaucoup de louanges de la Reine Jeanne; *& quanto foſſe ſtata ella ſavia e prudente, ben chiaro ſi ſcorge dalle ottime leggi che promulgò: Iſtoria delle Leggi e Magiſtrati del Regno di Napoli t. III. pag. 337. & 356.* Collenuccio (*Compendio dell' Iſtor. di Nap. lib. 5.*) aſſûre, qu'elle fut *molto predicata di prudenza e di valore da molti ſcrittori, & eſaltata da Baldo e Angelo fratelli, illuſtri dottori noſtri, in alcuni ſuoi Trattati e Conſigli*. L'innocence de Jeanne eſt pleinement juſtifiée par le témoignage, qu' en rend Caraccioli (illuſtre écrivain du XV. ſiécle, *gravitate ſumma & non vulgari prudentia præditus*, comme l'appelle Muratori *Tom. XXII. Rer. Italic. pag. 5.*,) dans la Vie qu' il ecrivit de notre Reine: *conſtat eam juſtitiæ coluiſſe virtutem &c.; unde inſignis illius juriſperiti Bartholomæi dictum recenſetur, ſe in throno regio integriorem illuſtriorem que Johanna ad ſuam uſque ætatem vidiſſe neminem* (*loc. cit. pag. 17.*) *Qui eius meminerunt, pareſque temporum fuere, eamque res moderantem viderant, ſummis laudibus extulere. Hoc nimirum conſtare voluimus, ſubnixi auctoritate eorum, qui verum ſcire potuerunt, Reginam omni labe & dedecore carniſſe, & a cunctis citra odium invidiamque judicantibus, culpæ omnis inſontem habitam*. (*loc. cit. pag. 16.*) On peut ajoûter a tous ces témoignages celui du ſçavant auteur des *Memoires de la Vie de François Petrarque tom. II. not. XVII.*

(*a*) Matthieu Villani *lib. 2. cap. 24.* Raynald. *ad an. 1351. num. 32.* Fantoni *Iſtor. d'Avignone To. I. lib. 2. cap. 5. n. 27.*

Digitized by Google

vente de cette ville, comme l'auteur des Recherches voudroit le faire entendre; mais elle fut celuy de l'innocence de cette Princeſſe, & ſi elle plaida elle même ſa cauſe devant le Pape, & le ſacré Collége, elle le fit avec tout autant de ſolidité, que de graces. Les Provençaux eurent tort de deſapprouver la vente d'une ville, qui leur conſervoit leur bonne & légitime ſouveraine; & qui n'étoit point un démembrement de leur Province, dont Avignon ne faiſoit point partie.

Si les Avignonois, qui ont toujours fait conſiſter leur bonheur a être fidéles ſujets du St. Siége (*a*) dont ils ont reçu tant de bienfaits, ne luy prêterent hommage, que neuf ans aprés, on ne peut pas en conclurre avec l'auteur des Recherches un deſaveu de leur part de la vente de leur ville. Un tel délay peut, & doit être attribué a toute autre cauſe, qu' a leur prétendu mé-

(*a*) *Rota Aven. apud Laurent. deciſ.* 150. *num.* 11. Il eſt à remarquer, que depuis le XIV. juſqu'au XVII. ſiécle, a chaque nouveau Pontife, qui ſuccédâ dans la chaire de St. Pierre, les Avignonois envoiérent leurs procureurs ou ambaſſadeurs, pour réiterer plus expreſſément leurs nouveaux homages de fidélité, & d'obeïſſance au St. Siége.

Digitized by Google

mécontentement a cet égard. Ils ne tardérent pas un inſtant après cette vente de ſe ſoumettre a leur nouveau ſouverain, & d'obéir a ſes Magiſtrats (*a*) ; mais jaloux des priviléges qu'ils s'é-

(*a*) Quoique les Conſuls d'Avignon n'euſſent pas encore prêté le ſerment de fidélité au Pape Clement VI., ils ne laiſſérent pas de luy obéir. On a deja vû *pag.* 3. *not. a* que *in ſignum adeptæ poſſeſſionis & translationis dominii, de Domo communi Arma Reginæ in ea affixa amota fuerunt, & in ipſorum loco Arma ipſius Papæ appoſita & affixa.* Clement VI. le prémier jour de novembre de l'année 1348. députa pour ſon Vicaire ou Viguier *in temporalibus* pour la police & l'adminiſtration de la juſtice à Avignon, Giraud Amici (Voy. nos *Preuves num. IV.*). En 1351. le 5. may le même Pape fit publier pluſieurs ordonnances & réglemens ſur le cours des monnoyes, & ſur l'introduction, extraction, & manufacture des métaux, *per Vgonem de Rupe Romana Curiæ Mareſcallum, & Raymbaudum de Podio Vicarium civitatis Avinionen.* (*Ex Inſtr. in Arch. Secr. Vatic.*). En 1354. le 1. décembre Innocent VI. confirma pour une autre année Berenger Raimond Viguier d'Avignon, qu'il confirma encore en 1355. le 13. decembre pour la troiſiéme année, *non obſtante privilegio vel ſtatuto aut conſuetudine ſeu conventionibus noſtris, quibus in civitate ipſa dicebatur, prout dicitur, obſervari, quod nullus qui in prædicta civitate pro uno anno huiuſmodi Vicariatus officium geſſiſſet, pro uno alio anno immediate ſequenti poſſet huiuſmodi officium gerere in eadem* (Voyez nos *Preuves n. V. & VI.*). Voila donc, deux Papes qui exercérent pleinement & ſans contradiction leur ſouveraineté dans Avignon, avant méme qu'on leur eût prêté ſolemnellement l'hommage de fidélité.

s'étoient reſervés dans la convention de 1251. ils ſuppliérent le Pape de leur en accorder la confirmation, qu'ils n'obtinrent qu'au bout de neuf ans du ſucceſſeur de Clément. Voilà le vrai motif du retard de l'homage qu'ils prêterent alors.

Le contrat de cette vente eſt donc exempt de tout défaut de formalité, & hors de tout ſoupçon, par les circonſtances, qui y ſont extrinſéques. Il n'eſt pas moins valide, & légitime dans ſon eſſence. Il faut avoüer, que le moyen, que l'auteur des Recherches a tiré des ſubſtitutions de Charles II,, & de Robert, pour l'attaquer, eſt tout nouveau: Cela ſeul devroit ſuffire pour en faire connoître la frivolité. Nul des auteurs qui ont parlé de cette vente, même de ceux, qui ont été le plus acharnés a la combattre, ne s'étoit encore aviſé de l'avancer. L'auteur des Recherches veut être plus habile, & plus clairvoyant, que les *Dupuys*, & les *Conrings*, qui n'en ont pas dit un ſeul mot. Je vais luy prouver, que leur ſilence eſt bien plus docte, & bien plus judicieux, que ſon langage, qui n'a qu'une vaine apparence, & manque totalement de ſolidité.

Charles II., dit il, qui inſtitua Robert Duc de Calabre ſon héritier dans ſon teſtament, avoit ſubſtitué par ſubſtitution directe & fideicommiſſaire ſes etats de Naples, ainſi que ceux de Provence, a touts les deſcendants mâles, & femelles de ſes autres enfants, & par conſéquent a ceux de Jean de Duras ſon dernier fils. La Reine Jeanne ne pouvoit donc pas vendre Avignon au préjudice de Charles de Duras, ni de Ladislas, & de Jeanne II. ſes enfants, qui deſcendoient de Jean de Duras dernier fils de Charles II., & dont les Rois de France repreſentent les droits (a).

Je réponds, que cette prétendue ſubſtitution expira, & fut anéantie par la mort de Robert héritier de Charles II. avec des enfants, parcequ' elle

(a) Il eſt eſſentiel de remarquer içi, que Charles petit fils de Jean de Duras reconnut bien ſolemnellement, qu' Avignon appartenoit au St. Siége, dans le ſerment de fidélité, qu' il prêta au Pape Urbain VI. en 1381. pour l'Inveſtiture du Royaume de Naples, par lequel il s'obligea de défendre de tout ſon pouvoir les terres du St. Siége, & nommement *Civitatem Avenionenſem, & Comitatum Venayſinum* (Lunig *Cod. Ital. Dipl. tom. II. col.* 1159. 1160. 1161. Raynaldi *Annal. Eccl. ad an.* 1381. *num.* 16.). Ladislas ſon fils prêta la même obligation dans ſon homage fait au Pape Boniface IX. (Raynald. *ad an.* 1390. *num.* 15.)

elle étoit faite ſous la condition, que le même Robert vint a deceder ſans enfants. Il n' y a qu' a lire avec un peu plus d'attention, ou de diſcernement, que n' a fait l'auteur des Recherches, le teſtament de Charles II. (*a*), pour convenir de cette vérité! La chaîne des ſubſtitutions, qu' il contient, eſt attachée à cette condition: cela eſt ſi clair, qu' au cas, que Robert Duc de Calabre vint a laiſſer des enfants, qui eſt le cas contraire, le quel eſt arrivé, Charles II. ſe contenta de luy ſubſtituer ſes enfants dans le Duché de Calabre, & ne fit aucune ſubſtitution de ſes autres etats (*b*). En effet, Robert luy même, qui laiſſa des enfants, en diſpoſa dans ſon teſtament d'une maniere toute contraire à la diſpoſition de Charles II., ce qui n'eſt pas à préſumer, qu' il eût fait, luy qui étoit ſi éclairé, ſi ſage, & ſi juſte (*c*), s' il n' eût été convaincu, qu' il pouvoit le faire, & que par le défaut de la condition, à la purification de laquelle les ſubſtitutions de Charles II. ſon

E 2 pére

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches n. VI. pag. 66.*

(*b*) *Loc. cit. pag. 69.*

(*c*) Giannone *Iſtor. civile del Regno di Napoli lib. 2. cap. 3. pag. 177. tom. III.*

pére étoient attachées, ſes etats étoient devenus libres en ſa perſonne.

La ſubſtitution, que le bon Roi Robert fit dans ſon teſtament, ou il inſtitua Jeanne ſa petite fille ſon héritiere, en faveur de Marie mére de Ladislas, ou de ſes héritiers, ne porte pas plus d'atteinte a la vente d'Avignon. Nous avons deja vû, que Robert avoit donné a Jeanne la faculté d'aliéner les biens appartenants à ſes etats, même avant l'âge de 25. ans, ſi elle y étoit autoriſée par le Conſeil de Régence qu'il luy avoit aſſigné, qu'après il luy en avoit donné la permiſſion abſolue, & qu'il l'avoit même accordée à ſes exécuteurs teſtamentaires (a). La ſubſtitution de Marie, ou de ſes héritiers ne pouvoit par conſéquent être d'aucun obſtacle à la vente d'Avignon, par le principe, qu'elle n'a lieu, que ſur les biens, qui n'ont pas été aliénés, lorſque le teſtateur, qui l'a faite, en a permis l'aliénation à ſon héritier. Ce principe eſt dicté par le ſens commun, & eſt inconteſtable en juriſprudence. Au reſte cette ſubſtitution prouve la qualité héréditaire du fief de

(a) Voyez ci devant *pag.* 15.

de la Provence, & d'Avignon, qui eſt d'ailleurs préſumée de droit en France, & ſur tout dans cette Province ; d'ou il s' en ſuit que, quoiqu' en diſe l'auteur des Recherches (*a*), ſuivant les régles inconteſtables du droit féodal, l'aliénation de cette ville, faite avec le conſentement de l'Empereur ſon ſuzerain, étoit permiſe à Jeanne en faveur de tout étranger au préjudice des agnats (*b*).

La vente d'Avignon eſt bien loin d'être une de ces aliénations défendües par les loix, comme étant faites *in fraudem Fideicommiſſi*. Non ſeulement elle à été permiſe par Robert, ainſi que nous venons de voir, mais dans le cas, ou elle à été faite, elle auroit du ſe faire, quand même elle eût été défendüe. Jeanne ſon héritiere avoit perdu le Royaume de Naples, dont ſon Grand Pére avoit ſi ſoigneuſement ordonné l'indiviſibilité d'avec les Comtés de Provence & de Forcalquier. Cette ſéparation tant abhorrée par Robert étoit déja arrivée par l'invaſion de ce Royaume,

(*a*) *Recherches hiſtoriques &c. pag.* 39.

(*b*) Ludovicus Bellus *Conſil.* 1. *num.* 92.

me, dont le Roi de Hongrie s'étoit emparé. Jeanne s'étoit refugiée à Avignon tremblante pour la perte de ce qu'elle avoit de plus precieux, ſa vie, & ſon honneur. Elle vouloit, & devoit exécuter la volonté de ſon Grand Pére, pour la reunion de ſes etats. Elle étoit ſans reſſource, & ſans argent.

Il n'y avoit, que la vente de ſon petit etat d'Avignon, qui pût luy en procurer aſsez, pour ſe ſauver elle même, & rentrer en poſſeſſion de ſon Royaume de Naples. Il faut être bien inſenſible ou bien aveuglé pour la blâmer de l'avoir faite. Marie, qui mourut avant elle, & ſes enfans, qui ſuccédérent enſuite à la Couronne de Naples, & qui étoient ces mêmes héritiers ſubſtitués, dont l'auteur des Recherches veut faire revivre les droits, auroient bien mal entendu leurs intérêts de s'y oppoſer; puiſque cette vente leur conſervoit un Royaume, qui ſans elle eût, peut être, à jamais été perdu pour eux. Auſſi nul d'eux n'en reclama-t-il, & ne s'en plaignit il jamais. Le défaut du conſentement de Marie, que l'auteur des Recherches aſſûre, & oppoſe avec tant de con-

confiance, eſt il vraiſemblable dans de telles circonſtances ? Et s'il étoit vrai, qu'elle ne l'eût pas prêté, ce défaut pourroit-il après plus de quatre ſiècles fournir un juſte moyen de réſilier une vente, qui fut ſi utile, ſi précieuſe & ſi néceſſaire aux perſonnes, dont on veut faire valoir les droits (*a*) ?

Cette vente, loin d'être contraire à la diſpoſition du Roy Robert, ne paroît avoir été faite, que pour la mieux exécuter. Elle eſt d'ailleurs très raiſonnable à la conſidérer en elle même. Avignon étoit certainement bien plus à la bienſéance des etats du Comte de Toulouſe, que de ceux du Comte de Provence, dont il eſt ſéparé par la Durance, terme diviſoire des etats de ces deux ſouverains fixé par le partage de 1125. (*b*). Les Papes étoient en poſſeſſion du Comté Venaiſſin, autre etat totalement diſtinct du petit etat d'Avignon, quoiqu'il y ſoit attenant, & compris dans la portion échue au Comte de Toulouſe, ils en étoient, dis je, en poſſeſſion en vertu du fameux Ttraité de Pa-

(*a*) Grotius *de jure belli & pacis, lib. 2, cap. 14. §. 12., & ibi Coccejus.*

(*b*) *Pieces juſtificatives des Recherches n. I. pag. 44.*

Paris (*a*) fait l'an 1229., qui valut tout le Languedoc aux Rois de France, & qu'il leur eſt par conſéquent plus aiſé d'enfreindre, que de combattre. C'avoit été pour complaire à Philippe le Bel, que Clement V. avoit transféré le St. Siége à Avignon. Les Papes y avoient déja des droits inconteſtables par les donations d'une partie de cette ville, & de pluſieurs terres, & iſles adja-

(*a*) S. Louis Roi de France dans la ratification ſolemnelle, qu'il fit de cette célèbre Paix, entre lui, l'Egliſe, & Raimond Comte de Toulouſe, s'en explique ainſi: *totam aliam terram, quæ eſt citra Rhodanum in Regno Francorum, & omne jus ſi quod ipſi Raymundo competit, vel competere poſſet in ea, præciſe & abſolute quitavit nobis & hæreditibus noſtris in perpetuum. TERRAM autem, QUÆ EST IN IMPERIO ultra Rhodanum, & omne jus, ſi quod ipſi Raymundo competit, vel competere poſſet in ea, PRÆCISE ET ABSOLUTE quitavit dicto Legato NOMINE ECCLESIÆ IN PERPETUUM* Cet acte ſi important fut inſeré dèz lors par ordre du Pape Gregoire IX. dans le Regiſtre original de ſes lettres *tom. VI. pag.* 81.; & il eſt raporté par De Catel *Hiſt. des Comtes de Tholoſe pag.* 332., par Ducheſne *Rer. Francic. ſcript. tom. V. pag.* 812., par Manriquez *Annal. Ciſtercienſ. tom. IV. pag.*353., par Bouche *Hiſt. de Provence tom. II. pag.*223., par le P. Labbe *Collect. Concil. tom. XI. pag.* 415., par Fantoni *Iſtor. d'Avignone tom. I. pag.*135., par Solterius *Acta SS. Aug. tom. V. pag.*304., & par D. Vaiſſette *Hiſt. de Langnedoc to. III. pag.*329. *des Preuves*, qui en a tiré la copie du Tréſor des Chartes du Roi.

adjacentes, que les Empereurs Louis le Débonnaire, Frideric I., Frideric II., & Charles IV. avoient fait à ſes Evêques (*a*), droits que l'Evêque Zoën n'avoit pu céder du tems de la convention de 1251. ſurtout de la façon, dont il le fit, au préjudice de l'Egliſe Rom. à laquelle ils étoient acquis.

Peut on après cela attaquer le contrat de la vente d'Avignon par la léſion? Il ne ſuffit pas d'avancer un tel moyen; il faut le juſtifier par les preuves les plus palpables. L'auteur des Recherches les a t'il faites? eſt il dans ſon pouvoir de les faire? L'utilité & l'avantage de cette vente pour Jeanne & ſes ſucceſſeurs, que j' ai démontré évidemment, ne rendent ils pas cette preuve impoſſible par leur incompatibilité avec la léſion? car qui dit une vente léſive, dit néceſſairement une vente nuiſible & préjudiciable à celuy qui l'a faite, & le même contrat utile & léſif pour la même perſonne eſt une chimere & implique contradiction.

Le beſoin que l'on a d'une choſe eſt la juſte & vraye meſure de ſa valeur, laquelle augmente

(*a*) Voyez nos *Preuves num. IV.*

& diminue à proportion de l'utilité & de l'avantage que l'on peut en retirer (*a*). Suivant ce principe, que les plus célèbres auteurs qui traitent du Droit public ont embraſſé d'après Ariſtote (*b*), dans les circonſtances ou Jeanne ſe trouvoit lors de la

(*a*) L'argent & la monnoye, conſidérés comme genre, valent plus ou moins ſelon le plus ou moins de beſoin, que l'on en a Grotius *de jure belli, & pacis lib.2. cap.12. §.17. Prout res aliæ, quibus indigent homines, copioſæ ſunt aut raræ, ita eadem pecunia ex eadem ſa?a materia, eodem pondere, nunc plus, nunc minus valet*; auquel endroit de Cocceii a ſagement remarqué *tom.II. pag.711. Accidere in auro & argento neceſſe eſt, ut copia vileſcat, eòque in immenſum rerum pretia excreſcant &c. cum pro modo copiæ quæ advehitur, ejus decreſcat pretium & valor &c. Tantundem igitur in bonis vel reditu nunc (nondum inventa utraque India) habuit qui auri libram, quam nunc qui decem vel viginti.* Après une longue & profonde diſcuſſion de ces matieres l'auteur de *l'Eſſai ſur les monnoyes & ſur le rapport entre l'argent & les denrées Paris 1746. pag.5.* tire cette conſéquence, que *depuis la découverte des Indes; il y a dix fois plus d'argent dans le monde qu'il n'y en avoit alors; il vaut auſſi neuf dixiémes de moins, c'eſt a dire qu'il en faut donner dix fois plus, qu'on n'en donnoit il y a deux cents ans, pour acheter la meme quantité de marchandiſes.*

(*b*) Ariſtote *Ethicorum Nicomach. lib.V. cap. 8. edit. Du Vallii an. 1654. tom.III. pag.84. Unum quiddam eſſe oportet, quod cetera omnia metiatur. Hoc autem re quidem vera uſus ſeu indigentia eſt, quæ omnia continet. Nam ſi nulla re egerent homines, aut ſi non ſimiliter egerent, vel nulla vel non eadem eſſet permutatio.*

de la vente d'Avignon, les 80000. florins d'or, qu'elle en retira étoient réellement une ſomme inéſtimable par la conquête de ſon Royaume de Naples, par la conſervation de ſes autres etats, & même de ſa perſonne, auxquelles elle fut ſi heureuſement employée. Il eſt donc non ſeulement abſurde de vouloir reſcinder cette vente par une prétendue léſion énorme dans le prix courant & ordinaire (*a*), mais il eſt encore inique, que les poſſeſſeurs de la Provence demandent par ce moyen le reſiliment d'un contrat, ſans lequel ils n'euſſent peut être jamais joüi de cette province.

Un autre principe reçu par tout, ou il y a de l'équité & de la raiſon, nous enſeigne, que pour prouver la léſion d'une vente il faut juſtifier preciſément quelle étoit la valeur de la choſe vendue du tems de la ſtipulation du contrat. Qui eſt ce qui pourra d'une part fixer la juſte & véritable valeur de la ville d'Avignon le 9. juin de l'année 1348., & de l'autre, celle de 80000. flo-

(*a*) Grotius *de jure belli & pacis lib. 2. cap. 12. §. 14.*, & de Coccey *ibid. pag. 750, tom. II.*

florins d'or, eu égard a la diverſité des tems ? (a) Jeanne dans ce contrat ne put aliéner que la ſouveraineté ſubalterne d'Avignon, qu' on peut appeller

(a) L'auteur des Recherches évalue 80000. florins d'or a 672000. livres monnoye de France. Il ne ſe trompe pas moins en cela, que dans les autres points plus importants, ſur les quels nous avons déja remarqué ſon peu d'exactitude & même ſon incapacité. Le juſte poid du florin d'or de Florence étoit la 8. partie d'une once, & l'or dont on le battoit étoit de 24. carrats. Sur ce pied là il ne falloit pas moins, que 833. livres 4. onces du plus fin or, pour battre 80000. florins ; leſquels, quand même on leure donneroit la valeur de l'or d'aujourdhuy, & non celle de 1348., iroient bien au delà des 672000. livres, auxquelles il a plû a l'auteur des Recherches de fixer le prix de la vente d'Avignon. Nous le renvoyons pour ſon inſtruction au livre intitulé *il Fiorino d'oro antico illuſtrato* du Commandeur Vettori imprimé à Florence l'an. 1738., a l'ouvrage du Comte Carli *delle Monete d' Italia tom. I. pag.* 313., a Ignace Orſini *delle Monete Fiorentine pag.*13., a l'auteur *della Decima Fiorentina to. I. pa.*114. *&* 116., & a la diſſertation 5. de Mr. Targioni Tozzetti qu' on trouve dans les *Memorie della Società Colombaria tom. II. pag.*127. Nous obſerverons ſeulement en paſſant, que les Papes voulurent, qu' a leur Monnoye on ſuivit exactement le pied de la Monnoye de Florence, tant pour le poid, que pour la qualité du florin d'or, juſques a tout le XV. ſiécle ; & qu' à cet effet Jean XXII. écrivoit à la Republique de Florence de lui envoïer *Marchum juſti & recti ponderis in Sicla veſtra, ubi aureos facitis cudi florenos, diligenter examinatum, probatum, & diſcuſſum ſubtiliter* (*Reg. Secret. Joh. XXII. anno VI. ep.* 733.)

peller domaine utile, puiſque le haut domaine, qui ne doit par conſéquent pas entrer dans le prix de la vente, en appartenoit à l'Empereur, dont le St. Siége l'acquit en même tems. Ce domaine utile d'une ville, dont le territoire n'eſt rien, avoit été reſtraint au point, qu'il n'étoit preſque rien auſſi par la convention de 1251. (a), qui fut confirmée dans l'hommage que les Avignonois firent de leur ville au ſucceſſeur de Clement VI. & qui a toujours été obſervée. Un des articles de cette convention étoit, que les révenus de la ville ſuſ-

(a) On peut voir les articles de cette Convention dans Fantoni *to. II. pag.* 109. Nous en raportons les ſuivans: *Omnes cives Avenionis præſentes & futuri, conventione expreſſa & conceſſione dominorum Comitum prædictorum, liberi remaneant in perpetuum, & immunes a tallia, quiſta, & touta, & omni adempto forſato, tam in mutuis dandis Dominis, vel eorum Locumtenentibus, quam in equis emendis, vel aliis quibuſcumque exactionibus; Ita quod novum pedagium, vel ſuperindictum quodlibet, non licebit dictis dominis vel eorum Locumtentibus facere in civitate prædicta vel territorio civitatis ipſius.*

Item paſcua & patua civitatis, & uſus eorum, ſalva remanent Univerſitati Avenionis. Singulis etiam civibus ſalva remanent propria ſua pedagia, & uſatica, leſdæ, & portus, dominia etiam, & juriſdictiones, quæ habent infra civitatem vel extra, in prædiis ruſticis vel urbanis, & eorum allodia

eis

fuſſent adminiſtrés par ſes Magiſtrats ; & de là vient, que les Papes n' en ont jamais rien retiré, & qu' Avignon leur a toujours été plus à charge qu' à lucre.

Avignon étoit il d'ailleurs du tems de ſa vente ce qu' il eſt devenu depuis, par la continuation de la réſidence des ſouverains Pontifes ? cette réſidence le fit, pour ainſi dire, changer de face, par le concours des perſonages les plus qualifiés & les plus illuſtres, par l'affluence des étrangers que le St. Siége y attira dans la ſuite, par la quantité de beaux édifices publics & privés, qui y furent conſtruits depuis, & par une beaucoup nombreuſe population : avantages qui le firent appeller *altera Roma*, & le rendirent une ville des plus conſidérables de l'Europe : Les reſtes & les

eis remaneant libera, ſicut hactenus extiterunt.

Item non licebit dictis dominis Comitibus, vel eorum Locumtenentibus, cives Avenionis compellere bladum ſuum, vel vinum, vel res alias certo pretio vendere, vel aliquid ei pretium limitare. Sed nec interdicere poterunt dictis civibus bladum ſuum, vel vinum, vel res alias de civitate extrahere, vel exportare vendendas, vel exportare volentibus vendere, niſi ſint hoſtes manifeſtis dominorum Comitum vel alterius eorumdem; quibus dicti cives vendere poterunt prohiberi.

les effets de cette grandeur, qui n' eut jamais existé, ſi Avignon n'eut pas été vendu à Clement VI., doivent ils entrer dans le juſte prix de la vente, qui en fut faite à ce Pape ?

La ville d'Antibes, Port de Mer conſidérable, & place frontiére de la France, fut vendue l'an 1608. à Henri IV. pour la ſomme de 250000. livres par la maiſon Grimaldi (*a*). Je demande à l'auteur des Recherches, ſi les ſucceſſeurs de ceux qui en firent la vente ſeroient fondés à vouloir la réſilier par la léſion dans le juſte prix, ſous prétexte, que cette ville par le bénéfice du tems vaut quatre fois plus aprèſent, qu' elle ne valoit quand elle fut vendue ? Ce moyen eſt bien moins propoſable contre la vente d'Avignon. Le pacte ou donation de plus value, qu' on lit dans le contrat (*b*), la renonciation de Jeanne a la léſion, & la

(*a*) Voyez Du Puy dans ſon *Traité touchant les droits du Roi tres Chreſtien &c. Paris* 1655. *pag.* 700. Bouche *Hiſt. de Provence tom. II. pag.*843. Longuerue *Deſcription. de la France Part. I. pag.* 367.

(*b*) Voyez les *Pieces juſtificatives des Recherches num. XI. pag.*103. & 109. & nos *Preuves num. I. Quidquid dicta civitas Avinion. cum eius territorio, pertinentiis, & diſtrictu ac iuribus ſupradictis valet ſeu in futu-*

& la paiſible poſſeſſion du St. Siége pendant plus de quatre ſiécles, le rendent inepte, & non recevable.

C'eſt cette poſſeſſion ſacrée par ſon antiquité & par la qualité des poſſeſſeurs, qui inquiéte l'auteur des Recherches. Il ne l'appelle que du nom odieux de preſcription, & il reproche aux partiſans du St. Siége d'en faire l'apologie pour la défenſe de ſes droits (a). Mais jamais poſſeſſion ne fut plus juſte, & plus légitime. Elle eſt appuyée ſur un contrat du droit des Gens, dont nous avons dé-

futurum plus valebit pretio antedicto, conſiderantes quod ſecundum Apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatius eſt dare quam recipere, hoc ideo præfato Domino ſummo Pontifici, & dicto eius Procuratori recipienti & ſtipulanti ut ſupra, & dictæ Eccleſiæ Romanæ, ex certa ſcientia, donatione pura ſimplici & irrevocabili facta cum inſinuatione præſentium ſolemniter inter vivos, in totum illud plus, meliori modo & forma quibus poſſumus, damus, cedimus, concedimus, ac perpetuo penituſque quittamus ac donamus &c. Ceterum nos dicta Regina certificata prius legitime quid ſonant renunciationes ſequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberate, conſulte & expreſſe omni exceptioni doli & fraudis, læſionis, & venditionis per nos non factæ &c. actioni, & exceptioni in factum & juri, per quod læſis & deceptis ultra dimidium iuſti pretii vel aliter quomolibet ſubvenitur, beneficio minoris ætatis, & reſtitutioni in integrum &c.

(a) *Recherches pag. 29.*

démontré la validité, & la bonne foy ; ſur l'acquieſcement conſtant de ceux, qui auroient eu le plus de droit à le réſilier, s'ils y euſſent été fondés, ainſi, que de leurs ſucceſſeurs ; & ſur les reconnoiſſances les plus poſitives, & les plus préciſes, que les uns & les autres ont fait, dans toutes les occaſions, des droits inconteſtables du St. Siége ſur Avignon.

L'acquieſcement conſtant de ceux, qui étoient le plus intéreſſés a en réſilier la vente, réſulte du ſilence des Princes de la maiſon de Duras, & de la maiſon d'Anjou. On ne trouvera ſurement pas dans l'hiſtoire, qu' aucun d'eux en ait jamais reclamé. L'auteur des Recherches, qui n' a rien oublié pour faire cette découverte, en convient par les efforts inutiles, qu' il fait pour pallier leur ſilence (*a*). Celuy des Rois de France ſucceſſeurs de la maiſon d'Anjou n' eſt pas moins certain. Ils l'ont tous gardé inviolablement juſques a Louis XIV. Il eſt ridicule de vouloir prouver le contraire par les édits de Charles VIII., & de François I., qui n' avoient pour objet, que la

(*a*) *Recherches pag.* 21, 22, & 23.

réintegration du domaine de la Provence (*a*), dont Avignon ne faiſoit point partie avant la vente de la Reine Jeanne, comme nous avons vû, & encore moins après ; d'autant plus, que l'édit de Charles VIII. excepte les aliénations de cette Province faites par les Comtes de Provence prédéceſſeurs du Roi Louis XI. (*b*) : & François I. dans ſon troiſiéme édit excepte la poſſeſſion centenaire (*c*). Or de ce temps là il y avoit deux cents ans, que le St. Siége poſſédoit paiſiblement Avignon.

Il en eſt de même des autres actes avancés par l'auteur des Recherches pour exclurre cet acquie-

(*a*) *Pieces juſtificatives num. XXII. pag.* 175., *& num. XXVII. pag.* 181.

(*b*) Edit de Charles VIII. *Notre bon plaiſir & intention a été & eſt de retirer, reprendre & réunir à notre domaine les terres & choſes aliénées en nos pays & comtez de Provence & Forcalquier, PAR NOTRE DIT FEU SIEUR ET PERE TANT SEULEMENT, ET NON PAR LES FEUS ROIS, reines, comtes, & comteſſes ſes ſes prédéceſſeurs & les nôtres.* (*Pieces juſtificatives des Recherches num. XXI. pag.*157.)

(*c*) Edit de François I. *Que nos juges n'ayent aucun égard à quelque poſſeſſion, jouiſſance, & preſcription que ce ſoit, & pour quelque laps de temps qu'elle ayt duré, HORS QU'ELLE EXCEDAT CENT ANS.* (*Pieces juſtif. des Recherches pag.*180. *num.XXVI.*)

acquieſcement des Rois de France. Les lettres de naturalité accordées par Henri II. a un natif d'Avignon (*a*) contiennent, il eſt vrai, la reſerve des pretendus droits de ce Monarque ſur cette ville ; mais cette reſerve porte ſur l'opinion erronée, à la quelle quelques hiſtoriens peu exacts avoient donné lieu, & qui étoit alors en vogue, que l'aliénation d'Avignon étoit moins une vente, qu'un acte de ſimple engagement : erreur evidemment contraire à la lettre du contrat de 1348.. Cela eſt prouvé, par les deux autres priviléges de naturalité de Charles IX. (*b*), ou il eſt dit, que les Papes poſſédoient Avignon *par engagement* des prédéceſſeurs de ce Monarque, qui n'auroit ſûrement pas fait une telle reſerve, non plus qu'Henri II., ſi ces deux Rois euſſent été inſtruits, que l'aliénation d'Avignon en faveur du St. Siége étoit une vente belle, & bonne, & non un ſimple contrat d'engagement ! En effet leurs ſucceſſeurs plus eclairés n'ont jamais imaginé de la faire, dans de pareilles lettres

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches n. XXVIII. pag.186.*

(*b*) *Pieces juſtificatives des Recherches num.XXIX. pag.190., n.XXX. pag.194.*

Digitized by Google

de naturalité, comme nous verrons bientôt. On doit donc faire autant de cas de cette reſerve, que de l'érreur, qui y a donné lieu. Il faut la regarder comme non faite, & comme ne formant aucun obſtacle à l'acquieſcement des Rois de France aux droits du St. Siége ſur Avignon.

Cet acquieſcement tacite de plus de quatre ſiécles à la vente d'Avignon ſuffiroit pour fermer la bouche à tout Souverain, qui voudroit faire valoir des droits réels ſur cette ville; puiſque, ſuivant les principes du droit naturel, & du droit des gens (a), un ſi long ſilence fait préſumer l'abbandonnement de tout droit, & aſſûre ſans contredit celuy du poſſeſſeur contre toute eſpéce de pretenſions: ſur tout dans le cas, dont il s'agit, ou la paiſible poſſeſſion d'Avignon, dans laquelle le St. Siége s'eſt maintenu pendant plus de quatre ſiécles, tient à un contrat d'aliénation de cette ville, fait par ſon légitime Souverain en faveur du St. Siége, & confirmé par l'Empereur, n' étant pas douteux, que cette aliénation n'empêche la tranſ-

(a) Grotius *de iure belli, & pacis lib. 2. cap. 4. §. 1. 3., & 4., & §. 11.*, Puffendorf *du Droit de la nature & des Gens liv. 4. chap. 12. §. 8. 10. & 11.*, Barbeirac *ibid. not. 11.*

tranſmiſſion du droit abdiqué, à ſes ſucceſſeurs (*a*) ; & ou l'on ne ſauroit attribuer leur ſilence, & leur inaction, qu' à une reconnoiſſance formelle des droits du St. Siége ſur cette ville. Et quelle autre interprêtation pourroit on leur donner ? Les Rois de France n'étoient ils pas les maitres de s'emparer d'Avignon quand ils vouloient, s'ils croyoient y avoir des droits ? Le St. Siége n'a jamais été en état de s'y opoſer, ni de défendre contr' eux une ville enclavée dans leur Royaume, qu' ils auroient pû prendre avec tout autant de facilité (*b*), qu' elle à été priſe par Louis XIV., & par ſon Auguſte ſucceſſeur. Ce n' eſt donc, ni une force ſupérieure, ni l'impuiſſance, ni la crainte, mais le juſte ſentiment de ne point envahir le bien d'autruy, qui les en à empêché.

Mais les droits du St. Siége ſur Avignon ont été bien autrement reconnus, que par cet acquieſcement tacite. Les ſucceſſeurs de Jeanne, qui luy vendit cette ville, ont paſſé condamnation ſur ces droits de la maniere la plus claire, & la plus poſitive

(*a*) Puffendorf *ibidem*, §. 10. & *not.* 8.

(*b*) Puffendorf *ibid.* §. 8., & *ibi* Barbeirac *not.* 8.

tive toutes les fois, que l'occaſion s'en eſt préſentée (*a*). En voici quelques actes formels parmi une infinité, qu' on pourroit en alléguer.

L'année 1368., vingt ans après la vente d'Avignon, Charles V. Roi de France, frére de Louis d'Anjou adopté par la Reine Jeanne I., le quel fut Grand Pére de René adopté à ſon tour par la Reine Jeanne II., donna au Pape Urbain V. une certaine partie du pont d'Avignon encore exiſtant ſur le Rhône (*b*) entre Villeneuve appartenante au même Roi Charles, & Avignon appartenant au St. Siége. Ces ſont les termes de ce Monarque, qui s'exprime ainſi : *Certam partem pontis inter villam ſuam de Avenione, ac villam noſtram VILLENEUVE Gallicé nuncupatam*, avec toute éſpèce de juriſdiction, haute, moyenne, baſſe juſtice, & ſuperiorité, qu' il y avoit. Les droits du St. Siége ſur Avignon ne ſont ils pas aſſûrés par une reconnoiſſance auſſi trenchante ? Et

(*a*) On n'a pas cru devoir répéter içi les reconnoiſſances de Charles de Duras, & de Ladislas ſon fils, dont il a été fait mention ci devant a la *Note* de la *pag.* 34.

(*b*) Bullaire d'Avignon *Edit. de Lyon Conſtit.* 13. *pag.* 57. Voyez nos *Preuves num. IX.*

Et les Rois de France ſes ſucceſſeurs n'ont ils pas dû, & ne doivent t'ils pas la reſpecter ?

L'an 1464. ſous le Pontificat de Pie II. du tems des guerres, que les prétenſions des Anjouins & des Arragonois excitoient en Italie, il fut queſtion de les accorder pour avoir la paix. On eut recours a Pie II., & on luy propoſa, entre autres conditions du Traité, qui n'eut pas lieu, l'échange de l'etat d'Avignon avec celuy du Comté d'Aquila au Royaume de Naples, qui eſt de plein pied avec l'Etat eccleſiaſtique, & tout à fait à ſa bienſéance. Ce Pontife jugea à propos de le refuſer par les raiſons, qu' on peut lire dans une belle lettre du célébre Cardinal de Pavie (a). Cette échange offerte à Pie II. n' eſt elle pas une reconnoiſſance préciſe, qu' Avignon appartenoit au St. Siége en toute propriété de la part des Princes des maiſon d'Anjou & d'Arragon, que les Rois de France repreſentent pour les Comtés de Provence & de Forcalquier ? Nous ne faiſons certainement point d'échange contre ce qui nous appartient.

Le

(a) *Card. Papienſ. ep. 94. pag. 131. Edit. Francofurt 1614.*

Le 26. ſeptembre de l'année 1470., & le 15. juin de l'année 1472., Louis XII. ſupplia le Pape Paul II. de donner la Légation d'Avignon au Cardinal de Bourbon, & fit caution pour une bonne adminiſtration, & pour une entiére ſoumiſſion de la part de ce Cardinal aux ordres & à la volonté de ce Pape (*a*), & de ſes ſucceſſeurs, déclarant, qu' il ſeroit amovible à leur gré; Et l'an 1501. dans l'acte d'inveſtiture, que ce Roi reçut d'Alexandre VI. de la moitié du Royaume de Naples, il s'obligea preciſément à ne rien uſurper, ni acquérir des biens appartenants au St. Siége à Avignon, & au Comtat Venaiſſin a quelque titre que ce put être (*b*). Charles IX. fit la même caution pour un'autre Cardinal de Bourbon, & mit de plus la ville d'Avignon, & le Comtat Ve-

(*a*) Voyez nos *Preuves num. X.*

(*b*) Voiçi la formule de ſon ſerment, raportée par Lunig *Cod. Italiæ diplom. tom. II. col. 1329. Ego Ludovicus Dei gratia Rex &c. De civitate Beneventana &c. Ferrarienſi, Avinionenſi aut Comitatu Venaiſſini ſeu aliis terris quibuſcumque veſtris & demaniis, ſeu feudis ipſius Eccleſiæ, ubilibet conſtitutis, ex ſucceſſione vel legato ſeu donatione aut venditione, vel alio quovis titulo ſeu contractu, nihil unquam nobis acquiremus vel vindicabimus &c.*

Venaiſſin ſous ſa protection, & Sauvegarde (*a*). Henri III. dans le tems des guerres civiles voulut garantir Avignon en faveur du St. Siége dans la tréve qu' il fit avec le Roi de Navarre, ainſi que l'atteſte M. de Thou (*b*), qui rapporte un édit fait en conſéquence per le même Roi de Navarre, dans lequel il ordonne a ſes ſujets de ne point moleſter ceux du St. Siége a Avignon, & dans le Comtat.

Le même Henri III. dans le temps, ou il étoit le plus mécontent de la Cour de Rome par l'Excommunication, dont Siſte V. le frappa après le meurtre du Duc & du Cardinal de Guiſe, ne voulut pas ſuivre l'inique conſeil, qu' on luy donnoit, de s'emparer d'Avignon, & du Comtat, comme l'aſſûre le même hiſtorien (*c*) en ces termes remarquables : *Præterea conſultum videri, ajebat, ut Rex Avenionem, & Venaſcinenſem Comitatum occupet, evulgato ſtatim, ſe jure ſuo id feciſſe, ut ditiones illas, quæ in Regni patrocinio ſemper fuerunt, Sanctitati ſuæ conſervaret, impedi-*

(*a*) Voyez nos *Preuves num. XI.*

(*b*) *Thuani Hiſtor. lib. 95.*
(*c*) *Idem loc. cit.*

pediretque, ne ea in aliorum manus, qui majorem privati emolumenti, quam Sanctitatis ſuæ rationem habeant, per hos motus devenirent. Sous le regne d'Henri IV. dans le Concordat fait en 1603. avec le St. Siége pour le ſel a fournir aux habitants d' Avignon il eſt dit, qu' ils étoient les vrais *ſubjects de notre ſaint Pere le Pape* (a). Ces faits parlent d'eux mêmes, & ſont autant d'aveux, & de reconnoiſſances expreſſes faites par ces Rois, des droits de propriété,& de poſſeſſion du St. Siége ſur Avignon.

L'an 1534. François I. accorda des lettres de naturalité aux citoyens d'Avignon a la requête de cette ville, en conſidération des ſervices ſignalés, qu' elle venoit de luy rendre pendant le ſéjour, qu' il y avoit fait, & qu' elle avoit de tout tems rendu au Royaume de France, ainſi que de ſon attachement a ſa perſonne, & a celle de ſes prédéceſſeurs. Ce privilége fut confirmé par preſque tous les ſucceſſeurs de ce brave, & ſavant Monarque. Il ſeroit trop long de raporter toutes ces lettres. Les citoyens d'Avignon y ſont ap-

(a) Voyez nos *Preuves num. XII.*

appellés *ſuiets de ſa Sainteté*, & ces Rois plus éclairés, que Henri II., & Charles IX., ſur la nature du contrat de l'aliénation d'Avignon, n' y font aucune reſerve de leurs prétendus droits ſur cette ville. Il ſuffira de raporter celles, que Louis XIII. accorda en 1611. a l'exemple de ſes prédéceſſeurs (*a*). Elles contiennent une reconnoiſſance non équivoque, que les Avignonois ſont ſujets de ſa Sainteté, & que leur ville par conſéquent luy appartient ſans difficulté. Sous le regne de ce Monarque, a l'occaſion des différents ſurvenus entre les Avignonois & les Provençaux, au ſujet des limites des deux etats, au moyén d'une ligne de ſéparation, qui fut tirée par les Commiſſaires a ce députés, les deux Cours, paſſérent un traité entr' elles, dans lequel il fut convenu, que tout ce qui étoit en deça & au dela de cette ligne, appartiendroit *a la ſouveraineté du Pape*, & du Roi réſpectivement. Peut on mieux reconnoitre les droits du St. Siége ſur la ville d'Avignon, & ſon territoire (*b*) ?

(*a*) Voyez nos *Preuves num. XIII.*

(*a*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone tom. I. pag.* 467. Bullar. *Rom.*

Louis XIV. mit le comble a cette bonne foy des Rois très chrétiens, & a la juſtice, qu'ils avoient rendu ſucceſſivement a ces droits du St. Siége, par les actions même, qui ſembloient y être le plus contraires. Ce grand Roi, qui a d'ailleurs ſi bien mérité de l'Egliſe, crut l'an 1663. devoir s'emparer d'Avignon, & du Comtat. Ses ordres furent éxécutés par un Arrêt du Parlement de Provence, qui fut dicté par le reſſentiment, & par l'érreur de l'inaliénabilité du domaine de Provence, avant qu'elle appartînt a la Couronne, & qu'elle y fut incorporée. Erreur refutée par Louis XIV. luy même dans ſon édit de 1668. (*a*). Aléxandre VII., qui étoit alors ſur la chaire de St. Pierre, appaiſa & éclaira en même tems Louis XIV. Ce Monarque rendit Avignon & le Comtat a ce Pontife par l'article XIV. du Traité de Piſe, qui ne tient a aucune condition (*b*), & par lequel le St. Siége fut reintegré dans tous ſes droits ſur Avignon. On ne ſauroit douter de cette pleine, & ab-

Rom. noviſſimæ edit. tom.V. par.V. pag.112. & nos Preuves num.XIV.

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches num.XXXIV. pag.223.*

(*b*) Voyez nos *Preuves num.XV.*

& abſolue réintegration, puiſque Louis XIV. fit rendre un autre Arrêt, qui caſſa & annulla l'Arrêt rendu pour la priſe d'Avignon, ainſi que tous les actes, qui avoient été faits en conſéquence (*a*). L'article du Traité de Piſe au ſujet de Caſtro & Ronciglione, n' a rien de commun avec la reſtitution d'Avignon. C'étoit à ceux, qui croyoient avoir des droits ſur cet etat, a remplir les conditions, qui leur furent preſcrites dans ce Traité, que la Cour de Rome n' a enfreint en aucune facon. La Cour de France l'a reconnu elle même pluſieurs fois, & de la maniere la plus authentique & particuliérement dans le Traité de Vienne de 1738. (*b*) par ſa garantie en faveur du St. Siége.

Ce

(*a*) Voyez nos *Preuves num. XVI.*

(*b*) En ſuite de la promeſſe, que l'Empereur Charles VI. avoit fait a la ſollicitation de S. M. très chrétienne dans les articles préliminaires de la Paix de Vienne de 1735. ſignés le 3. octobre de cette année, qu' il ne pourſuivroit jamais la diſincamération de Caſtro & Ronciglione; par un article ſecret, qui fut ſtipulé dans l'acte méme du Traité definitif ſoûſcrit a Vienne le 18. novembre 1738., ces deux Monarques en vue du reſpect particulier qu' ils proteſterent d'avoir pour le St. Siége, s'obligérent de garantir a perpetuité le Duché de Caſtro, & le Comté de Ronciglione en ſa faveur, & d'empêcher qu' il ne fût jamais moleſté pour ces deux etats.

Ce même Monarque irrité dans les démélés, qu' il eut en ſuite avec le Pape Innocent XI., paſſa par deſſus les engagements, qu' il avoit contracté dans le Traité de Piſe, & s'empara pour la ſeconde fois d'Avignon & du Comtat, le 3. octobre de l'année 1688.. Mais ſa juſtice, & ſa piété ne luy permirent pas de les garder long tems. La reſtitution, qu' il en fit l'an 1689. à Alexandre VIII. ſucceſſeur d'Innocent XI. d'abord après ſon election, prouve, que cette ſeconde affaire étoit encore plus perſonnelle, que la premiere, & que ce n'avoit été, que par humeur contre Innocent XI., qu' il avoit repris Avignon. La façon dont il fit cette reſtitution ne laiſſe aucun doute ſur les droits du St. Siége. Le 3. novembre de la même année il rendit un Arrêt (a) dans ſon Conſeil privé, qui caſſa & aneantit celuy du Parlement de Provence, ainſi que tout ce qui avoit été fait en conſéquence de la priſe d'Avignon. Et cet arrêt fut exécuté par ce Parlement ſuivant ſa forme & teneur le 17. du même mois.

L'Auteur des Recherches prétend, que des actes

(a) Voyez nos *Preuves num. XVII.*

actes auſſi ſolemnels, & auſſi trénchants, ne ſont dans le fond, qu' une renonciation a l'exercice momentané de la faculté, que les Rois de France ont de retirer Avignon des mains du Pape, quand il leur plait (a); & qu' ils n'ajoûtent rien aux droits du St. Siége ſur cette ville. La renonciation a l'exercice momentané de la faculté de retirer Avignon eſt une convention d'une éſpéce ſi ſinguliere, qu' il ne faudroit pas moins, qu' une démonſtration géométrique pour l'acréditer. Je défie l'auteur des Recherches d'en faire la moindre preuve, & de la trouver ailleurs, que dans ſon imagination Provençale. Le contraire réſulte evidemment de la caſſation des Arrêts du Parlement de Provence, & de tous les actes faits dans les entredeux des priſes, & des reſtitutions d'Avignon. Il n' eſt pas poſſible de concilier cette caſſation avec les prétendus droits des Rois de France ſur cette ville. Si Louis XIV. les avoit eſtimé tels, que l'auteur des Recherches veut faire accroire qu' ils ſont, il n'auroit certainement pas caſsé, & declaré nuls & non avenùs des actes, qui euſſent été

(a) *Recherches pag.* 35.

été valides, & légitimes, étant faits en conſéquence de ces droits ; & comment ce Monarque auroit t' il pu s'en perſuader la realité, s' il avoit poſitivement reconnû la ſouveraineté du St. Siége, avant ces deux invaſions, par un Arrêt rendu l'an 1655. dans la cauſe de juriſdiction territoriale du Sr. Maillane, & de ſon fils (a) ?

Nous convenons, que ces deux reſtitutions de Louis XIV. n' ajoûtent rien aux droits intrinſéques du St. Siége ſur Avignon ; mais l'auteur des Recherches doit convenir auſſi, qu' ils ajoûtent beaucoup a leur preuve, & qu' ils la mettent dans le plus grand jour. Il n'attaque point ceux qu' il a ſur le Comté Venaiſſin, & qui ſont appuyés ſur d'autres titres encore plus clairs, s'il étoit poſſible. Le St. Siége a beaucoup moins à craindre de l'animoſité de ces ſortes d'écrivains, qu' il n' a à éſpérer de la juſtice, & de la réligion du Roi très chrétien, qui imitera juſqu' au bout la conduite de ſon glorieux prédéceſſeur, en rendant au Vicaire de Jeſus Chriſt une ville, & un etat, qui, ainſi que ſa Majeſté l'a déja reconnu elle

(a) Voyez nos *Preuves num. XVIII.*

elle même dans le Concordat de l'année 1734. (*a*) ſur le tabac & toiles peintes d'Avignon, luy appartiennent ſi légitimement, & conſacrés une fois au Patrimoine de S. Pierre comme au ſervice de ſon Egliſe, ſont garantis par les ſaints canons, & par les diſpoſitions, préſcriptions, & cenſures, qui de tout tems ont été en vigueur pour l'indemnité, & la conſervation des Biens Eccleſiaſtiques (*b*).

I PREU-

(*a*) Voyez nos *Preuves num. XIX.*

(*b*) Les Bulles des ſouverains pontifes Gregoire XI. Martin V. Nicolas V. Calixte III. Pie II. Paul II. Innocent VIII., & même des antipapes Clément VII. & Benoit XIII. contre les invaſeurs, occupateurs, détenteurs, vendeurs, engageurs de la ville d'Avignon, & du Comtat Venaiſſin en tout ou en partie, ſe trouvent dans le Bullaire d'Avignon *edit. Lugdun. typis Joh. Amati Candy an.* 1657. *pag.* 128. 129. 130. *& depuis la page* 156. *juſqu'a* 178. Elles ont été toutes publiées, & conſtamment obſervées. Nous y renvoyons le lecteur. Cependant nous en raportons deux dans nos *Preuves num. XX. & XXI.* aux quel les l'on pourra ajouter celle d'Alexandre VII. qui eſt dans le *Bullar. Roman. Tom. VI. par. V. pag.* 330.

Digitized by Google

PREUVES
DE LA RÉPONSE
Aux Recherches hiſtoriques concernant les Droits du Pape ſur la Ville, & l'Etat d'Avignon.

NUM. I.

Vente de la Ville d'Avignon faite par la Reine Jeanne I. au St. Siége Apoſtolique.

1348. 9. juin.

IN NOMINE DOMINI, AMEN.

UNIVERSIS præſentes litteras ſeu præſens inſtrumentum publicum inſpecturis; Joanna, Dei gratia, Hieruſalem & Siciliæ Regina, Provinciæ & Forcalquerii comitiſſa, & *Domina civitatis Avinionenſis*, ſalutem & præſentibus perpetuam dare fidem. Notum facimus, quod in præſentia notariorum publicorum ac teſtium infraſcriptorum ad & propter infraſcripta coram nobis accerſitorum ſpecialiter vocatorum, perſonaliter exiſtentes, gratia, ſponte, & non coacta, non ſeducta, nec ab aliquo in aliquo cir-

cumventa, ſed ex mera libera & ſpontanea animi voluntate noſtra ſuper hoc ducta, & ex certa noſtra ſcientia, *de & cum voluntate & conſenſu* illuſtr. viri domini Ludovici de Tharento comitis Provinciæ, legitimi viri & mariti noſtri, ibidem ad hoc præſentis & *ad infraſcripta licentiam & auctoritatem, ſi & quatenus in hac parte indigemus, nobis ſuper omnibus, & ſingulis ſequentibus præſtantis*; vendimus cedimus concedimus ad perpetuum, & quittamus pro nobis & hæredibus ac ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque, ſanctiſſimo & beatiſſimo patri & domino noſtro domino Clementi divina providentia Papæ VI. ſacroſanctæ Romanæ ac univerſalis eccleſiæ & ſucceſſoribus ſuis, ac venerabili viro magiſtro Guillielmo de Maloſicco clerico cameræ ipſius domini noſtri Papæ ac procuratore in hac parte per eundem dominum noſtrum Papam, tam pro ſe quam etiam nomine dictæ Romanæ Eccleſiæ, ad hæc legitime conſtituto, ibidem præſenti & recipienti, ac pro ipſo domino noſtro Papa ejus ſucceſſoribus ac eccleſia memoratis, ſuper ſingulis infraſcriptis ſolemniter ſtipulanti; ac in ipſos dominum ſummum pontificem ejuſque ſucceſſores & eccleſiam prælibatam, titulo puræ perfectæ venditionis transferimus irrevocabiliter pleno jure, ad habendum tenendum & perpetuo ac pacifice poſſidendum per dictum dominum noſtrum Papam & ejus ſucceſſores ac Romanam eccleſiam ſupradictos, & aliàs ad faciendum eorum omnimodam voluntatem; videlicet civitatem noſtram Avinionenſem cum ſuburbiis & toto territorio ac

con-

confinibus, quæ prætendunt inter territoria & confinia caſtrorum Pontis Sorgiæ, & de Vedena, Caſtrinovi, & de Caviſmontibus ex parte una, & comitatum Venayſſin. ex altera, & territoria Caſtri Novarum, Caſtri Raynardi & Caſtri de Berbentana ex alia; & territoria caſtrorum Rupe Mauræ, Podii alti, Ripe fortis de Sado, & de termino ac flumine Rhodani, quantum ad nos ſpectat, ſecundum confrontaciones & limites civitatis ejuſdem ac territorii ipſius & reliqua; ac cum omnibus & ſingulis villis, caſtris, burgis, locis, adjacentiis, pertinentiis & ſequelis univerſis, hominibus, vaſſallis, emphiteotis, homagiis, feudis, retro feudis, proprietatibus, edificiis fortalitiis, ingreſſibus & egreſſibus, ac omni dominio, & omni juriſdictione, & juſtitia, alta media & baſſa, mero & mixto imperio, ſuperioritate, omnique actione reali & perſonali, ad nos pertinentibus ratione prædictæ civitatis Avinioneaſis & aliorum præmiſſorum vel alicujus ex his, infra fines territorii & diſtrictus ipſius civitatis conſiſtentium; & cum omnibus & ſingulis cenſibus, redditibus, reſidentiis, juribus, deveriis, honoribus, ſervitiis, emolumentis, & explectis, quos quas & quæ habemus & habere poſſumus & debemus, quoquo modo & ad nos ſpectant & pertinent, quacumque cauſa ſeu ratione in civitate prædicta ejuſque territorio & diſtrictu ac pertinentiis eorumdem; nihil actionis, petitionis, poſſeſſionis, proprietatis, dominii, juriſdictionis, meri & mixti imperii, honoris, reſſorti, ſuperioritatis, ſervitutis, emolumenti

ſeu

ſeu expleti, ſeu cujuſcumque alterius juris nobis ſeu ſucceſſoribus noſtris in prædictis prædictorum aliquo penitus retinendo: pro pretio videlicet octuaginta millium florenorum auri de Florentia, boni & legitimi ponderis.

Quos quidem octuaginta mille florenos auri, nos dicta Regina venditrix, recognoſcimus publice & in veritate legitime confitemur, nos habuiſſe & recepiſſe plenarie pro pretio antedicto a domino noſtro Papa prædicto, per manum reverendi patris in Chriſto domini Stephani Dei gratia epiſcopi ſancti Pontii Thomeriarum camerarii ejuſdem domini noſtri Papæ & apoſtolicæ Sedis, in bona & electa pecunia numerata. Et de quo quidem pretio præfatum dominum Papam, & ejus ſucceſſores, atque eccleſiam Romanam, pro nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris in perpetuum ſolvimus, & quittavimus omnino, cum pacto ſolemni & valido per nos ſuper hoc interpoſito, de ulterius ab eiſdem domino Papa, ejus ſucceſſoribus & eccleſia Romana, cauſa vel ratione hujuſmodi aliquid non petendo. Cujuſmodi pecuniam nos dicta Regina *recognoſcimus in evidentem utilitatem noſtram ac pro neceſſariis & utilibus negotiis fuiſſe converſam.*

Et ex nunc, *quidquid dicta civitas* Avinionenſis, cum ejus territorio pertinentiis & diſtrictu ac juribus ſupradictis, *plus valet ſeu in futurum plus valebit pretio antedicto*, conſiderantes, quod ſecundum apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatius eſt dare quam accipere; ideo præfato domino ſummo Pontifici & dicto ejus

pro-

procuratori recipienti & ſtipulanti ut ſupra, ac dictæ eccleſiæ Romanæ, ex certa ſcientia, donatione pura, ſimplici & irrevocabili facta cum inſinuatione præſentium, ſolemniter inter vivos *totum illud plus* meliori modo & forma quibus poſſumus, damus cedimus concedimus ad perpetuum, ac penitus quittamus & donamus.

Cedentes nihilominus & quittantes nos dicta Johanna regina prædicto ſanctiſſimo patri & domino noſtro Papæ, ejuſque ſucceſſoribus, ac Romanæ eccleſiæ prælibatis, ac in eos transferentes titulo & cauſa prædictis, perpetuo, totaliter, pleno jure, omnia jura, nomina, & actiones quaſcumque, & quidquid juris, actionis, juriſdictionis, dominii, meri & mixti imperii, honoris & ſuperioritatis, reſſorti, cenſus, redditus, reſidentiæ, ſervitii, emolumenti & explecti, proprietatis, cognitionis, poſſeſſionis & deverii habemus, habere poſſimus & debemus, quacumque cauſa ſeu ratione, in dicta civitate Avinionenſi, ejuſque territorio ac diſtrictu, villis, burgis, locis, adjacentiis, confinibus, ſequelis & pertinentiis eorumdem, ratione civitatis Avinionenſis, ac in & cum omnibus vaſſallis, ſubditis noſtris, civitatis, territorii & diſtrictus ipſius, cujuſcumque conditionis exiſtant, necnon omnes actiones reales & perſonales, mixtas, utiles, prætorias ac civiles, nobis & noſtris quomodolibet competentibus & competituris in præmiſſis, ſeu pro præmiſſis omnibus & ſingulis, ac contra quaſcumque perſonas, ratione & occaſione præmiſſorum ſeu alicujus ex eis.

Ac

Ac inſuper prædictum dominum noſtrum ſummum Pontificem, ejuſque ſucceſſores ac Romanam eccleſiam memoratos, ex nunc facimus & conſtituimus in omnibus & ſingulis prædictis veros dominos, proprietarios, poſſeſſores, procuratores, actores, ut in rem ſuam propriam, & deveſtientes nos de civitate prædicta, ejuſque territorio, diſtrictu, pertinentiis, & ſequelis, ac omnibus aliis univerſis & ſingulis ſicut præmittitur per nos venditis perpetuo & quittatis, & de omni jure nobis & noſtris in præſenti & in futurum quomodolibet competente & competituro in eiſdem, prefatum dominum noſtrum Papam in perſonam dicti procuratoris ſui ibidem præſentis & recipientis, ac vice loco nomine & autoritate ipſorum domini noſtri Papæ, ejus ſucceſſorum, & Romanæ eccleſiæ in hac parte ſolemniter ſtipulantis per traditionem annuli noſtri de eiſdem liberaliter inveſtimus; conſtituentes nos nihilominus ex nunc præmiſſa omnia & ſingula ſic per nos vendita ut præfertur, ipſius domini noſtri Papæ & ejus ſucceſſorum & eccleſiæ Romanæ precario nomine & vice, & non aliter nec aliàs, amodo tenere & etiam poſſidere, donec poſſeſſio vel quaſi dictæ civitatis fuerit per ipſum dominum noſtrum Papam vel ſucceſſorem ſuum, vel alium ſeu alios nomine ipſorum realiter apprehenſa; dantes & concedentes plenam & liberam poteſtatem memorato domino noſtro Papæ, amodo per ſe vel alium ſeu alios dictæ civitatis & territorii ac diſtrictus, villarum, locorum, homagiorum, recognitionum, & aliorum præmiſſorum, ju-

juriumque & pertinentiarum eorumdem poſſeſſionem vel quaſi, pacificam, liberam & quietam, auctoritate propria quandocumque voluerit apprehendendi, & perpetuo penes ſe retinendi.

Mandantes nihilominus per præſentes hominibus & vaſſallis, emphiteutis, ac ſubditis univerſis & ſingulis prædictæ civitatis, & ejus territorii mandamenti & diſtrictus pertinentiarumque ipſius, cujuſcumque fuerint conditionis, ut amodo eiſdem domino noſtro Papæ, ejuſque ſucceſſoribus ac eccleſiæ Romanæ prælibatæ reſpondeant, pareant, obediant efficacitet & intendant, tanquam vero domino civitatis ejuſdem, territorii, diſtrictus, pertinentiarumque ipſius, ac cum ipſo, ejuſque ſucceſſoribus & eccleſia Romana prædicta deinceps in omnibus & per omnia perpetuo ſequantur; prædictos vaſſallos, emphiteutas, homines & ſubditos, cujuſcumque conditionis exiſtant, a ſacramento fidelitatis & ab aliis juribus quibuſcumque, ad quæ nobis ratione dictæ civitatis & territorii diſtrictus & pertinentiarum ejuſdem quoquomodo, ſive ratione eorum quæ tenent infra civitatem territorium ſeu diſtrictum eoſdem, ex quacumque cauſa tenebantur ac teneri poſſent & debent, ex nunc pro nobis & noſtris prædictis, ſolvimus, liberamus penitus, perpetuo, atque quittamus: cum pacto valido & ſolemni per nos ſuper hoc legitime interpoſito, de ulterius aliquid ab eis ſeu eorum aliquo amodo in perpetuum non petendo; quod ſi faceremus, quod abſit, volumus non audiri aliquatenus, nec admitti, imo perpe-

tuum ſilentium nobis & noſtris prædictis ſucceſſoribus imponimus in hac parte .

Promittimuſque inſuper nos dicta Johanna regina præfato domino Papæ, & ejus procuratori prædicto pro ipſo domino ac ejus ſucceſſoribus & eccleſia prædicta, ſolemniter interpoſita ſuper hoc ſtipulatione, prædicta omnia & ſingula ſicut prædicitur, per nos eis vendita & quittata, tam in proprietate, quam in poſſeſſione legitime defendere & perpetuo guarentire, & ea in pace tenere ab omnibus & contra omnes, & ab omni domino, dominio, communi, collegio, & univerſitate, lite & quæſtione, cauſa, calumnia, briga, controverſia, ſaiſina, evictione univerſali & particulari, amparamento, perturbarione, & alio impedimento quocumque . Promittimus etiam (ut ſupra) litem, debatum ſeu controverſiam non facere aut fieri permittere aut procurare in futurum, per nos vel alium ſeu alios, contra dominum Romanum Pontificem memoratum, qui nunc eſt, & qui pro tempore erit, ſeu eccleſiam Romanam prædictam, aut eorum gentes vel officiales quoſcumque, quoquo modo ratione præmiſſorum ſeu aliquo eorumdem, cauſa vel occaſione quacumque; imo omnem cauſam, litem, brigam, controverſiam, ſi quæ in poſterum moverentur per aliquem ſeu aliquos contra prædictum dominum Papam ſeu ejus ſucceſſores ac eccleſiam Romanam, ratione præmiſſorum ſeu aliquorum ex eis, in nos totaliter aſſumere, & in expenſis noſtris propriis, ac ſine ipſius domini ejuſque ſucceſſorum ac eccleſiæ Romanæ

manæ aliquibus cuſtibus & expenſis, uſque ad finem debitum proſequi & finire; nihilominuſque omnia & ſingula damna intereſſe pariter & expenſas, quæ & quas memoratus dominus Papa, ſeu ejus ſucceſſores, aut eccleſia Romana, ob cauſam & defectum guarentiæ hujuſmodi quomodolibet facerent ſeu ſubſtinerent in futurum, promittimus legitime & bona fide eidem domino noſtro, & dicto ejus procuratori ut ſupra ſtipulanti, reddere, ſolvere, emendare, refundere, & reſarcire omnino; quodque ſimplici verbo dicti domini Papæ, ſeu ejus ſucceſſorum, de damnis intereſſe & expenſis hujuſmodi ſtare, credere efficaciter & parere, pro omni & ſufficienti probatione, non obſtante jure dicente, quod aliquis in cauſa ſua propria judex teſtis vel arbiter eſſe nequit, cui juri certiorate & expreſse renunciamus in hac parte.

Ceterum nos dicta Regina *certificata prius legitime, quid ſonant renunciationes ſequentes, & de effectibus earum,* renunciamus deliberate & conſulte ac expreſse omni exceptioni doli, fraudis, *leſionis, & venditionis prædictæ, per nos ſicut præmittitur de prædictis non factæ*, & non habitæ nec receptæ per nos nec numeratæ pecuniæ ob cauſam prædictam, & omni ſpeciei numerationis & exceptionis futurarum, actioni & exceptioni in factum, *& juri per quod leſis & deceptis ultra dimidium juſti pretii vel aliàs quomodolibet ſubvenitur*, beneficio minoris ætatis, & reſtitutionis in integrum, ſi nobis forſan competeret in hac parte, & L. Juliæ de fundo dotali non alienando, & omni

alii juri & privilegio in favorem mulierum introducto quomodolibet & introducendo, & omnibus juribus, legibus, authenticis, & gloſſis in toto corpore utriuſque juris canonici & civilis contentis, ac etiam cavillationibus, obviationibus, & cautelis, *ſtatutis*, & *conſuetudinibus patriæ ſive loci quibuſcumque*, per quæ præſens venditio & donatio hujuſmodi poſſent caſſari, infringi, irritari aut aliàs quomodolibet annullari in totùm, vel in aliqua parte ſua etiam minima, de quibus in præſentibus litteris ſeu inſtrumento publico expreſſam oporteret fieri mentionem; & ſpecialiter illi juri, per quod cenſetur invalida renunciatio generalis, niſi quatenus in contrarium eſſet expreſſa.

Pro quibus omnibus & ſingulis ſicut præſcriptum eſt tenendis per nos & faciendis, complendis, attendendis, & inviolabiliter obſervandis, nos dicta Regina venditrix, hæredes & ſucceſſores noſtros jure pignoris & hypothecæ obligamus, afficimus, & conſtituimus, ac ſpecialiter & expreſſe Regna noſtra Hieruſalem & Siciliæ, ac comitatus noſtros Provinciæ & Forcalquerii, & alias terras noſtras omnes & ſingulas ubicumque ſint & exiſtant, & omnia alia bona noſtra mobilia & immobilia, præſentia & futura, quocumque noſtro nomine dici poſſint: quæ quidem regna, bona, terras, & alia ſupradicta conſtituimus nos pro dicto domino noſtro Papa emptore & ſucceſſoribus ſuis ac eccleſia Romana prædicta precario nomine poſſidere, donec poſſeſſio dictæ civitatis per ipſum dominum Papam vel ſucceſſores ſuos, vel alium ſen alios, ejus & dictæ eccleſiæ Romanæ nomine, fuerit apprehenſa.

Præ-

Præterea ſi aliquod dubium vel obſcurum eſſet, vel forſitan emergeret in futurum in & ſuper præmiſſis & ea tangentibus, nos dicta Regina volumus pro voluntate noſtra, & ex certa ſcientia concedimus, quod memoratus dominus noſter Papa illa & illud poſſit interpretari declarare & intelligere: ac inſuper prædictis clauſulis addere, corrigere, & detrahere pro libito voluntatis ac beneplacito Sanctitatis ejuſdem: quorum interpretationem declarationem & intellectum haberi volumus pro voluntate noſtra, ac legis habere vigorem, efficaciamque perpetuam obtinere, perinde ac ſi ore noſtro proprio expreſſiſſemus.

Volumus etiam & concedimus, quod fiant ſuper his litteræ aut inſtrumenta ſigillo noſtro ſigillanda, melioribus modo & forma, quibus fieri poterunt & dictari de & cum conſilio ſapientum, volentes & conſentientes inſuper nos ſupra dicta Regina, ſi cum quando & quoties opus fuerit, nos, & hæredes, ac ſucceſſores noſtros quoſcumque, cogi & compelli ad obſervantiam omnium & ſingulorum prædictorum per auditorem, vice-auditorem, locumtenentes, officiales, & commiſſarios curiæ Cameræ domini noſtri Papæ, & per quaſcumque alias eccleſiaſticas perſonas, eccleſiaſtica cenſura, & per brachium ſæculare, ſtrictiori & fortiori modo quo fieri poterit, conjunctim & diviſim, ſemel & pluries, uno & eodem tempore vel diverſis, prout melius viſum fuerit expedire, & per ſolam exhibitionem ſeu oſtenſionem præſentium litterarum.

Jurantes nihilominus nos dicta Johanna Regina tactis

ſacro-

ſacroſanctis Evangeliis manu noſtra, contra præſentem venditionem & donationem ac contractum, ratione minoris ætatis vel aliàs, ullatenus in poſterum non venire, nec aliquid per nos vel alium ſeu alios facere vel procurare, clam vel palam, directe vel indirecte, propter quod venditio, donatio, translatio, ceſſio & quittatio hujuſmodi poſſent aliquatenus in toto vel in parte infirmari vel etiam irritari.

Poſtque incontinenti nos memorata Regina, pro ſecuritate & cautela præfati domini noſtri ſummi Pontificis & eccleſiæ Romanæ, tenore præſentium facimus & conſtituimus Procuratores noſtros veros & legitimos in meliori forma, videlicet venerabiles & diſcretos viros dominum Bernardum de Vexonio archidiaconum Autrepicen. in eccleſia Cameracenſi, præpoſitum & ſacriſtam eccleſiæ Beatæ Mariæ de Dompno, decanum & ſacriſtam eccleſiæ ſancti Agricoli Avinionenſis, decanum eccleſiæ Beatæ Mariæ Villen. Avinionen. diœceſis, qui nunc ſunt, & qui pro tempore erunt, magiſtrum Petrum de Menanto Cadurcenſis, & Gullielmum de Bordis Agennenſis eccleſiarum canonicos, & Joannem de Nayboro licentiatum in legibus, licet abſentes tamquam præſentes, & eorum quemlibet in ſolidum, ita tamen, quod non ſit conditio melior occupantis, ſed quod per unum eorum inceptum fuerit, per alium ſeu alios eorumdem proſequi & mediari valeat & finiri; ad comparendum pro nobis & noſtro nomine ad omnes dies loca & horas, quandocumque quotieſcumque & ubicumque, ad confitendum & reco-

recognoſcendum coram dicto Auditore curiæ cameræ domini noſtri Papæ, cjuſque locumtenente & commiſſario quolibet ipſius, ſeu judice & judicibus aliis quibuſcumque & eorum quolibet, omnia & ſingula ſuperius in præſenti inſtrumento contenta, cum omnibus expenſis, damnis & intereſſe, ſi quæ eſſent vel fierent per dictum dominum noſtrum ſeu ejus ſucceſſores ac Romanam eccleſiam in futurum, prout ſupra tactum eſt, occaſione præmiſſorum, & juriſdictionem omnium & ſingulorum judicum prorogandi: in quos & in eorum quemlibet ex nunc tanquam in proprios judices conſentimus, ut poſſint nos & hæredes ac ſucceſſores noſtros prædictos condemnare, mulctare & excommunicare, & omnem juriſdictionem pro præmiſſis in nos ac noſtros prædictos exercere eccleſiaſticam vel civilem; & eſſe ſubmittendum nos, & hæredes ac ſucceſſores noſtros ſæpedictos, ac Regna noſtra, comitatus prædictos, terras noſtras, & alia bona noſtra quæcumque, eccleſiaſtico Interdicto, & aliàs juriſdictioni & mero examini eorum & cujuſlibet eorumdem; & ad audiendum & recipiendum pro nobis & noſtro nomine ac noſtris ſupradictis omnem condemnationem, præceptum, monitionem, novumque terminum longum vel brevem, ac excommunicationis ſententiam in nos & noſtros prædictos, & Interdictum in ipſa regna ac terras noſtras quaſcumque & comitatus prædictos, & alia remedia, quæ de jure poſſent ſuper hoc adhiberi, de omnibus & ſingulis ſupradictis, loco & tempore, per dictos judices ſeu alterum eorumdem; & ad volendum & conſen-

ſentiendum, quod dicti auditor, vice-auditor, locumtenens & commiſſarius, & alii judices in & contra nos hæredes & ſucceſſores noſtros prædictos excommunicationis ſententiam ferant, ac in regnis, comitatibus, terris & aliis bonis noſtris ſupradictis Interdictum eccleſiaſticum apponant, ac cenſuram eccleſiaſticam aggravent & promulgent, & quoſcumque alios proceſſus faciant pro præmiſſis; & generaliter ad omnia alia univerſa & ſingula faciendum & dicendum, quæ nos faceremus & facere poſſemus, ſi perſonaliter præſentes eſſemus: promittentes nos dictæ Regina notariis publicis infraſcriptis ut publicis perſonis, necnon dicto procuratori ut ſupra ſtipulanti ſolemniter nomine illorum omnium quorum interereit, pro nobis ratum & gratum habituros, quicquid per dictos procuratores noſtros aut eorum alterum actum, dictum, factum, recognitum, confeſſatum, ſubmiſſum, conceſſum, receptum, ſuſceptum & geſtum fuerit, vel aliàs quomodolibet procuratum; & eoſdem procuratores non revocare, imo præmiſſa omnia & ſingula tenere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere aliquatenus in poſterum vel venire per nos vel interpoſitam perſonam, ſub omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum obligatione & hypotheca.

Ceterum nos Ludovicus de Tharento ſupra nominatus, comes Provinciæ, & maritus legitimus præfatæ Joannæ Reginæ comitiſſæque, omnibus univerſis & ſingulis, dum prout ſuperius ſcripta ſunt per eandem conſortem noſtram chariſſimam, *de & cum licentia & authoritate, aſſenſu*

pari-

pariter & conſenſu noſtris per nos eidem penitus in hac parte perſonaliter præſtitis & conceſſis ageremus & fierent: ibidem in præſentia notariorum publicorum ac teſtium infraſcriptorum, perſonaliter exiſtentes & ea audientes pleniuſque intelligentes, ac recognoſcentes & confitentes publicè & legitimè penitus eſſe vera, ſponte provide & ſcienter ac deliberate conſulte ac expreſsè in eiſdem omnibus univerſis & ſingulis noſtrum liberum impartimus aſſenſum pariter & conſenſum. Et nihilominus ad inſtantiam & requeſtam præfatæ Reginæ comitiſſæque conſortis noſtræ, quantum in nobis eſt & ad nos pertinet, melioribus jure modo & forma quibus poſſumus, eadem omnia univerſa & ſingula ex certa ſcientia noſtra laudamus, approbamus, emologamus, authoriſamus, & ratificamus expreſſe, pro nobis ac hæredibus & ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque, & ea volumus valere & tenere ac habere perpetuam roboris firmitatem; & in ſingulis prædictis nos efficaciter obligamus ſub omni juris & facti renunciatione, ſecuritate pariter & cautela: eaque bona fide tenere promittimus & inviolabiliter obſervare, & contra in aliquo nunquam facere vel venire, ratione minoris ætatis vel aliàs, ſeu aliquid attentaré quoquo modo, nec contra venire volenti aliquatenus conſentire, ſeu aliàs dare opem, operam, conſilium, auxilium vel favorem verbo vel facto per nos, vel alium ſeu alios, clam vel palam, directe vel indirecte, ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum obligatione & hypotheca: procuratore ſupranomi-

nato ac notariis publicis infraſcriptis, vice & nomine dicti domini noſtri Papæ & ejus ſucceſſorum ac Eccleſiæ Romanæ prælibatæ, ſuper omnibus & ſingulis prædictis & infraſcriptis ſolemniter ſtipulan. in hac parte.

Et ſi forſitan aliquid contra prædicta ſeu aliqua ex eis (quod abſit) in ſururum nos ſeu hæredes ac ſucceſſores noſtros facere vel attentare quoquomodo contingeret, volumus & expeſſe concedimus, nos & hæredes ac ſucceſſoras noſtros prædictos de evictione totali ſupra dicto domino noſtro Papæ præfato, ejuſque ſucceſſoribus ac ſanctæ Romanæ Eccleſiæ teneri omnino, & per hoc totaliter repelli. Ac inſuper nos Ludovicus comes præfatus modo ſimili, quemadmodum prædicta Regina comitiſſaque chariſſima conſors noſtra cohercitioni & compulſioni Curiæ cameræ domini noſtri Papæ & aliorum judicum eccleſiaſticorum & ſecularium quorumcumque ſe ſuppoſuit ac voluit compelli per auditorem, vice-auditorem, locumtenentem, & commiſſarios eorumdem, & per alios quoſcumque judices eccleſiaſticos & ſeculares, conjunctim & diviſim, prout ſuperius plenius habetur; nos etiam pari modo & forma compulſioni & cohercitione prædictæ nos & noſtros ante dictos atque terras noſtras quaſcumque ſupponimus ac ſubmittimus, & volumus per eoſdem auditorem, vice-auditorem, locumtenentem & commiſſarios, & quoſcumque alios prælibatos ac eorum quemlibet cogi & compelli. Et nihilominus ad actus omnes & ſingulos ſupra notatos, ad quos, & prout dicta Regina comitiſſaque conſors noſtra prænomina-

tos procuratores ſuos fecit & conſtituit, nos ipſoſmet omnes & ſingulos ac quemlibet eorum in ſolidum pro nobis facimus & conſtituimus procuratores noſtros in meliori forma per præſentes : quos quidem procuratores noſtros promittimus, ut ſupra, nullatenus revocare, imo præmiſſa omnia atque ſingula ſervare, ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum expreſſa obligatione.

In quorum omnium præmiſſorum teſtimonium nos Johanna regina comitiſſaque, & Ludovicus comes conſortes præfati, præſentes litteras ſeu præſens publicum inſtrumentum fieri fecimus & mandavimus per notarios publicos infraſcriptos, ac ſigillorum noſtrorum una cum ſigillis, ſignis & ſubſcriptionibus ſolitis notariorum eorumdem, noſtrum quilibet fecimus appenſione muniri. Acta vero fuerunt hæc Avinione, in domo habitationis noſtræ conſortium prædictorum, videlicet die nona menſis junii anno a nativitate Domini 1348., indictione prima, pontificatus præfati domini noſtri Clementis Papæ VI. anno ſeptimo : præſentibus dicto reverendo in Chriſto Patre Stephano epiſcopo ſancti Pontii Thomeriarum ipſius domini Papæ camerario, Nicolao de Atherolis milite, & Johanne de Laucano juriſperito in legibus, conſiliariis noſtris Reginæ & comitis prædictorum ; magiſtris Bertrando de Channaco clerico cameræ apoſtolicæ ac canonico Tornacenſi, & Johanne Regis ſcriptore pœnitentiariæ domini noſtri Papæ, ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

Tenor autem Procuratorii ſeu Mandati ſupranominati magiſtri Guillermi de Maloſicco Procuratoris domini noſtri Papæ prædicti, pro eodem ejuſque ſucceſſoribus ac Eccleſia Romana memoratis, ſuper prædictis omnibus & ſingulis ſuperius ut præmittitur ſtipulantis, ſequitur ſub his verbis.

CLEMENS Epiſcopus Servus Servorum Dei. Dilecto filio Guillermo de Maloſicco canonico Lingonen. Cameræ noſtræ clerico, ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

De tuæ circumſpectionis & fidelitatis induſtria, quam in commiſſis tibi negotiis laudabili experimento probavimus utilem, plenam in Domino fiduciam obtinentes, te noſtrum verum & legitimum ſyndicum yconomum procuratorem actorem factorem negociorum geſtorem & nuntium ſpecialem, tenore præſentium facimus conſtituimus creamus ac etiam ordinamus; dantes & concedentes tibi plenam & liberam poteſtatem & ſpeciale mandatum, cum plena libera generali & ſpeciali adminiſtratione, noſtro & Eccleſiæ Romanæ nomine, ac pro nobis & eadem Eccleſia, emendi, & emptionis ac alio quocumque titulo acquirendi a cariſſima in Chriſto filia noſtra Johanna Regina Siciliæ illuſtri civitatem Avinionenſem, cum ejuſdem civitatis territorio diſtrictu juribus fructibus redditibus proventibus, juriſdictione alta & baſſa, mero & mixto imperio, hominibus vaſſallis emphiteotis, aquis aquarumque decurſibus, paſcuis terris poſſeſſionibus, denariis & emolumentis, & pertinentiis & ſequelis, quocumque nomine cen-

cenſeantur, ad dominium & juriſdictionem ſpectantibus, ac omne jus quod dicta Regina habet vel ejus prædeceſſores habuerunt, & habere conſueverunt in civitate territorio diſtrictu, hominibus, emphiteotis, aquis aquarumque decurſibus, paſcuis terris & poſſeſſionibus & vaſſallis prædictis, ac aliis quibuſcumque. De pretio quoque emptionis hujuſmodi faciendæ, conveniendi & concordandi, Inſtrumenta inſuper litteras & quaſcumque cautelas alias, cum opportunis obligationibus renunciationibus ypothecationibus promiſſionibus juramentorum interpoſitionibus ſtipulationibus & pœnarum adjectionibus, quæ in contractibus conſueverunt apponi, ſuper hujuſmodi emptione fieri faciendi; ipſamque emptionem firmandi vallandi & roborandi, prout melius & validius fieri poterit, pro cautela noſtrum & Eccleſiæ Romanæ prædictæ, ad ſenſum ſapientis. Inveſtituram præterea deſemparationem traditionem dationem ceſſionem translationem conceſſionem & aſſignationem, nec non corporalem poſſeſſionem & tenutam civitatis territorii & diſtrictus, jurium fructuum reddituum proventuum obventionum juriſdictionis altæ & baſſæ, meri & mixti imperii, hominum vaſſallorum emphiteotarum, & aliorum emolumentorum prædictorum, & omnium jurium quæ Regina habet & habere viſa eſt & prædeceſſores ſui prædicti habuerunt & habere conſueverunt in civitate territorio diſtrictu pertinentiis & ſequelis, juribus fructibus redditibus provencibus, juriſdictione alta & baſſa, mero & mixto imperio, hominibus vaſſallis emphiteotis

ob-

obventionibus denariis & emolumentis prædictis, ex dicta cauſa recipiendi, ac hujuſmodi corporalem poſſeſſionem & tenutam intrandi nanciſcendi adipiſcendi & retinendi, homagia præterea & fidelitates & alia quælibet juramenta conſueta & debita ab hominibus civibus habitatoribus & vaſſallis emphiteotis civitatis territorii & diſtrictus prædictorum, petendi exigendi & recipiendi; necnon conſenſum aſſenſum & auctoritatem dilecti filii nobilis viri Ludovici de Tharento mariti ipſius Reginæ, ſi & in quantum futura emptio rerum prædictarum facienda ipſum tangit vel tangere poterit nunc & in futurum, petendi & requirendi; ac pro nobis ac Eccleſia Romana prædicta ſolemniter ſuper præmiſſis & ſingulis ſtipulandi & celebrandi ſuper prædictis omnibus & ſingulis omnem contractum, quacumque efficacia ſeu firmitate vallatum; ac alia & ſingula faciendi gerendi procurandi & libere exercendi, quæ in præmiſſis & quolibet præmiſſorum & circa ea fuerint quomodolibet oportuna, & quæ veri, & legitimi procuratores ſindici & yconomi facere poſſunt & debent, etiamſi mandatum exigeret ſpeciale, & noſmetipſi facere poſſemus, ſi præſentialiter eſſemus in illis: ratum & gratum & firmum perpetuo habituri quicquid per te actum factum, geſtum & procuratum fuerit in præmiſſis & quolibet præmiſſorum. Datum Avinione VIII. idus junii pontificatus noſtri anno VII.

Et ego Symon de Variis clericus Lemovicenſis diœceſis publicus apoſtolica & Imperiali authoritate notarius, qui licen-

licentiæ & auctoritatis, aſſenſus pariter & conſenſus præfatorum præſtationi & conceſſioni, venditionique, donationi, diveſtitioni & inveſtituræ, pactis, conventionibus, renunciationibus, juramentis, præſtationibus, obligationibus, ratificationibus, & aliis omnibus & ſingulis præfatis, ut & ubi ſuperius continentur, dum inter contrahentes præfatos agerentur, una cum præ nominatis teſtibus ac notario publico infraſcripto præſens interfui, eaque manu propria ſcripſi, notavi, & in hanc publicam formam redegi, de mandato dominorum Reginæ, & Ludovici Comitis conſortium præfatorum, ac ſigno meo ſollto ſignavi Inſtrumentum hujuſmodi, una cum appenſione ſigillorum conſortium eorumdem, rogatus in teſtimonium veritatis.

Et ego Joannes Palaiſini clericus Caturcen. diœceſ. publicus apoſtolica authoritate notarius præmiſſis omnibus & ſingulis, ut & ubi ſuperius continentur, dum per eos Reginam & Ludovicum Comitem conſortes prædictos ut præmittitur agerentur, una cum præſcripto publico notario, ac teſtibus ſupraſcriptis præſens interfui, & de mandato ipſorum conſortium hic me manu propria ſubſcripſi, ac ſignum meum huic Inſtrumento publico appoſui conſuetum, una cum appenſione ſigillorum eorumdem, rogatus in teſtimonium veritatis.

Num. II.

Diplome de l'Empereur Charles IV. portant confirmation de la vente d'Avignon, & conceſſion de la Suzeraineté de l'Empire ſur cette ville a Clement VI. & ſes ſucceſſeurs.

1348. 1. Novemb.

SAnctiſſimo in Chriſto patri & dominò ſuo, domino Clementi divina providentia ſacroſanctæ Romanæ ac univerſalis Eccleſiæ ſummo Pontifici, Carolus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex, cum reverentia debita, devota pedum oſculatione beatorum. Etſi deceat munificentiam Regiam, Eccleſiis, eccleſiaſticiſque perſonis, pro reverentia Jeſu Chriſti, qui eſt caput Eccleſiæ, & a quo bona cuncta ſuſcepimus quæ habemus, exhibere ſe liberalem, erga Romanam tamen Eccleſiam, Eccleſiarum omnium matrem, tanto ſe debet impendi largius, quanto ad id & devotio nos amplior excitat, & ratio debiti potioris aſtringit. Immenſa igitur beneficia & honores, quæ nobis & Imperio Romano collata per Beatitudinem veſtram & eamdem Romanam Eccleſiam recognoſcimus & fatemur, humiliter debita gratitudine intuentes, & piæ devotionis ſtudio meditantes, quantum civitas Avinionenſis ſitu ſit & fertilitate accommoda, & aliàs multipliciter opportuna pro ſtatu Romanæ Curiæ, cum qua ibidem per annos plures Beatitudo veſtra & nonnulli

nulli prædeceſſores veſtri Romani Pontifices reſederunt, ſicut & vos præſentialiter reſidetis; ac indecens non immerito æſtimantes, ut locus, quem veſtra & eorumdem prædeceſſorum decoravit præſentia & decorat, ſub cujuſcumque exiſtat dominio temporali, ad laudem & gloriam Regis regum, & in recognitionis ſignum duplicium talentotum, ac in reverentiam & honotem beati Petri Apoſtolorum Principis, cujus Vos Divina clementia conſtituit ſucceſſorem, necnon pro noſtra ac prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Regum aliorumque fidelium animarum ſalute, *quidquid feudi*, *homagii*, *& ſuperioritatis*, *necnon directi dominii*, *proprietatis*, *actionis*, *& juris cuiuslibet*, quodcumque & qualecumque ſit, & quocumque nomine cenſeatur, habemus quomodolibet ac habere poſſemus ſeu debemus, ex quacumque ratione vel cauſa *in civitate Avinionenſi*, *diſtrictu*, *ac territorio*, *juribus & pertinentiis omnibus*, & ad nos, Imperium, ſeu Regnum Romanorum pertinet quoquomodo, eidem Apoſtolorum Principi, & per eum vobis, & ſucceſſoribus veſtris Romanis Pontificibus canonice intrantibus, ac præfatæ Romanæ Eccleſiæ, de certa noſtra ſcientia *in perpetuum*, *donatione mera*, *pura*, *ac libera*, *quæ dicitur inter vivos*, *damus*, *tradimus*, *concedimus*, *ac donamus*. Ut autem hæc donatio Regia perpetuis maneat illibata temporibus & firma, rata ac inconcuſſa perduret, præſentis noſtræ donationis & conceſſionis paginam, bullæ aureæ typario noſtræ majeſtatis impreſſæ fecimus appenſione muniri.

Datum & actum in oppido noſtro Gorlis anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo octavo, kalend. novembris, regnorum noſtrorum anno tertio.

Et ego Nicolaus decanus Colonienis, Aulæ Regiæ Cancellarius vice & nomine reverendi in Chriſto patris domini Gerlaci Archiepiſcopi Moguntini Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarii recognovi.

Num. III.

Lettre de Clement VI. a Charles IV. par la quelle ce Pape remercie cet Empereur de ſon Diplome ſur la vente d'Avignon.

1349. 24. Janv.

CLEMENS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

Cariſſimo in Chriſto filio Carolo Regi Romanorum Illuſtri ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

GAudemus cariſſime fili, quod de tua erga nos & Romanam Eccleſiam matrem tuam devotione ſincera conceptæ ſpei fructus colligimus, & fiduciæ ſolitæ argumenta ſentimus, dum ſicut benedictionis & gratiæ filius vota noſtra & ipſius Eccleſiæ ſtudio devotæ actionis exequeris, & comples favoribus opportunis. Tu enim, ſicut dil. filii Mag. Alioti de Narnia canonici Narnienſis cappellani no-

noſtri, quem ad te pro *negotio Civitatis noſtræ Avinion.* tranſmiſimus, grata nobis relatione & effectu operis atteſtante comperimus, tu eum, ſicuti ſoles nuntios noſtros, contemplatione noſtra benigne recipiens, hujuſmodi negotium expediviſti placide favorabiliter & votive: ſuper quo ſerenitatem tuam dignis gratiarum actionibus proſequentes, & intendentes quantum cum Deo poſſumus adeſſe favorabiliter votis tuis in negociis Eccleſiæ Uratislavienſis, & aliis pro quibus dilectum filium Mag. Nicolaum de Bruna Præpoſitum eccleſiæ Pragen. cancellarium tuum ad nos & Sedem Apoſtolicam deſtinaſti, tuæ condeſcendimus voluntati, ſicut ipſius cancellarii tui, qui ad te revertitur expeditus, plenius relatione cognoſces.

Datum Avinione 9. kal. februarii pontificatus noſtri anno ſeptimo.

Num. IV.

Lettres de Clement VI. antérieures a l'homage prêté par les habitants d'Avignon au St. Siége, ou le Pape députe Giraud Amici pour la Viguérie ou Gouvernement de cette ville, & fait part de cette députation aux Avignonois.

1348. 1. Novemb.

CLEMENS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI

Dilecto filio nob. viro Guiraudo Amici domino Caſtri novi, Domicello Cavallicen. diœceſis, Vicario civitatis noſtræ Avinion. ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

ETſi quaslibet civitates, & terras Eccleſiæ Romanæ immediate ſubjectas, ſub prudentum Rectorum cura gubernari proſpere, conſervarique feliciter cupiamus; *ad civitatis tamen noſtræ Avinion.* ſtatum proſperum & tranquillum propenſior nos cura ſollicitat, ut quæ apoſtolicæ Sedis honoratur præſentia, ſub cultu juſtitiæ ac opulentia quietis & pacis, votivis ſemper ſucceſſibus gratuletur. Ad te igitur, quem de nobilitate generis probitate ac fide aliiſque virtutibus apud nos teſtimonia fide digna commendant, conſiderationis noſtræ oculos dirigentes, & ſperan-

tes

tes eandem civitatem & cives illius ſub provida regiminis tui cura, ſtatus incrementa proſperi ſuſcepturos, te Vicarium in civitate prædicta uſque ad annum unum a data præſentium numerandum, ad gagia Vicariis, qui civitatis ejuſdem regimen exercuerunt, pro tempore ſolita exhiberi, tenore præſentium conſtituimus ac etiam deputamus. Quocirca nobilitati tuæ per apoſtolica ſcripta mandamus, quatenus ad eandem civitatem te perſonaliter conferens, ſic hujuſmodi officium *ad honorem & fidelitatem noſtram ac ipſius Eccleſiæ*, ac ſtatum proſperum & tranquillum civitatis & civium prædictorum, ſollicite exequaris, quod digne laudis præconia exinde merearis. Nos enim omnia & ſingula, quæ ad hujuſmodi officium pertinent, exequendi libere plenam tibi concedentes tenore præſentium poteſtatem, *pœnas & ſententias, quas rite tuleris ſeu ſtatueris in rebelles*, ratas habebimus, & faciemus auctore Domino uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervari.

Datum Avinione kalend. novembris pontificatus noſtri anno ſeptimo.

CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis univerſis *civibus civitatis noſtræ Avinion.* ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

Etſi quaslibet &c. (*ut ſupra &c. uſque* gratuletur). Igitur ad dilectum filium nob. virum Guiraudum Amici dominum Caſtrinovi domicellum Cavallicenſis diœceſis Vicarium *civitatis noſtræ* prædictæ, quem de nobilitate generis probitate ac fide aliiſque virtutibus apud nos teſtimonia fide-

digna

digna commendant, conſiderationis noſtræ oculos dirigentes, & ſperantes eandem civitatem & vos ſub provida regiminis ejus cura ſtatus incrementa proſperi ſuſcepturos, ipſum Guiraudum *noſtrum in civitate præfata Vicarium*, uſque ad unum annum a data præſentium numerandum, ad gagia Vicariis, qui civitatis ejuſdem regimen exercuerunt, pro tempore ſolita exhiberi, litterarum noſtrarum tenore conſtituendum duximus, ac etiam deputandum, ſibi omnia & ſingula, quæ ad hujuſmodi Vicariatûs officium pertinent, libere exequendi, poteſtatem plenariam concedentes. Quocirca univerſitati veſtræ per apoſtolica ſcripta, mandamus, quatenus memorato Guiraudo *tamquam Vicario noſtro in eadem civitate* in omnibus, quæ ad hujuſmodi Vicariatus officium pertinent, *pareatis humiliter ac efficaciter intendatis*; ita quod ipſe in commiſſo ſibi hujuſmodi officio ad honorem noſtrum & ipſius Eccleſiæ, ac proſperum ſtatum veſtrum, exercere ſe poſſit utiliter, & nos *devotionis veſtræ promptitudinem* commendare merito valeamus. Alioquin *pœnas & ſententias, quas ipſe rite tulerit ſeu ſtatuerit in rebelles*, ratas habebimus, & faciemus auctore Domino uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervari.

Dat. ut ſupra.

NUM. V.

Num. V.

Lettres d'Innocent VI. antérieures a l'homage des Avignonois au St. Siége, qui confirment Raimond Berenger dans la Viguérie de cette ville pour la ſeconde année.

1354. 1. Decemb.

INNOCENTIUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

Dilectis filiis univerſitati civitatis Avinion., ad nos & Romanam Eccleſiam immediate ſpectantis, ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

De ſtatu veſtro proſpere dirigendo propenſior nos cura ſollicitat, & inſtantia cujuſdam peculiaris affectus attentius cogitare compellit. Attendentes igitur, quantum dilectus filius nob. vir. Berengarius Raymundi miles Avinion. dicœc. *Vicarius noſter in temporalibus in civitate noſtra, ad nos & Rom. Eccleſiam immediate ſpectante*, in officio Vicariatus in dicta civitate pro uno anno proxime præterito, *auctoritate noſtra ſibi commiſſo*, ſe laudabiliter habuit; & virtutibus ſuis debita conſideratione penſatis, ſperantes, quod ipſe in eo ſe laudabilius gerere debeat in futurum, eundem militem *Vicarium noſtrum in temporalibus in civitate prædicta*, pro alio uno anno a data præſentium in antea com-

computando, fieri auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari. Cum autem, ſicut accepimus in civitate ipſa ex privilegio vel ſtatuto aut conſuetudine ſeu conventionibus obſervetur, quod nullus, qui in dicta civitate pro uno anno Vicariatus officium geſſerit, pro alio uno anno immediate ſequenti poſſit hujuſmodi officium gerere in eadem; nos *devotionem, quam ad nos & eandem Eccleſiam geritis*, favorabiliter proſequentes, per receptionem dicti militis ad idem officium pro hujuſmodi alio uno anno, cujuſmodi receptionem intelleximus de noſtro beneplacito proceſſiſſe, prædictis & quibuſcumque aliis privilegiis ſtatutis conſuetudinibus & conventionibus noſtris nullum volumus præjudicium generari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum.

Datum Avinione kalend. decembris pontificatus noſtri anno ſecundo.

NUM. VI.

Num. VI.

Autres lettres d'Innocent VI., également antérieures a l'homage des Avignonois, qui confirment le même Berenger de Raymond dans la Viguérie d'Avignon pour la troiſiéme année.

1355. 13. Decemb.

INNOCENTIUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

Dilectis filiis univerſitati civitatis Avinion., ad nos & Romanam Eccleſiam immediate ſpectantis, ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

DUdum, videlicet Kalend. decembris pontificatus noſtri anno II., dilectum filium nob. virum B. Raymundi militem Avinion. dicœc. Vicarium noſtrum in temporalibus *in civitate noſtra Avinion. ad nos & Romanam Eccleſiam immediate ſpectante*, in qua per unum annum tunc immediate præteritum Vicariatus officium auctoritate noſtra ſibi commiſſum exercuerat, pro alio uno anno ex tunc in antea ſecuturo ſibi auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari; & voluimus quod per receptionem dicti militis ad idem officium, quæ dicebatur de voluntate quoque noſtra procedere, privilegio vel ſtatuto, aut con-

ſuetudini ſeu conventionibus noſtris, quibus in civitate ipſa dicebatur, prout dicitur obſervari, quod nullus qui in dicta civitate pro uno anno hujuſmodi Vicariatus officium geſſiſſet, pro uno alio anno immediate ſequenti poſſet hujuſmodi officium gerere in eadem, nullum præjudicium generaretur, prout in noſtris inde confectis litteris plenius continetur. Cum autem nos attendentes, quantum idem miles pro duobus hujuſmodi annis præteritis proxime in officio ipſo ſe laudabiliter habuit, & virtutibus ſuis debita conſideratione penſatis, ſperantes quod ipſe in eo ſe laudabilius gerere debeat in futurum, ipſum *Vicarium noſtrum in temporalibus in civitate prædicta* pro alio uno anno a data præſentium in antea ſecuturo, fieri auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari. Nos per receptionem dicti militis ad hujuſmodi officium pro eodem alio uno anno cujuſmodi receptionem intelleximus etiam de beneplacito noſtro procedere, prædictis & quibuſcumque aliis privilegiis, ſtatutis conſuetudinibus & conventionibus noſtris, nullum volumus præjudicium generari. Nulli ergo &c. ſi quis &c.

Datum Avinione idibus decembris pontificatus noſtri anno tertio.

NUM. VII.

Donations de Guillaume III., & de Guillaume V. Comtes de Forcalquier, de la Souveraineté d'Avignon aux Conſuls & au peuple de cette ville.

1206. 4. Juillet.

IN NOMINE DOMINI NOSTRI JESU CHRISTI
Anno ab incarnatione ejuſdem 1206.,
ſcilicet quarto nonas julii.

EGO Guillelmus Dei gratia comes Forcalquerii, filius domini Bertrandi eadem gratia quondam comitis Forcalquerii, & filius dominæ Jauſſerandæ uxoris ejuſdem, de mea bona & ſpontanea voluntate confiteor, & ita verum eſſe cognoſco, tibi Guillelmo Præpoſito eccleſiæ Avinion., & per te Roſtagno ejuſdem eccleſiæ Epiſcopo, & vobis Conſulibus Avinion. in mea præſentia conſtitutis, ſcilicet Raymundo de Foz, Guillelmo de Ferreoli, Chaſbaldo de Jocas, Pontio de Codaleto, Guillelmo Raymundo de Maillana, & Iſnardo Aſdegario tunc temporis in civitate Avinion. Judice exiſtente; vos & omnes anteceſſores veſtros Conſules Avinion. in toto populo Avinion., & in toto territorio ejuſdem civitatis, plenum poteſtativum, plenam dominationem, plenam etiam juriſdictionem, & omnimodam dominandi libertatem, quam quilibet magiſtra-

ſtratus habere ſeu exercere debent vel poſſunt, per ſeptuaginta annos, & eos amplius habuiſſe, & tenuiſſe, & exercuiſſe. Hanc autem dominandi poteſtatem, & juriſdictionem, & pleniſſimam libertatem vos credo, & vobis confiteor de jure habere debere, & anteceſſores veſtros de jure habere debuiſſe, & exercuiſſe; tum quia credo, & vobis confiteor, bonæ memoriæ avum meum dominum Guillelmum comitem Forcalquerii, cujus corpus in venerabili cœmeterio eccleſiæ Beatæ Mariæ Avinion. requieſcit, ita ſicut ſuperius dictum eſt, Epiſcopo tum temporis exiſtenti & anteceſſoribus veſtris donaſſe & conceſſiſſe, tum quia vos & anteceſſores veſtros tempore tam longævo in modum ſupraſcriptum ſcio plenarie & abſque omni querela, & abſque omni contradictione, in pace & quiete, plenam dominationem, plenum poteſtativum, plenam etiam juriſdictionem, & omnimodam libertatem habuiſſe & tenuiſſe, pleniſſime in tota civitate Avinion. & ejus territorio exercuiſſe.

Hinc eſt, quod ego primo dictus Guillelmus Dei gratia comes Forcalquerii conſiderans & attendens, quanta & quam devota affectione anteceſſores mei civitatem & populum Avinionenſem dilexerunt; conſiderans etiam & attendens, quam bonam & quam liberam fidelitatem anteceſſores veſtri mihi & anteceſſoribus meis, & quanta & quam magna ſervitia exhibuerunt; per me, & per omnes ſucceſſores meos Epiſcopo Avinionenſi & ejus ſucceſſoribus, & vobis Conſulibus Avinionenſibus & omnibus ſucceſſoribus

ve-

veſtris, *pleniſſimam libertatem*, *poteſtativum*, *dominationem*, *juriſdictionem*, ſicut huc uſque habuiſtis in tota civitate Avinionenſi & ejus territorio, & nunc habetis, remota omni fraude & dolo, per hanc ſcripturæ paginam *in perpetuum concedo*, *laudo*, *atque confirmo*.

Præterea vobis Guillelmo ſæpefato Præpoſito, & per vos Epiſcopo eccleſiæ Avinionen., & vobis ſupraſcriptis Conſulibus, & per vos omnibus in Conſulatu Avinionen. in futurum vobis ſuccedentibus, per me & per ſucceſſores meos ego Guillelmus Dei gratia ſæpefatus comes Forcalquerii per ſtipulationem promitto, nullo unquam tempore contra hanc laudationem conceſſionem & confirmationem vobis a me factam, per me vel per interpoſitam perſonam, aliquo excogitato ingenio venturum. Promitto etiam vobis, nihil me facturum vel dicturum cum aliqua perſona vel cum aliquibus perſonis, quominus confeſſio laudatio & confirmatio vobis a me factæ, ratæ firmæ & irrevocabiles perpetuis temporibus perſeverent. Excipio tamen mihi & illis, qui in comitatu Forcalquerii voluntate mea ſucceſſerint, ut Conſules Avinionenſes contra quos debent, ſicut conſueverunt, cavalcatas faciant. Si quis vero ſine mea voluntate comitatum Forcalquerii, vel partem ejus habuerit, hujuſmodi cavalcatis illum vel illos indignum vel indignos eſſe judico, & illi vel illis ex parte Dei, & mea vos Conſules Avinion. cavalcatas facere prohibeo; immo immunes a jam dictis cavalcatis vos & civitatem veſtram omnino eſſe volo & mando. Promitto etiam vobis Præpo-

posito, & per vos Episcopo Avinionen., & Consulibus supra memoratis, me nunquam cavalcatas vel jus cavalcaturum alicui aliorum dominorum civitatis vestræ venditurum donaturum seu permutaturum, vel alia excogitata alienationis specie concessurum. Novissime homines Avinionen. per totam terram meam, pro omni posse meo, bona fide & sine dolo, stando eundo & redeundo defendam atque salvabo; ab omni exactione leidarum & pedagiorum liberos & immunes semper esse volo: & sic me observaturum & custoditurum per me & per omnes successores meos vobis prædictis Consulibus per stipulationem promitto.

Ad majorem autem omnium suprascriptorum firmitatem, & ut rata & firma & irrevocabilia a me & a meis vobis & successoribus vestris observentur, me nunquam contra ea vel aliquid eorum, quæ vobis confessus sum laudavi concessi & confirmavi, venturum, tactis sacrosanctis Evangeliis, jurejurando vobis promitto. Et ne malitia hominum contra vos, vel contra ea quæ a me vobiscum facta vel dicta sunt, aliquid fraudis excogitari valeat, confessiones quas vobis feci omnimodo veras esse credens, eas sacramento meo confirmo. Et ego in Dei nomine Berrandus filius quondam dñi Bertrandi Dei gratia comitis Forcalquerii, & filius dñæ Jausserandæ uxoris ejusdem, frater etiam dñi Guillelmi Dei gratia comitis Forcalquerii, idem per omnia & eodem modo, quo frater meus dñs Guillelmus comes Forcalquerii tibi Guillelmo Præposito, & per te Episcopo Avinion., & vobis Consulibus Avinion. suprascri-

ſcriptis agnovit & confeſſus eſt, confiteor & agnoſco, & per omnia & omnibus modis confeſſionem laudationem promiſſionem & confirmationem omnium eorum, quæ dñs Guillelmus comes Forcalquerienſis frater meus vobis fecit, ego ſimiliter per hanc præſentis ſcripturæ paginam plenarie facio, & tactis ſacroſanctis Evangeliis me, nullo unquam tempore, per me vel per aliam quamcumque interpoſitam perſonam, aliquo excogitato ingenio, contra ea vel aliquid eorum, quæ in hac carta ſuperius continentur, venturum; ſed ea firmiter pro toto poſſe me ſervaturum, & cuſtoditurum, bona fide vobis promitto, & confeſſiones, quas vobis feci, omnimode veras eſſe credens, ſacramento meo eas confirmo.

Acta ſunt hæc in caſtro de Forcalquerio ſurſum, ſub plancato ante aulam, cujus oſtium reſpicit occidentem, quibus multi viri nobiles interfuerunt, videlicet Dragonetus, Arnaudus Flotta, Raymundus Oſatecha, & Raimbaldus fratres, Franco Doſa, Ricanus de Inſula, Bertrandus de Forcalquerio, Bertrandus Laugerius de Inſula, & Raymundus filius ejus, Guillelmus Arnulfus de Sigoyer, Iſnardus Præpoſitus Forcalquerii, & Fulco de Vedene.

Et ego Petrus domini Guillelmi comitis Forcalquerii notarius omnibus ſupraſcriptis teſtis interfui, & mandato ipſius domini comitis Forcalquerii, & domini Bertrandi fratris ejus, hanc cartam ſigillo ſuo plumbeo ſignavi, & ſigillo cereo ſigillavi, & huic Inſtrumento ſubſcripſi, & ſignum meum appoſui.

Num. VIII.

Donations de la ville Epiſcopale d'Avignon, & de pluſieurs terres & isles adjacentes, faites aux Evêques & a l'Egliſe de cette ville, par les Empereurs Louis le débonnaire, Frideric I., Frideric II., & Charles IV.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis feliciter. Amen.

CAROLUS IV. Divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam.

Etsi Imperialis præeminentiæ generoſa ſublimitas erga fideles & devotos ſacri Romani Imperii, & præcipue inclitos Principes, qui ad ipſius decus & gloriam adornantur, jugiter nos moveat eſſe ſollicitos, ad honorem tamen omnipotentis Dei, cujus providentia nos quamquam immeritos, ſua ſuæ bonitatis dignatione, in apicem dignitatis Cæſareæ collocavit, erga Principes Eccleſiaſticos, & ipſorum Eccleſias, & loca divino cultui mancipata, cordis noſtri & mentis intentio ferventius inflammatur, ut illis ſubmoveamus incommoda, profectus procuremus, & commoda pacis, & quietis compendia miniſtremus, juſtiſque, & rationabilibus eorumdem Principum,

pum, & Eccleſiaſticarum perſonarum petitionibus annuamus & votis: inter quos & quas ſic erga Eccleſiam Avinionen., quæ in veneratione glorioſiſſimæ & intemeratæ genitricis Dei Virginis Mariæ fundata ac Deo dicata dignoſcitur, & a chriſticolis devotis præ cæteris Eccleſiis devotiſſime frequentatur, & venerabilem Anglicum Epiſcopum Avinion. Principem Conſiliarium & devotum noſtrum dilectum, oculum noſtræ conſiderationis erigimus; ſic eamdem Eccleſiam & ejus Antiſtitem ſpecialis devotionis & affectionis zelo proſequimur intimo, quoad ipſorum exaltationem ſtatus, honoris augmenta, & incrementa profectuum, ſinceris mentibus affectuoſius excitamur. Et ſane ejuſdem venerabilis Epiſcopi ſupplex exhibita noſtræ majeſtati petitio continebat, quatenus ſibi & Eccleſiæ ſuæ Avinion. privilegia infraſcripta a divis Ludovico, Friderico I., & Friderico II. Romanis Imperatoribus recolendæ memoriæ, necnon Privilegia, quæ ipſe Anglicus a noſtra celſitudine nuper obtinuiſſe dignoſcitur, ac omnia & ſingula contenta in ipſis, etiam jura, conſuetudines laudabiles, libertates, donationes, & gratias ipſius Avinion. Eccleſiæ, a dictis Imperatoribus & Regibus Romanorum prædeceſſoribus noſtris, & aliàs rite obtenta ſeu obtentas, ratificare, approbare, auctorizare, confirmare, innovare, immo de novo concedere, auctoritate Cæſarea dignaremur. Quorum quidem Privilegiorum tenores diligenter per perſonas noſtræ Curiæ approbatas videri & examinari mandavimus, & per omnia in hæc verba ſequuntur.

Primi videlicet.

In nomine Domini nostri Jesu Christi.

„ LUDOVICUS gratia Dei Imperator Augustus. Si „ erga loca divinis cultibus mancipata, ob amorem Dei „ eorumque reverentiam, beneficia opportuna largimur, „ id nobis procul dubio ad æterna retributionis præmia „ capessenda profuturum liquido credimus. Idcirco notum „ esse volumus cunctis fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, & „ nostris, præsentibus scilicet & futuris, quia adiens „ serenitatem nostri culminis, sub introductu cujusdam „ fidelis nostri Theodeberti Comitis, quidam sanctæ Avi- „ nionen. Ecclesiæ Episcopus nomine Remigius, nostram „ flagitavit clementiam & auctoritatem, quam pristinis „ temporibus prædecessori suo facere duximus, eandem „ nostra confirmare dignaretur majestas, quo firmior habea- „ tur venturis temporibus. Quorum petitiones placide su- „ scipientes, per hujusmodi nostræ auctoritatis collationem „ reddimus Ecclesiæ suæ in honorem sanctæ Mariæ Dei „ Genitricis dicatæ, quandam Insulam subtus Avinion. „ sitam, quæ terminatur ex una parte Rhodano discur- „ rente, & altera Surgilione, atque ad Vedrerras, cum „ omnibus appendicis suis usque in exquisitum; atque ex „ portu ejusdem civitatis tertiam partem præfatæ Ecclesiæ „ per hujus nostræ pietatis donum concedimus: quatenus „ ex iis omnibus supradictis rebus faciant rectores ejusdem „ Ecclesiæ, cui nunc præesse dignoscitur Remigius vene- „ rabilis Episcopus, quidquid facere & disponere volue- „ rint, absque alicujus contradictione vel repetitione seu

„ ali-

„ aliqua injuſta refragatione. Et ut hæc noſtræ poteſtatis
„ inſtitutio futuris temporibus firma permaneat, atque
„ inconvulſam obtineat firmitatem, manu propria ſubter
„ eam firmavimus, & annulo noſtro ſigillari juſſimus.
„ Signum ✠ piiſſimi Ludovici Auguſti. Gernerius nota-
„ rius ad vicem domini Alexandri Archicancellarii reco-
„ gnovi. Datum XIV. kalen. novemb. anno VII. regni
„ Ludovici piiſſimi Auguſti indict. XI. Actum Viennæ pu-
„ blice in Dei nomine feliciter. Amen.

Secundi vero tenor.

In nomine Dei æterni et Salvatoris nostri Jesu Christi.

„ LUDOVICUS divina ordinante providentia Impe-
„ rator Auguſtus. Si fidelium noſtrorum petitionibus pie &
„ gratanter annuimus, maximum nobis retributionis apud
„ Deum fructum profuturum credimus, atque fidelium
„ noſtrorum devotione magis magiſque roborari confidi-
„ mus. Itaque omnium fidelium ſanctæ Dei Eccleſiæ ac
„ noſtrorum, præſentium videlicet & futurorum, compe-
„ riat magnitudo, quia adientes ſerenitatem noſtræ exi-
„ miæ pietatis quidam ſpectabilis vir & propinquus noſter,
„ necnon & bonus nobis Hugo Comes, atque etiam Thu-
„ bertus fidelis noſter, noſtram ſublimitatem humiliter po-
„ ſtularunt, ut quandam Villam Bitorritam nomine, cum
„ ſuis omnibus, quæ dici ac nominari poſſent, ad ean-
„ dem Villam ex antiquitate juſte & legaliter pertinentibus,

 „ ſitam

„ ſitam in Comitatu Avinionenſi, ſeu etiam medietatem
„ de deſcenſu Rhodani, cuidam Epiſcopo fideli noſtro Re-
„ migio nomine, cum univerſis adjacentiis ejus concedere-
„ mus. Quorum precibus propter diuturnum famulatum
„ ab ipſis ſinceriſſime exhibitum libentiſſime annuentes,
„ hos noſtræ ſublimitatis apices fieri cenſuimus, per quos
„ memoratam Villam cum omnibus rebus ibidem perti-
„ nentibus, ad ſupradictam Avinionenſem Eccleſiam, in
„ honorem ſancti Stephani conſecratam, propter remedium
„ animæ noſtræ ſubjectam eſſe ſtatuimus, & jure perpe-
„ tuo ſub integritate confirmare ſtuduimus: ut deinceps
„ omni tempore ſupradictus Remigius Epiſcopus, & omnes
„ pontifices Eccleſiæ Avinion. exinde ordinare quidquid
„ rationabiliter decreverint, perpetualiter ratam habeant
„ privilegii noſtri auctoritatem, abſque cujuslibet ſubtra-
„ ctionis dumtaxat injuria ſeu injuſtæ repetitionis calu-
„ mnia. Hoc autem noſtræ immunitatis præceptum, ut
„ inviolabilem obtineat firmitatem, more imperiali ſubtus
„ firmavimus, & annulo noſtro illud juſſimus ſigillari.
„ Signum ✠ Ludovici ſereniſſimi Auguſti. Gernerius
„ notarius ad vicem Alexandri Archicancellarii recogno-
„ vi. Datum XVII. kal. junii Indict. XIV. anno IX. regni
„ domini Ludovici piiſſimi Imperatoris. Actum Viennæ
„ in Dei nomine feliciter. Amen.

Tertii vero, videlicet Friderici I. ſub bulla aurea, tenor ſic ſequitur.

In

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis.

„ FRIDERICUS divina favente clementia Imperator „ semper Augustus. Quandocumque nostræ Imperialis „ donationis vel corroborationis pie exposcitur suffragium, „ celeri effectu est attribuendum; & si in iis exposcitur, „ quæ durare perpetuo videntur, litteris est etiam adno- „ tandum, ne prolixitas temporum posteris hoc dubium „ reddat vel incertum. Omnibus igitur tam futuris quam „ præsentibus Christi Imperiique nostri fidelibus notum „ esse volumus, qualiter nos Gaufredum venerabilem „ Avenicæ civitatis Episcopum ad Curiam nostram venien- „ tem benigne suscepimus, honorifice tractavimus, ac „ accepta ab eo debita fidelitate & hominio, de omnibus „ regalibus sive possessionibus vel justitiis, quas Avi- „ nionensis Ecclesia largitione Regum vel Imperatorum „ vel oblatione fidelium legitime visa est hactenus posside- „ re, plenarie investivimus. Concessimus itaque præfato „ Gaufredo Episcopo, & per eum omnibus successoribus „ suis in perpetuum, Villam videlicet, quæ Episcopalis „ vocatur, infra muros Avenicæ civitatis, & medieta- „ tem de descensu Rhodani, & tertiam partem portus „ prædictæ civitatis, & Insulam subtus Avinionem sitam, „ quæ ab Oriente terminatur rivulo Surgilione, ab Occi- „ dente vero Rhodano discurrente; & quidquid a nobis „ habet vel habere debet in territorio præfatæ civitatis, „ in terris cultis & incultis, vineis, aquis, aquarumque „ decursibus, mercatis, naulis, theloneis, castellis,

„ villis,

„ villis, vicis, areis, ſervis, ancillis, tributariis, fore-
„ ſtibus, ſilvis, venationibus, molendinis, campis,
„ pratis, paſcuis, & paludibus, quarum quædam propriis
„ duximus experimenda vocabulis: Villam Bittoritæ cum
„ omnibus appendiciis ſuis; Caſtrum novum cum appendi-
„ ciis ſuis; Caſtrum de Novis cum appendiciis ſuis; Vil-
„ lam de Agel cum appendiciis ſuis. Hæc ſupradicta
„ omnia & ſubtus notata damus & confirmamus Gaufredo
„ Avinionenſi Epiſcopo & Eccleſiæ ſuæ, ſalva per omnia
„ Imperiali juſtitia. Nulla in his inſeſtatio tyrannorum
„ ſæviat, nulla Poteſtas per violentiam irruat, ſed ſolus
„ Epiſcopus habeat in omnibus plenariam juriſdictionem.
„ Præterea Imperiali auctoritate per omnem epiſcopatum
„ interdicimus, ut non liceat alicui homini, Eccleſiaſticæ
„ perſonæ, vel ſæculari, maſculo vel fœminæ, eorum
„ quæ Avinion. Eccleſia modo poſſidet vel in poſterum
„ poſſederit, aliquid vendere vel alienare, vel in alienum
„ dominium transfundere, ſeu etiam relinquere, vel in
„ feudum conſtituere, ſine conſilio vel permiſſione Avi-
„ nionenſis Epiſcopi & ſucceſſorum ſuorum. Sit itaque
„ præfatus Epiſcopus cum ſupradictis omnibus poſſeſſioni-
„ bus ab omni extranea & iniqua ſecurus poteſtate; verum
„ in noſtra Imperiali ditione immobilis ſemper perma-
„ neat. Ut autem huic noſtræ confirmationi nihil ad per-
„ fectionem valitudinis deeſſe poſſit, præſentem inde pagi-
„ nam conſcribi, & aurea bulla noſtra inſignari juſſimus,
„ adhibitis idoneis teſtibus, quorum nomina hæc ſunt:

„ Hum-

„ Humbertus Biſuntinen. Archiepiſcopus, Odo Valenti-
„ nen. Epiſcopus, Matth. Dux Lotharingiæ, Comes
„ Uldalricus de Vocemburgh, Hugo de Tajesburgh, Co-
„ mes Stephanus, Walcherus de Salino, Odo Campanien-
„ ſis. Signum ✠ domini Friderici Romanorum Impera-
„ toris invictiſſimi. Ego Raynaldus Cancellarius vice
„ Stephani Viennen. Archiepiſcopi & Archicancellarii re-
„ cognovi. Datum Bizuntii IX. kal. decemb. Indict. V.
„ anno dominicæ incarnationis MCLVII. regnante domino
„ Friderico Romanorum Imperatore glorioſiſſimo, anno
„ regni ejus VI. Imperii vero III.

Tenores etiam privilegiorum ejuſdem Friderici I. ſub ſigillis in hæc verba ſequuntur.

In nomine sanctæ, et individuæ Trinitatis.

„ FRIDERICUS divina favente clementia Romano-
„ rum Imperator ſemper Auguſtus. Imperatoriam decet
„ majeſtatem eorum, qui devoti ac fideles Imperio exi-
„ ſtunt, precibus aurem ſuæ pietatis accommodare, &
„ quæ ipſorum uſibus profutura noſcuntur, tam præſen-
„ tialiter quam in futurum, munifica largitate confirma-
„ re. Ea propter noverit Imperii noſtri fidelium præ-
„ ſentium ac ſequentis ævi univerſitas, quod nos,
„ pro petitione dilecti noſtri Gaufridi venerabilis Avi-
„ nion. Epiſcopi, ipſam Avinion. Eccleſiam, & univer-
„ ſas poſſeſſiones ejus, ſub noſtræ imperialis defenſionis
„ tuitione recepimus, ac præſentis ſcripti cautione ſta-

„ tui-

„ tuimus, quatenus Regalia, quæ idem Epiſcopus aut
„ ſucceſſores ejus ab Imperiali ſerenitate obtinent, nul-
„ lius laicæ perſonæ juriſdictioni ſupponantur, ſed
„ libera & quieta poſſeſſione ſicut hactenus ab Imperato-
„ riæ dignitatis excellentia teneantur. Cenſuimus etiam,
„ ut ſi qui ſint, qui feuda Eccleſiæ per manum Epiſcopi
„ ejuſdem tenent, & ipſum atque Eccleſiam ejus læſerint
„ ſeu lædentibus opem vel conſilium tribuerint, aut ipſum
„ in adverſitate poſitum adjuvare pro debito noluerint,
„ ſive erga ſucceſſores ſuos in ſimili culpa deprehenſi fue-
„ rint, liceat ei ſuiſque ſucceſſoribus, ſi ſemel, ſecundo,
„ ac tertio commoniti ſatisfacere noluerint, eadem
„ feuda, quibus non legitime utuntur, præſenti noſtræ
„ authoritatis præcepto, ab ipſis retrahere, & ſuis ea
„ & Eccleſiæ uſibus applicare. Illos etiam, qui feuda
„ ipſius Eccleſiæ detinent, & infra tempus legibus ſtatu-
„ tum, id eſt annum & diem, venire & inveſtituram
„ petere, atque hominium Epiſcopo præſtare noluerint,
„ noſtra juſſione ab eiſdem feudis cadere, ipſaque ad
„ Epiſcopi & Eccleſiæ uſum redire. Statuimus univerſa-
„ literque prohibemus, ne quiſquam feudum, quod ab
„ ipſa Eccleſia tenetur, alteri Eccleſiæ aut alicui venera-
„ bili loco contradere præſumat, abſque Epiſcopali con-
„ ceſſione; & ſi uſurpatum eſt, aut de cetero factum
„ fuit, caſſum fore judicamus. Decernimus quoque, ut ſi
„ feudaliter inveſtitus morte ſeu alio caſu feudum amit-
„ tere contigerit, & in recta linea deſcendentes, ut ſunt
„ filii

„ filii aut filiæ vel ex eis geniti, defuerint, ex latere
„ descendentes, velut fratres paterni sive alii ex transversa
„ linea constituti, eadem feuda nullatenus obtinere va-
„ leant, absque Episcoporum benefica largitione. Si qui
„ forte ex talibus ea occupaverint, nullatenus ea dein-
„ ceps possideant sine ipsorum collatione. Sane si patribus
„ mortuis, filii, qui eis in feudo successerunt, etiam
„ defuncti fuerint, & eo modo feuda ad matres devoluta,
„ auctoritate nostra inhibemus, ne matres, dotis aut
„ donationis seu aliquo alienationis genere, ipsa ad
„ ipsas transferant, sed post mortem ipsorum Episcopo
„ atque Ecclesiæ sine omni diminutione restituantur: idem
„ etiam de patribus in simili casu observetur. Præterea
„ interventu dilecti nostri Arnoldi Colonien. Ecclesiæ ele-
„ cti & Italiæ Archicancellarii, quo mediante hujus pri-
„ vilegii nostri contulimus donationem, largiti sumus
„ eidem Avinionensi Episcopo suisque successoribus juris-
„ dictionem infra Episcopatum suum statuendi publicum
„ tabellionem sive notarium, qui sua ordinatione statu-
„ tus publica instrumenta conficiat in perpetuum valitura,
„ & hujus jurisdictionis officium cui voluerit convenienti
„ personæ, sive laico sive clerico, committat. Hæc
„ videlicet omnia prænominata Aven. venerabili Episcopo
„ ejusque successoribus perpetua lege servanda stabilimus,
„ statuentes, ut ulla ecclesiastica sæcularisve persona,
„ major seu minor, hujus nostræ præceptionis confirma-
„ tionem ullatenus infringere præsumat. Quod si quis eam

„ ausu temerario violare attentaverit, sexaginta libras
„ auri optimi componat, medietatem nostræ Cameræ,
„ medietatem vero sæpe memorato fideli nostro Episcopo.
„ Ut autem hæc omnia futuris omnibus sæculis rata & in-
„ convulsa permaneant, præsentem paginam manu propria
„ roborantes, sigillo nostro jussimus insigniri. Si-
„ gnum ✠ domini Friderici Romanorum Imperatoris
„ invictissimi. Ego Arnoldus sanctæ Colonienſis Ecclesiæ
„ electus, & Italiæ Archicancellarius recognovi. Datum
„ X. kal. julii anno domini 1161. Indict. IX. anno domini
„ Friderici glorioſissimi Romanorum Imperatoris regni X.
„ Imperii VII. Acta sunt hæc apud novam Laudam.

In nomine Domini. Amen.

„ FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator
„ semper Augustus, clero, consulibus, & universo
„ populo Avinionensi, gratiam suam & omne bonum.
„ Devotionis vestræ fidelitas, quantum nobis obsequio
„ subjiciatur, ex relatu dilecti nostri G. Avinionensis
„ Episcopi satis didicimus, & multoties effectu prose-
„ quente sensisse meminimus. Quamobrem de laudabilibus
„ obsequiis & larga devotione vobis gratias referentes,
„ de eo nihilominus grates referimus, qui eundem
„ Episcopum, sicut ipse asserit, & ejus Ecclesiam sincere
„ diligitis, & congruis obsequiis favorabiliter honoratis.
„ Nos enim Episcopum & Ecclesiam, sicut jam dudum sub
„ nostra protectione suscepimus, ita & adhuc perpetua de-

„ sen-

„ ſenſione tenemus ; & neque hactenus conceſſimus , neque
„ in poſterum concedemus , quod Epiſcopus vel Eccleſia
„ Avinionenſis alicujus eccleſiaſticæ vel ſæcularis perſonæ
„ dominio vel poteſtati debeat in temporalibus ſubjacere ,
„ niſi nobis tantum, noſtriſque ſucceſſoribus Imperatoribus
„ & Regibus Romanorum . Ad hæc prætetea duximus adne-
„ ctendum , quod jura , dignitatem quoque , ac libertatem ,
„ quam habere civitas conſuevit,ei perpetuo volumus con-
„ ſervare, nec ullo unquam tempore eorumdem diminutio-
„ nem Deo volente fieri patiemur . Nihilominus vero ſcire
„ vos volumus , quod precibus & interventu chariſſimi
„ noſtri Avinionen. Epiſcopi , quia ad mandatum noſtrum
„ venire contempſiſtis , vobis ad præſens remittimus . In
„ præſentiarum vero ſtatuimus & perpetua ſtabilitate jube-
„ mus, ut in rebus & poſſeſſionibus ipſius Epiſcopi & Eccle-
„ ſiæ ſuæ nemini liceat in ædificiis , ac theloneis , ſive
„ pedagiis, aut aliis quibuslibet modis , aliquid novum
„ facere vel inſtituere , ſine Epiſcopi vel Eccleſiæ ſpon-
„ tanea conceſſione . Quod ſi quis facere tentaverit , omni
„ jure & ſtabilitate carere cenſemus , & noſtram iracun-
„ diam cum gravi pœna ſe noverit incurſurum .

Item „ FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Impe-
„ rator ſemper Auguſtus , fidelibus ſuis clero Avinio-
„ nenſi , conſulibus , & militibus , & populo , gratiam
„ ſuam & omne bonum . Per præſentes noſtræ majeſtatis
„ apices veſtræ univerſitati ſignificamus , quod remoto
„ omni dubio apud vos certum eſſe debet , quod Epiſco-

 „ pum

„ pum veſtrum Gaufridum pro ſinceritate fidei ſuæ, quam
„ circa nos ad honorem Imperii operum exhibitione decla-
„ ravit, ſicut dilectum & honeſtum Principem noſtrum
„ arctius amplecti, fovere & amplius honorare decre-
„ vimus: utpote cujus perſonam, cujus honorem, cujus
„ Eccleſiam, cujus poſſeſſiones univerſas, auctoritate noſtri
„ privilegii communivimus. Pro certo itaque ſcire debe-
„ tis, quod nos & Eccleſiam Avinionenſem cum omnibus
„ caſtris, & villis, & ceteris poſſeſſionibus intus &
„ foris, pro honore & ſervitio Imperii, ad manus noſtras
„ ſpecialiter ita integre volumus retinere & conſervare,
„ quod nunquam alicujus dominio, niſi tantum noſtro,
„ noſtrorumque ſucceſſorum Regum & Imperatorum ea
„ ſubjiciemus. Præcipimus igitur modis omnibus prohi-
„ bendo, ne ſuper Pontem Malipaſſus, quem nos Epi-
„ ſcopo fideli noſtro conceſſimus & confirmavimus, aliquas
„ munitiones ædificare abſque voluntate & conſilio Epi-
„ ſcopi aliquis præſumat, nec in poſſeſſionibus ejus ali-
„ quid de novo quiſquam conſtituere audeat. Inhibemus
„ etiam Imperiali auctoritate, ne paludes Epiſcopi, quæ
„ ſunt circa Villam Bittoritam, & Villulam de Agello,
„ & circa Caſtrum de Novis, aliquis audeat exſiccare, vel
„ in eis laborare, abſque Epiſcopi voluntate; & ſi aliquid
„ ex iis contra voluntatem Epiſcopi factum eſt, nullius
„ momenti habeatur. Si quis autem prædictum Epiſco-
„ pum, vel ejus Eccleſiam, vel poſſeſſiones inquietare
„ vel gravare præſumpſerit, mandamus veſtræ omnium

„ fide-

„ fidelitati rogantes & præcipientes, quatenus vice noſtra
„ conſilium & auxilium Epiſcopo fideliter præbeatis, & in
„ omnibus manuteneatis.

Item „ FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Im-
„ perator Auguſtus. Conſuevit imperatoria majeſtas eos,
„ quos diſcretos & Imperio magis fideles & devotos
„ aſpexit, propenſius diligere, & fidei illorum, plura
„ committere, ac ipſorum merita dignis, ubi fuerit
„ opportunum, beneficiis remunerare. Noverint igitur
„ Imperii noſtri fideles tam futuri quam præſentes, quod
„ nos attendentes prudentiam conſtantiam & fidelitatem,
„ quibus dilectus ac fidelis noſter Pontius Avinionenſis
„ Eccleſiæ venerabilis Epiſcopus conſpectui noſtræ ma-
„ jeſtatis complacere meruit, Judæos in ſua civitate ma-
„ nentes, qui ſpecialiter ad cameram noſtram pertinere
„ dignoſcuntur, ut ex noſtræ tuitionis patrocinio magis
„ ſecuri & defenſi debeant conſiſtere, eos utique, qui
„ vel nunc ibidem reperiuntur, vel in futurum illic habi-
„ tare decreverint, eidem fideli noſtro Pontio Avinio-
„ nen. Epiſcopo committimus, ut ipſe eis vice noſtra
„ præſit, & ſtudeat eos omnimode fovere, manutenere,
„ & ab omni violentia defenſare. Quod ea prorſus in-
„ tentione facimus, ut ipſos Judæos a vexationibus Co-
„ mitum, Nobilium, & quorumlibet aliorum vexationi-
„ bus liberemus, & nos vicis noſtræ cuſtodiam ſuper
„ ipſos Judæos de manu prædicti Epiſcopi requirere ha-
„ beamus, ſi bene, rationabiliter, & benigne eos non
„ ſervaverit, „ Præ-

„ Præterea ex noſtra dignitatis munificentia conce-
„ dimus eidem Pontio Epiſcopo, & per eum ſuis in perpe-
„ tuum ſucceſſoribus, Portum, & plena jura portus in fluvio
„ Durantia, a loco qui vocatur Rometa uſque ad Rhoda-
„ num; & hoc ex parte illius caſtri, quod vocatur Bar-
„ bentana, & ex parte Avinionis uſque ad Sorgentilium;
„ ita quod infra hos terminos, quocumque prædictum
„ flumen brachia ſua extenderit, liceat Epiſcopo Portum
„ facere ubicumque voluerit: ea tamen conditione, quod
„ commeantes illic in tranſitu non graventur, ſed conve-
„ niens paſſagium ſive naulum, & tolerabile a tranſeun-
„ tibus accipiatur. Quod ſi quis in hoc commiſſo noſtro,
„ aut in hac donatione noſtra, prædicto fideli noſtro Epi-
„ ſcopo aliquam moleſtiam ſeu violentiam intulerit, nove-
„ rit ſe majeſtatis noſtræ offenſam & indignationem gravi-
„ ter incurriſſe, & pro pœna quadraginta libras auri pu-
„ riſſimi compoſiturum, quarum media pars fiſco Impe-
„ riali, media præfato Epiſcopo vel ejus ſucceſſori, quiſ-
„ quis ille pro tempore fuerit, perſolvatur. Ad cujus rei
„ memoriam & certam obſervationem, præſentem car-
„ tam fecimus conſcribi, & majeſtatis noſtræ ſigillo robo-
„ rari, ut firma teneat; ſalva imperiali juſtitia. Datum
„ apud caſtrum Montilium Adimari anno dominicæ Incar-
„ nationis 1178. Indict. XI. 3. non. auguſti menſis.

Tenor vero confirmationis a Friderico II. ſuper privi-
legio Avi ſui Friderici I. ſequitur in hæc verba.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis.

„ FRIDERICUS II. divina favente clementia Roma-
„ norum Imperator ſemper Auguſtus, Hieruſalem & Sici-
„ liæ Rex. Imperialis excellentia tunc præcipue ſui nomi-
„ nis titulos ampliat, tunc officii ſui debitum reddit cum
„ fœnore Deo vivo, cum loca Deo dicata & perſonas
„ eccleſiaſticas pio favore tuetur, & juſtas earum favora-
„ biliter petitiones exaudit, ejus intuitu . . . . per quem
„ præeſt Principibus terræ. Ea propter notum fieri volu-
„ mus univerſis Imperii fidelibus tam præſentibus quam
„ futuris, quod Bernardus venerabilis Avinionenſis Epi-
„ ſcopus dilectus fidelis noſter quoddam privilegium Avi
„ noſtri divi Imperatoris Friderici memoriæ recolendæ
„ Eccleſiæ ſuæ quondam clementer indultum, noſtro
„ culmini præſentavit, humiliter ſupplicans & devote, ut
„ ipſum innovare, & omnia quæ continentur in eo confir-
„ mare de noſtra gratia dignaremur: cujus tenor per omnia
„ talis eſt.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis.

„ FRIDERICUS divina favente clementia Romano-
„ rum Imperator Auguſtus. Quandocumque noſtræ Impe-
„ rialis donationis &c. „ (Per omnia, prout ipſum Privi-
legium Friderici I. præſcribit, cujus tenor de verbo ad
verbum præſentibus eſt inſertus, & poſt hæc ſequitur)

„ Nos itaque, qui Deum habemus præ oculis, & per-
„ ſonas eccleſiaſticas ac Eccleſiaſtica loca ipſius intuitu &

„ hu-

„ humanitate nobis ſuggerente ſovemus, attendentes fidem
„ puram & devotionem ſinceram, quam dictus Bernardus
„ Epiſcopus ad majeſtatis noſtræ perſonam & ſacrum
„ Imperium habet, ipſius quóque ſupplicationibus incli-
„ nati, privilegium divi Imperatoris Friderici Avi noſtri
„ memoriæ recolendæ indultum dictæ Eccleſiæ de verbo
„ ad verbum inſeri juſſimus, omnia quæ continentur
„ in eo de Imperialis præeminentiæ gratia confirmantes.
„ Statuimus igitur & Imperiali ſancimus edicto, ut nulla
„ perſona alta vel humilis, Eccleſiaſtica vel ſæcularis,
„ prædictum B. Avinionenſem Epiſcopum vel ſucceſſores
„ ſuos, aut Avinionen. Eccleſiam, contra præſentis
„ Privilegii noſtri tenorem, temere impedire vel moleſtare
„ præſumat. Quod qui præſumpſerit, mille libras auri
„ pro pœna componat, medietatem ſcilicet Cameræ no-
„ ſtræ, & reliquam medietatem paſſis injuriam applican-
„ dam. Ut autem hæc noſtra innovatio & confirmatio
„ perpetuam obtineat firmitatem, præſens Privilegium
„ fieri, & bulla aurea typario noſtræ majeſtatis impreſſa
„ juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt Siffridus Ma-
„ guntin. Archiepiſcopus, Bertoldus Patriarcha Aquilejen.,
„ Hermannus Herbipolen., L. Vormacien., R. Patavien.
„ Epiſcopi, Joannes Arclaten. Archiepiſcopus, G. Va-
„ lentinen. Electus, B. Dux Carinth., R. Comes Provin-
„ ciæ, B. Marchio Montisferrati, & alii quamplures.
„ Signum ✠ domini noſtri Friderici II. Dei gratia invi-
„ ctiſſimi Rom. Imperatoris ſemper Auguſti, Hieruſa-
„ lem & Siciliæ Regis. „ Acta

„ Acta ſunt hæc anno dominicæ Incarnationis 1238. „ menſe ſeptembris, XII. Indictione, imperante domino „ noſtro Friderico II. Dei gratia invictiſſimo Romano„ rum Imperatore ſemper Auguſto, Hieruſalem & Si„ ciliæ Rege, imperii ejus anno 18. regni Hieruſ. XIII, „ regni vero Siciliæ XLI. feliciter. Amen. Datum in „ caſtris in obſidione Brixiæ, anno, menſe, & Indictione „ præſcriptis.

Nos igitur ob unigeniti Filii Dei & intemeratæ genitricis ipſius Mariæ Virginis gloriam, & ejuſdem Principis noſtri virtuoſam induſtriam, conſtantiam fidei, & ſinceræ conſcientiæ puritatem, quibus ipſum virtutum meritis verbis operibus & exemplo clarere limpidius experimur, quem etiam præcedentis famæ celebris de ipſo fuerit vox teſtata; necnon puræ ipſius ſinceritatis affectum, quo ad Imperatoriæ majeſtatis honorem in opportunitatibus noſtris omni benevolentiæ ſtudio promptum ſe reddidit hactenus placidum & acceptum; & ut ipſum in antea pro noſtris beneplacitis fortius annuamus, ſuis juſtis & rationabilibus ſupplicationibus annuentes, ipſum Epiſcopum pro tempore, & ejus Eccleſiam Avin., & ipſorum bona quæ juſte poſſident & in antea aſſequentur, in noſtram & ſacri Imperii protectionem tuitionem & ſalvamguardiam recipientes, prædicta Privilegia noſtrorum prædeceſſorum in omnibus ſuis ſummis tenoribus punctis & titulis, prout de verbo ad verbum ſunt inſerta: inſuper gratias articulos atque puncta, ſuper quibus noſtræ majeſtatis litteras, cum additione certæ pœnæ,

nuper eidem noſtro Principi ſuis ſucceſſoribus & Eccleſiæ Avinionenſi dediſſe meminimus, videlicet ut ipſe & iidem ſui ſucceſſores in caſtris Novarum, Barbentanæ, & aliis locis ad dictam Eccleſiam Avinionen. ſpectantibus, in & ſub Imperio ſituatis, quotieſcumque & quando ipſis placuerit, monetam auri, argenti, & ex ære, ineontaminatam, debitam & legalem, dativam & legitimam, juxta eurſum patriæ, ſub figuris & earacteribus debitis, quæ legitimo pondere non fraudentur, cudendi effigiandi & faciendi plenam poteſtatem habeant; & liberam facultatem magiſtros cuſtodes monetarios & operarios ad opus ipſius monetæ rite creandi deputandi, & omnia & ſingula faciendi & quomodolibet exercendi, quæ ad eamdem monetam pro utilitate reipublicæ neceſſaria fuerint ſeu etiam opportuna; decernentes auctoritate Cæſarea omnes & ſingulos ad receptionem & uſum dictæ monetæ teneri: monetarios etiam magiſtros cuſtodes & operarios per Epiſcopatum pro tempore debite faciendos, aliorum monetariorum noſtrorum ſub Imperio conſiſtentium miniſtris & conſortio aggreganres, juribuſque & libertatibus perfrui & gaudere volentes.

Item in villa caſtri de Novis Eceleſiæ Avinionenſis, in qua forum hebdomadale die mereurii ſeptimanis ſingulis celebrari conſuevit, nundinas annuales in octava ſancti Michaelis ineipiendas, & octo diebus continuis duraturas, annis ſingulis libere celebrandi, & eaſdem per omnis diſtrictus loea ſeu terras Imperii publiee indieendi ſeu edieendi inſinuandi, & ubilibet prout expediens fuerit proclamandi,

nec-

necnon nundinas ſupradictas in locum alium ſeu villam aliam Avinionen. Eccleſiæ, ſeu tempus aliud, ubi & quando plus utilitati communi conveniat, & in aliorum locorum minus præjudicium vergi poſſit, tranſmutandi & libere transferendi, omneſque homines utriuſque ſexus ad prædictas nundinas cauſa mercandi, reſidendo ſtando & redeundo una cum eorum mercibus, in noſtram & ſacri Imperii protectionem ſecuritatem & tuitionem recepimus ſingularem.

Item Portum ſalis in flumine & riparia Rhodani prope Caſtrum Novum Avinionenſis Eccleſiæ, & in ipſius territorio faciendum, ita quod omnes & ſinguli ſal ducentes navigiis, & vehentes per flumen Rhodani ſupradictum, valeant ad Portum hujuſmodi in riparia ipſa propinqua territorio Caſtri Novi libere applicare & ſal exonerare, & ad dictum Caſtrum Novum deducere portare & vendere ibidem, vel alibi in partibus ubique Romano ſubjectis Imperio, prout eis & eorum cuilibet ac utilitati reipublicæ melius & utilius videbitur expedire, abſque impedimento & requiſitione pedagii ſolutionis & exactionis cujuslibet, ſi quod vel ſi quæ in loco de Lercio aut alibi in ſuperiore parte fluminis ubicumque ſolitæ ſint exigi vel exſolvi.

Item omnes & ſingulos ſine fraude officiales ſervientes donatos & familiares, qui ſunt & erunt pro tempore, utriuſque ſexus, tam Epiſcopi pro tempore & Eccleſiæ Avinionenſis, quam etiam Eccleſiaſticorum ſæcularium & regularium, monaſteriorum, & domuum religioſarum per dictam Avinionenſem diœceſim, etiamſi laicales per-

ſonæ extiterint, ab omni cognitione & juriſdictione temporali, & domini temporalis & ejus officialium quorumcumque, in quibuſcumque cauſis civilibus vel criminalibus, de certa ſcientia, gratia ſpeciali, ac Imperialis plenitudine poteſtatis eximimus: Imperiali ſancientes edicto, quod ſi quis eorumdem ſive officiando vel non officiando delinquat, cognitio & punitio ad Epiſcopum & ejus ſucceſſores pro tempore, aut ad Vicarium & Officialem eorum, debeat in antea pertinere. Mandantes omnibus, & ſingulis cujuſcumque præeminentiæ, ſtatus, vel conditionis extiterint, ne quis dictum Epiſcopum pro tempore, & Eccleſiam Avinionenſem, aut perſonas, quas dictæ gratiæ concernere poterint, contra earumdem litterarum tenorem & contentorum in eis, quomodolibet aggravent impetant aut moleſtent, aut gravari & a quocumque impeti & moleſtari permittant, prout noſtram & ſacri Imperii indignationem, & pœnam in cujuslibet gratiæ & confirmationis privilegio & littera expreſſarum, cupiat evitare, prout in ſingulis litteris plenius continetur. Quæ quidem Privilegia ſupradicta & noſtra, ac quæcumque prædeceſſorum noſtrorum & contenta in ipſis, univerſas etiam & ſingulas donationes conceſſiones indulta jura juriſdictiones, altas & baſſas, libertates, conſuetudines laudabiles, immunitates, & obſervantias, bona, proprietates, & poſſeſſiones, quæ & quas tam ipſe Epiſcopus ſupradictus, quam ſui anteceſſores juſte acquiſierunt & tenent & poſſident, etiamſi de iis jure vel conſuetudine deberet in præſentibus

tibus noſtris litteris fieri mentio ſpecialis, animo delibe-rato, non per errorem aut improvide, ſed de certa noſtra ſcientia, ac principum procerum & nobilium noſtrorum conſilio habito, auctoritate cæſarea, & de Imperialis ple-nitudine poteſtatis, ex innatæ nobis pietatis clementia, ratificamus authorizamus confirmamus innovamus, immo etiam de novo concedimus: reſervato etiam ipſis jure in iis poſſeſſionibus, juribus, & rebus, ſi quarum vel quorum-libet poſſeſſionem, per injuriam non uſum aut diſſue-tudinem, amiſiſſent; ſupplentes omnem defectum, ſi quis obſcuritate verborum, ſententiarum dubietate, aut alio quovis modo in præmiſſis compertus fuerit, de Imperialis plenitudine poteſtatis: noſtris tamen & Imperii juribus ſemper ſalvis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc pa-ginam noſtræ approbationis, ratificationis, confirmatio-nis, innovationis, & de novo conceſſionis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, gravem noſtræ majeſtatis offenſam, ac pœ-nam centum marcharum puri auri, toties quoties contra factum fuerit, ſe noverit incurſurum; quarum medietatem ærario Imperialis Cameræ, reliquam vero medietatem Epiſcopo & Eccleſiæ Avinionenſi paſſis injuriam, decer-nimus applicandam. Signum ✠ ſereniſſimi Principis, & domini domini Caroli IV. Romanorum Imperatoris invi-ctiſſimi & glorioſiſſimi Bohemiæ Regis.

Teſtes hujus rei ſunt: Venerabilis Petrus ſanctæ Narbonen. Eccleſiæ Archiepiſcopus & Primas, Bertholdus Eyſte-

Eyſteten. noſtræ aulæ Imperialis cancellarius, Marquardus Auguſten., Theodoricus Vormacien., & Lampertus Spiren. Eccleſiarum, Epiſcopi illuſtres; Ripertus junior Comes Palatinus Rheni & Dux Bavariæ; Ludovicus Andegaven., Joannes Bituricen. fratres Regis Franciæ; Barninus Stetinen., Henricus & Rupertus Legincen., Bolzo Oppolen., & Primislaiis Seſſinen. Duces; ac Amedeus Comes Sabaudiæ, Principes ſpectabiles; Burgardus Burgravius Magdeburgen. Imperialis curiæ noſtræ magiſter, Joannes Lantgravius Lutzbergen., Henricus de Suſamzburg., Federicus de Lyningen., Ludovicus junior de Ortingen., Comites Nobiles; Andreas de Brunes, Lampoldus de Hortemburg., Conradus & Joannes Mareſcalli de Rapellen., Joannes de Wartemberg., Bozo de Ryſemburg.; & alii quamplures noſtri & Imperii ſacri fideles dilecti, præſentium ſub bulla aurea typario noſtræ majeſtatis impreſſa teſtimonio litterarum.

Datum Avinione anno Domini 1365. indict. tertia, 7. idus junii, regnorum noſtrorum anno decimonono, imperii vero undecimo. Et ego Bertoldus Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Eyſteten. Epiſcopus, ſacræ Imperialis aulæ cancellarius, vice reverendi in Chriſto patris domini Cunonis Treveren. Archiep. ſacri Romani Imperii per Galliam & Regnum Arelaten. Archicancellarii recognovi.

NUM. IX.

Conceſſion de Charles V. Roi de France d'une partie du Pont d'Avignon au Pape Urbain V.

1368. 5. Decemb.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam.

REgi Regum, per quem vivimus regimur & regnamus, gratum in ſuis miniſtris impendere credimus famulatum, ſi ad ea, quæ ſanctæ Romanæ Eccleſiæ matri noſtræ utilia, ſanctiſſimoque in Chriſto patri ſummo pontifici, qui ipſius ac univerſitatis Eccleſiæ caput fore dignoſcitur, grata ſcimus, nos reddimus, quantum cum Deo poſſumus, liberales. Hinc eſt, quod nos attendentes, quod pater beatiſſimus ſummus Pontifex modernus totis exactis hactenus temporibus, & potiſſime tempore, quo dictæ ſanctæ præfuit Eccleſiæ, ad noſtrum & Regni noſtri ſtatum felicem jugiter totis conaminibus aſpiravit, & ad omnia, quæ ſcire potuit nobis grata Regnoque noſtro præfato utilia, ſe reddidit & reddit continue gratioſum propitium & benignum; Ac præterea volentes in omnibus ſibi gratis, Romanæque Eccleſiæ utilibus, nos etiam reddere liberales, ſibi pro ſe & ſucceſſoribus ſuis Romanis Pontificibus certam partem Pontis inter VILLAM SUAM DE AVINIONE, ac villam noſtram *Ville neuve* Gallice nuncupatam, ſuper fluvium Rhodanum ſituati, videlicet ab exitu

VIL-

VILLÆ SUÆ Avinionen. uſque ad quamdam Capellam, quæ ſupra eumdem Pontem ſituatur, una cum aqua fluvii atque fundo ſub eodem, a prædicto exitu dictæ villæ Avinionenſis uſque ad dictam Capellam exiſtentem, nec non in quantum territorium civitatis Avinionenſis tam ſupra quam infra Pontem ſe extendit, tantumdem ſpatii ſeu menſuræ ipſius Rhodani, & terræ ſupra quam ipſe Rhodanus fluit, a ripa ipſius Rhodani ex parte territorii Avinionenſis menſurando, quantum ſpatium eſt a Porta Avinionis uſque ad Capellam prædictam ipſius Pontis, omnique juriſdictione, & juſtitia, alta media & baſſa, mero etiam ac mixto impetio, reſſorto, & ſuperioritate omnimoda, aliiſque juribus univerſis & ſingulis, quæ in ipſa parte Pontis & fluvii, tam per terram quam per aquam, habebamus & habere poteramus ante datam præſentium litterarum, dedimus & conceſſimus, damuſque & concedimus per præſentes, regia authoritate, de noſtræ plenitudine poteſtatis, ex certaque ſcientia & gratia, nihil juris, reſſorti, ſuperioritatis, ſeu dominii in prædictis penitus retinendo. Damus igitur tenore præſentium in mandatis chariſſimo ac fideli fratri noſtro Duci Andegavenſi, locum noſtrum tenenti in partibus Occitanis, necnon Seneſcallo noſtro Bellicadri vel ejus Locumtenenti, ceteriſque juſtitiariis & officiariis noſtris præſentibus & futuris, & cuilibet eorumdem, quatenus prædictum ſummum pontificem ipſiuſque ſucceſſores dicta parte dicti Pontis, cum aliis ſupradictis per nos eidem conceſſis, perfecte gaudere & uti de cetero pacifice

ac

ac perpetuo faciant & permittant, omnia impedimenta circa hoc appoſita penitus amovendo, quæ nos etiam tenore præſentium amovemus. Quod ut firmum & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Datum in caſtro noſtro de Lupara Pariſiis die quinta menſis decembris anno Domini 1368., & regni noſtri quinto. Per Regem: Yvo (*Viſa & a dorſo regiſtrata*).

Num. X.

Cautionements prêtés par Louis XII. Roi de France aux Papes Paul II. & Sixſte IV., pour la bonne & fidéle adminiſtration du Cardinal Charles de Bourbon dans ſa légation d'Avignon.

1470. & 1472.

Nos LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex.

IN verbo regio promictimus, & ad ſancta Dei evangelia juramus, Nos facturos & efficaciter curaturos, quod chariſſimus & dilectiſſimus conſanguineus noſter Carolus Archiepiſcopus Lugdunenſis, & civitatis Avinionenſis ac comitatus Venaiſini pro beatiſſimo patre noſtro domino Paulo divina providentia Papa II. & ſancta Romana Eccleſia, ad ſupplicationem & requiſitionem noſtram, Gubernator cum poteſtate Legati de latere, uſque ad ipſius domini Papæ & apoſtolicæ Sedis beneplacitum deputatus,

cum omni integritate & munditia universis civibus & incolis civitatis & comitatus prædictorum bonam & expeditam justitiam ministrabit: quodque in commissa sibi gubernatione prædicta *tamdiu manebit, & illam ut præfertur exercebit, quamdiu idem dominus Papa permittet, aut ipsi Archiepiscopo de suæ Beatitudinis vel successorum ejus contraria voluntate constabit, & non ultra; ad omnemque ipsius domini Papæ aut successorum simplicem requisitionem vel mandatum, cum omni debita obedientia, illam absque contradictione dilatione sive aliqua difficultate dimittet*; & cui Beatitudini suæ aut successoribus ipsis placuerit, cum palatio omnibusque juribus & pertinentiis suis, assignabit cum effectu; omni quoque tempore *illa fideliter adimplebit, quæ iidem dñs Papa vel successores mandabunt*. In quorum omnium fidem & testimonium præsentes literas fieri jussimus, manus nostræ subscriptione, nostrique sigilli appensione communitas. Datum in oppido nostro Ambasiæ die 26. mensis septembris anno Domini 1470., & regni nostri decimo.

LOYS.

Per regem: De Moulins.

Nos LUDOVICUS &c. In verbo regio promittimus &c. domino Sixto divina providentia Papa IV. &c.

Datum apud Monasterium s. Florentii die 5. mensis junii anno Domini 1472. & regni nostri undecimo.

NUM. XI.

Acte, par lequel Charles IX. Roi de France prend Avignon & le Comtat ſous ſa défenſe, & s'engage a contenir leurs habitants dans la ſoumiſſion & obéiſſance, au St. Siége, pendant la légation d'un autre Cardinal de Bourbon.

1564. 4. Decemb.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, a tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſalut.

NOtre cher & bien amé le ſieur de Villeparisis, Chevalier de notre Ordre, Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos ordonances, & notre ambaſſadeur près notre St. Pére, Nous a faiſt entendre, que entre autres choſes, que notre St. Pére deſiroit, avant que confirmer la permutation de la légation d'Avignon, traictée entre nos tres chers & bien amés couſins les Cardinaux de Bourbon & Farneze, & bailler a notres couſins les proviſions neceſſaires, ſa ſainteté deſiroit, que nous promiſſions a lui, au St. Siége Apoſtolique, & a notre couſin le Card. de Bourbon, *prendre la ville d'Avignon, le Comté de Veniſſe, & autres terres du dit Eſtat d'Avignon en notre protection & ſauvegarde*; Et que en ce faiſant, nous promiſ-

miſſions tenir la main a ce que aulcun de la prétendue nouvelle Religion ne feiſt aulcun exercice d'icelle, ny ne veſquit autrement, que ſuivant l'antienne Relligion Catholique & Romaine au dit Avignon, & ſuivant la volonté de nôtre St. Pére; Et en cas qu'aucuns ſubjects d'Avignon & Comté de Veniſſe ſe trouvaſſent, qui ne vouluſſent a ce que deſſus obéyr, nous ayderions nôtre St. Pére & notre couſin le Cardinal de Bourbon de nos forces, ſi beſoin y echeoit, pour chaſtier & . . . ſſer les ſeditieux & rebelles, & faire de ſorte, que nôtre St. Péte, & nôtre couſin demeuraſſent obeys. POUR CE EST IL, que Nous deſirans faire cognoiſtre de plus en plus le zeelle & affection que nous avons tousjours a nôtre Relligion Catholique & Romaine, & au St. Siége Apoſtolique, & aux merites, vertus, proximité de ſang & degré, que nôtre couſin le Card. de Bourbon tient auprès de nous, SCAVOIR FAISONS, que nous, après avoir eu ſur ce l'advis de nôtre tres chere & tres honorée dame & mére, & des Princes de nôtre ſang, & gens de nôtre premier Conſeil, avons promis & promettons a nôtre St. Pére & au St. Siége Apoſtolique, tant que nôtre couſin le Card. de Bourbon ſera Légat d'Avignon & Comté de Veniſſe, que nous tiendrons la main & ferons de ſorte, que ſa ſainteté & nôtre couſin le Cardinal de Bourbon ſeront obeys au dit Avignon & au dit Comté en ce qu'ils ordonneront, tant pour le faict de la Relligion, qu'autres choſes: pourveu toutes fois, qu'ils ne ſoyent en prejudice de notre Couronne, & a proced-

cedder contre les ſedicieux & rebelles, les ayderons tant que la force & l'obeiſſance les en demeure. En ſoy de quoi nous avons ſigné les preſentes de nôtre main, & ycelles fait ſçeller de nôtre ſcel. Donné à Arles le quatrieme jour de decembre l'an mil cinq cents ſoixante quattre, & de nôtre regne le quatrieſme.

CHARLES.

Num. XII.

Accord fait entre les officiers des deux Cours pour le Sel, & ſon uſage dans Avignon & dans le Comtat.

1603. 5. Avril.

SUR les remonſtrances faictes par Monſ. M. François du Faure conſeiller du Roi, procureur general de ſa majeſté en la cour de Parlement du Daufin ſeant a Grenoble, a ce que conformément a l'intention de ſa majeſté *les ſubiects de notre St. Pere le Pape* ſe fourniſſent du ſel de la ferme du pays du Daufiné a un prix raiſonable, durant le temps de la nouvelle ferme, que le dit pays du Daufiné a obtenu de ſa dit majeſté, qui finira en l'année mil ſix cens treize, a eſté convenu & accordé entre Monſ. M. Laurens de Labeau Berard docteur éz droicts advocat & procureur general de ſa dit ſainteté en la Légation de ceſte ville d'Avignon, après en avoir conferé avec Mgr. Illuſtriſſime & Reve-

verendiſſime Charles de Comti Eveſque d'Anconne Baron Romain Vice-Legat & Gouverneur general de la dite Légation d'Avignon, & ſubs le bon plaiſir de ſa dite Sainteté d'une part, & le dit ſieur du Faure pour & au nom des gens des trois Eſtats du dit pays du Daufiné de l'autre, comme s'enſuit.

Que pour conſerver l'union reciproque & mutuelle intelligence, qui a eſté de tout tems & eſt entre ces deux Provinces, *les ſubjects de ſa dite Sainteté* ſeront tenus ſe fournir & uſer du ſel de la dite ferme du Daufiné & non d'autre, & les fermiers & autres officiers des greniers d'icelle ferme, eſtablis dans les terres de ſa dite Sainteté, ſeront auſſi tenus leur en bailler & fournir au prix de quatre livres douze ſols Tournois le minot au grenier du dit Avignon : & aux autres greniers du pays du Comtat a l'equipollent, eu eſgard ſeulement au port du ſel & qui en depend de ceſte dite ville d'Avignon en hault contremont la riviere du Roſne, ſur le quel prix ſa dite Sainteté prendra dix ſols Tournois pour minot ; procurant toutes fois, que la dite quantité neceſſaire pour le dit fourniſſement ſoit raiſonnablement limitée, ſans qu' *eux ſubjects de ſa Sainteté* en puiſſent prendre d'avantage, mais bien moins s' ils veulent, ou qu' ils puiſſent vendre donner ny contratter aucunement du dit ſel, ſi ce n'eſt qu' entr' eux pour leur uſage & dans le dit pays, & non entre aucuns eſtrangers ; ny que pareillement les dits ſubjects ou autres eſtrangers puiſſent debiter & tranſporter hors ou dedans icelluy pas autre ſel

que

que celluy de la dite ferme directement ou par indirect, & paſſé le temps d'icelle dite ferme les parties demeureront en meſme eſtat, qu'elles eſtoient avant ces preſentes.

Et pour ce ſeront continuées les proclamations & differences anciennement faictes en ceſte ville d'Avignon, que pays du Contat Venaiſſin, ſur le traffic commerce paſſage tranſport & debitement d'autre ſel ez dite ville & pays du Contat, ſur les peynes y contenues & autres telles qu'il plaira a mon dit Seigr. le Vice-Legat ordonner, & ſi beſoing eſt en faire de nouveau. Et pour la commodité des dits *ſubjects de ſa Sainteté* ſe continuera la forniture du ſel au grenier de Chateau-neuf Calcernier dict de Pape, ainſin que ſouloit fere de toute ancienneté ſubs le dit equipollent.

Ce que le dit Sr. Procureur moïennera faire aggreer & ratiffier aux dits ſieurs des trois Eſtats du dit pays du Daufiné, & après cela les dits ſieurs des trois Eſtats a ſa majeſté, s'il eſt beſoing, lors de la requiſition des officiers de ſa Sainteté, & leur en fournir la ratification aux deſpens du dit pays du Daufiné en bonne & dbue forme, en ce qui concernera l'expedition de la dite ratification tant ſeulement; & a tout evenement faire avoir tenir & entretenir le contenu cy deſſus, pendant que les dits ſieurs des Eſtats, ou autres qu'ils pourront ſubroger en leur lieu & place, ſeront jouiſſants de la dite ferme, moyennant la quelle ratification des dits Eſtats le dit ſieur Procureur general de ſa majeſté demeurera ſuffiſamment deſchargé de la preſente convention, tout ainſi que le dit ſieur Advocat general de ſa Sainteté,

té, en rapportant ſemblable ratification de mon dit Seigr. le Vice-Legat ; & ſeront rendus les preſentes originaux reciproquement de l'un a l'autre, des quels juſques au dit temps ils ſont demeurés chargés.

Faict en Avignon ce cinquieſme jour du mois d'apvril mil ſix cens & trois. L. de Labeau Advocat, & Procureur general de N. S. Pére en la cité & Légation d'Avignon. Du Faure Procureur general de ſa majeſté au Parlement de Grenoble pour & au nom des trois Eſtats du pays du Daufiné. Siffredi greffier.

NUM. XIII.

Lettres de naturalité accordée par Louis XIII. aux habitants d'Avignon, confirmatoires du même privilége concédé par ſes prédéceſſeurs, & particuliérement par François I.

1611. Mars.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, a tous preſents, & a venir ſalut.

A Nos chers & bien amez les conſuls & habitants de la ville d'Avignon & Comté Venaiſſin, nous ont fait remonſtrer par le premier & juſques au douzieme articles du cayer & requeſte, que le ſieur Paul Antoine de Dony eſcuyer de la dite ville, ſeigneur de Gault

Gault & de Beauchamps, gentilhomme ordinaire de nôtre chambre, premier conſul & deputé de celle ville, nous a preſentée de leur part au mois de decembre dernier, ſur la confirmation de leurs priviléges, que de tout temps ils ont été tres humbles, tres fidelles, & tres affectionez ſerviteurs au bien & ſervice de cette couronne, & l'ont toujours témoigné en toutes les occaſions, qui ſe ſont préſentées, même lors que l'Empereur Charles V. deſcendit en Provence avec une grande & puiſſante armée ; que le Roi François premier fut reçeu dans celle ville ; qu'il avoit dreſſé ſon armée, & tiré de la dite ville grande ſomme d'argent, & munitions de guerre, vivres & autres choſes neceſſaires pour s'oppoſer aux entrepriſes, que le dit Empereur avoit contre la dite province ; C'eſt pourquoy les Roix nos prédeceſſeurs en conſideration de ce, & des bons grands & ſignalez ſervices receus de la dite ville & des habitants d'icelle, & auſſi de la bonne intelligence & amitié, la quelle a eté de tout temps entre eux, les Papes, & le St. Siége Apoſtolique, ont toujours accordé *aux dits habitants ſujets de ſa Sainteté* pluſieurs grands priviléges, & *ſemblables qu'a leurs vrais ſujets*, regnicoles, & originaires : & ceux confirmées ſucceſſivement de regne en regne, & même par lettres patentes du dit Roi François premier, & confirmées par les Roix Henry ſecond, Charles neuf, & Henry troiſieme ; exemption des droits forains &c. . . . Les parties ouyes en nôtre Conſeil, & avec connoiſſance de cauſe ; Ce qui leur auroit eté confirmé par les dits Roix

François premier, Charles neuf, & Henry trois ; d'avantage qu'il auroit eté permis par les Roix nos dits prédeceſſeurs a la dite Ville & habitants d'icelle & leurs ſucceſſeurs, de pouvoir &c. . . . ſans payer aucuns droits forains, les ayant en tout, ce que deſſus, tenus cenſez & reputez comme nos propres ſujets : tous les quels priviléges &c. . . . le fermier de la foraine, qui eſt a preſent depuis ſon bail, ſous pretexte, que dans celuy il auroit fait mettre une clauſe portant revocation de tous priviléges, bien que telle revocation ne ſe puiſſe entendre pour eux ; parcequ' ils ont obtenu les dits priviléges, non ſeulement par le dit ſecours, mais moyennant vingtcinq mil ecus, qui feurent prêtez au dit Roi François premier pour la neceſſité de ſes affaires, & pour ainſi a titre onereux, qui ne ſe peut revoquer, auroit etabli des bureaux tout a l'entour de la dite ville d'Avignon & Comté Venaiſſin &c. . . .

A ces cauſes deſirans ſubvenir aux dits conſuls & habitants de la dite ville d'Avignon, & ceux gratifier, & favorablement traiter, autant qu' il nous ſera poſſible, *tant en conſideration de notre ſaint Pére le Pape, dont ils ſont ſujets*, que pour les bons & agreables ſervices, qu' ils ont faits aux feus Roix nos prédeceſſeurs, & ceux que nous promettons qu' ils continueront envers nous a l'advenir, & pour autres conſidérations a ce nous mouvans ; après avoir fait voir en nôtre Conſeil les dites lettres a eux octroyées par les Roix nos prédeceſſeurs, & notamment celles du dit feu Roi nôtre tres honoré ſeigneur & pére du

mois

mois de may mil cinq cens quattre vingt dix neuf : Arrêts de nôtre dit Conſeil du dit neuvieme ſeptembre mil ſix cens cinq, & trentieme juin mil ſix cens neuf: autres Arrêts donnez par nôtre dite cour des comtes le quinzieme may mil ſix cens trois, & onzieme mars mil ſix cens ſix, & autres pieces concernans les dits priviléges ; Nous, de l'advis de la Reine Régente nôtre tres honorée dame & mére, & de celuy de nôtre dit Conſeil, & de nôtre grace ſpéciale, pleine puiſſance & authorité royale, conformément auſſi aux reſponces par nous faites en nôtre dit Conſeil ſur les dits articles du dit cayer, dont l'extraict eſt icy attaché ſous le contreſcel de nôtre chancellerie ; avons aux dits conſuls & habitants de la dite ville d'Avignon continué & confirmé, continuons & confirmons tous & chacuns les dits priviléges & exemptions, qui leurs ont, comme dit eſt, été accordez, même par le dit feu Roi nôtre tres honoré ſeigneur & pére, ainſi qu'ils ſont particuliérement ſpecifiez en dits lettres patentes, qui leur ont été expediées au dit mois de may mil cinq cens quattre vingt neuf, & qui ont eté vérifiées en nos cours de Parlement, & chambres des comtes de Paris, & Parlement de Toulouſe ; & ceux & chacun d'eux, en tant que beſoin eſt ou ſeroit, leur avons de nouveau concedez & confirmez, concedons & confirmons par ces preſentes ſignées de nôtre main &c. . . .

Voulons & entendons auſſi, que les ſupplians jouiſſent pleinement des lettres de naturalité, pour être eux & leurs

ſucceſſeurs, nais & a nâitre, tenus & reputez *comme naturels François & nos propres ſujets*, & comme tels les avons déclarez & déclarons, avec pouvoir de tenir offices, benefices, & autres charges, poſſéder biens meubles & immeubles, y ſucceder, & demeurer en ceux & toutes les terres de nôtre obeiſſance, comme & tout ainſi, que nos dits vrais & propres ſujets originaires & regnicoles: & ce tant pour le paſſé, que pour l'advenir, & ſans que a l'occaſion du droit d'Aubéne &c. . . . A la charge de prendre confirmation de la dite naturalité des Roix, qui nous ſuccéderont, deux ans après le decéds de leurs prédeceſſeurs. Voulons &c. . . . que les dits ſupplians ſoient deſormais cenſez & reputez comme nos vrais & naturels ſujets, & nais en nôtre pais de Provence, ſans qu'ils puiſſent être conſtraints par nos fermiers, ni autres au payement &c. . . . Si donnons en mandement a nos amez & feaux les gens de nos cours de Parlement &c. Et a fin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre nôtre ſcel a ces dites préſentes, ſauf en autres choſes notre droit & l'autruy en tout. Donné a Paris au mois de mars l'an de grace mil ſix cens onze, & de nôtre regne le premier. (*Signé*, Louis; *& plus bas*, par le Roy en ſon Conſeil, la Reine Régente ſa mére préſente. Philippeaux; *& ſcellées du grand ſceau de cire verde ſur Lais de ſoye rouge & verde.*)

Num. XIV.

Concordat ſur les limites des territoires d'Avignon & de Provence.

1623. 30. Avril.

ARticles accordés entre Meſſire Octavio Corſini Archeveſque de Tarſe Nonce de ſa Sainteté près de ſa Majeſté tres Chreſtienne, Commiſſaire député de ſa dite Sainteté, & les Sieurs de Champigny conſeiller du Roi en les Conſeils d'Eſtat & privé, controlleur general de ſes finances, Depreaux conſeiller aux dits Conſeils d'Eſtat, chevalier & chancellier des Ordres de ſa majeſté, & de Marillac auſſi conſeiller aux dits Conſeils d'Eſtat & privé, Commiſſaires deputés de ſa dite majeſté, dont les pouvoirs ſont inſerés a la fin du preſent accord : pour raiſon des différents entre les habitants de la ville d'Avignon, & les ſujets de ſa majeſté de Provence, ſur les limites des terroirs de la dite ville d'Avignon & de Noves, de Chateaurenard, & autres lieux le long de la riviere de Durence, depuis le Pont de Bompas juſques au Rhoſne &c.

L'eau de la dite riviére faira ſéparation des Eſtats d'Avignon et de Provence, *demeurant neantmoins la Souveraineté de la dite eau a ſa Maieſté*, bien qu'elle paſsât la ligne du coſté d'Avignon; & les iſles & iſcles, qui ſe feront en la dite largeur de trois cents cannes, tant qu'elles ſeront environnées d'eau, & tant qu'elles ne ſeront unies & con-

contigues a la terre ferme du dit Avignon, appartiendront a ſa dite majeſté ; Comme de meſme les isles & iſcles, qui ſont & ſe fairont au deça la dite ligne du coſté d'Avignon, bien qu'elles ſoint environnées d'eau, *appartiendront en pleine Souveraineté a ſa dite Sainteté*.

La *propriété juriſdiction & ſouveraineté de tout le terroir, qui ſe trouvera deça la dite riviere du coſté d'Avignon*, ſoit en terre ferme, graviers, isles, iſcles, bois laiſsés, aſſablements, & atterriſſements juſques a l'eau courante de la dite riviére, a commencer du dit Pont de Bompas juſques au Roſne, & nottemmant le dit terroir prétendu par les dits de Noves du coſté d'Avignon, *appartiendra a ſa dite Sainteté & ville d'Avignon reſpectivement* ; comme de meſme tout ce, qui ſe trouvera au dela de la dite riviére du coſté de Provence de meſme nature, appartiendra a ſa dite Majeſté & Communauté de Provence en meſme juriſdiction & propriété.

Si la dite riviére deſcendant du coſté d'Avignon paſſe la ligne de cette part, les terres, qui ſeront enfermées entre la riviére & la ligne du coſté d'Avignon, *demeureront en la ſouveraineté de ſa dite Sainteté* ; & le cours & navigation de la dite riviére tousjours en la ſouveraineté du Roy ſeulement.

Si la dite riviére deſcendant du coſté de Provence paſſe la ligne du dit coſté tirant vers Taraſcon, ou autres lieux de Provence, la ligne du coſté de Provence en ce cas ſervira de frontiére entre Provence & Avignon, ſans

que

que la ſouveraineté de ſa Sainteté s'étende outre icelle.

Toutes aſſignations & collocations faites par les officiers de ſa dite Majeſté au deça la dite riviére du coſté d'Avignon, & a l'endroit du terroir prétendu par les dits du Noves en faveur des créanciers de la dite Communauté, ſeront de nul effect & valeur, & comme ſi jamais n'avoient eſté faits ; & non obſtant icelles le dit terroir appartiendra aux dits d'Avignon, *& la ſouveraineté a ſa dite Sainteté, comme dit eſt.*

Les dits ſieurs députés promettent de faire ratifier le preſent Traité par ſa Sainteté, & Majeſté, & en fournir les lettres de ratification dedans trois mois, & de faire enregiſtrer le preſent accord en la cour de Parlement a Aix. Fait & paſsé a Fontainebleau le dernier jour d'avril mil ſix cens vingtrois.

Octavius Archiepiſcopus Tharſen. Nuntius Apoſtolicus.

Bernard Champigny, de Marillac, de Laubeſpine.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, a nos amés & feaux les ſieurs de Champigny controlleur general de nos finances, Depreaux chevalier & chancellier de nos Ordres, De Marillac conſeillers en nôtre Conſeil d'Eſtat, ſalut. Ayant toujours deſiré l'accommodement des differents, qui ſont *entre nos ſujets de Noves* en nôtre pays de Provence, *& ceux de notre ſaint Pére le Pape*

Pape de la ville d'Avignon & Comté Venaiſſin, ſurvenus à a cauſe des limites & bornes des terres de la dite ville d'Avignon & ceux du dit Noves, Chateaurenard, & autres lieux eſtans le long de la riviére de Dureuce du coſté de nôtre dit pays de Provence, Nous aurions commis a pluſieurs & diverſes fois aucuns de nos principaux officiers, pour avec les Commiſſaires députés par ſa Sainteté aviſer aux moyens convenables pour les terminer; A quoy ils auroient travaillé en telle ſorte, que demeurans d'accord de certains points, ils n'ont peu convenir entiérement des autres pour pluſieurs difficultés qui ſe ſont rencontrées, ſoit en la validité des pouvoirs des Commiſſaires ou autrement; mais conſidérant que la continuation des dits différents pourroit apporter de l'alteration entre nos dits ſujets, contre ce qui eſt de nôtre intention, Nous avons eſtimé a propos, affin de conſerver & entretenir entre eux la bonne union amitié & intelligence, que nous avons toujours deſirée, de faire de nouveau conferer & traicter des dits différents par aucuns des principaux de notre Conſeil, avec celuy ou ceux qui ſeront députés de la part de nôtre dit ſaint Pére. Au moyen de quoy eſtant néceſſaire de commettre quelques perſonnages, ſur la ſuffiſſance & capacité des quels nous puiſſions nous repoſer de l'accommodement de cette affaire, ſcachant pour cet effect ne pouvoir faire plus digne election que de vos perſounes, tant pour l'affection que portez au bien de nôtre ſervice & de cet Eſtat, que pour la particuliére connoiſſance que vous

avez

avez des dits différents. A ces cauſes Nous vous avons commis deputés & ordonnés, commettons deputons & ordonnons par ces preſentes ſignées de noſtre main, pour avec les Députés de nôtre dit ſaint pére le Pape conferer & traitter de tous les dits différents & pretentions, qui peuvent eſtre repreſentées de part & d'autre, iceux régler arreſter & terminer entierement, y procedant en telle ſorte, que noſtre authorité & droits y ſoint conſervés, & ceux de nos dits ſujets. Voulons, que ce qui ſera par vous fait geré negotié & arrêté en l'accommodement des dits differents, ſoit ſuivi gardé & obſervé de point en point, promettant l'avoir pour agreable, tenir ferme & ſtable, confirmer ratiffier & approuver, pour avoir telle force & vertu, que s'il eſtoit par Nous fait en nôtre Conſeil. De ce faire vous avons donné, & donnons plein pouvoir, authorité commiſſion & mandement ſpécial par ces dites preſentes, car tel eſt noſtre plaiſir. Donné a Fontainebleau le dixieme jour d'avril l'an de grace mil ſixcents vingt trois & de nôtre regne le troizieſme (*ſigné*: Louis; & *plus bas*: Par le Roy Comte de Provence, Phelipeaux; & *ſeellé du grand ſceau de cire jaune ſur ſimple queue*). O. Archiepiſcopus Tharſen. Nuntius Apoſtolicus, Bernard Champigny, de Laubeſpine (*ainſin ſignés a l'original*).

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes &c. a tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſalut. Le deſir que

nous avons tousjours eu d'entretenir *nos ſubjects* en amitié & bonne intelligence *avec ceux de noſtre ſaint Pére le Pape*, nous a fait rechercher avec ſoin les moyens convenables, pour terminer les différends, qui eſtoient *entre nos ſubjects de Noves* en noſtre pays de Provence, *& ceux de noſtre ſaint Pére de la ville d'Avignon*, pour raiſon des limites & bornes des terres de la dite ville & ceux du dit Noves Chaſteauregnard, & autres lieux; Pour cet effect nous avions député a pluſieurs & diverſes fois de nos officiers, pour avec ceux, qui ſeroint commis de la part de noſtre dit ſaint Pére, vacquer a l'accommodement des dits différends: mais les conférences qu'ils ont tenues pour y parvenir eſtant demeurées inutiles & infructueuſes, Nous nous ſerions reſolus, depuis n'a gueres, de commettre de rechef quelques perſonnages d'aucthorité & des principaux de nôtre Conſeil, pour conférer de nouveau avec les depputés de noſtre dit ſaint Pére, & aurions pour ce fait choix de nos amés & feaux les ſieurs Champigny controlleur general de nos finances, Depreaux chevalier & chancelier de nos Ordres, & de Marillac conſeiller en nôtre dit Conſeil d'Eſtat & cour, aurions pour ce fait expedié nos Lettres de commiſſion du dixiéme avril dernier, leſquels s'eſtant aſſemblés a cette fin avec nôtre amé & feal le Sieur Archevêque de Tarſe Nonce de nôtre dit ſaint Pére près nôtre perſonne, ils auroient, ſuivant ce pouvoir que nous leur en aurions donné, traicté accordé & terminé tous les différends deſſus dits, & redigé par eſcrit par articles ce qu'ils

ont

ont reſolu ſur iceux . Les quels articles ont eſtés confirmés & ratiffiés par nôtre dit ſaint Pére le Pape . Au moyen de quoy deſirans auſſi de nôtre part faire le ſemblable , a ces cauſes , après avoir fait revoir en nôtre Conſeil les dits articles , cy avec la ratiffication de nôtre dit ſaint Pére attachés ſoubs le contreſcel de nôtre Chancelerie , de l'advis d'iceluy , & de nôtre certaine ſcience , pleine puiſſance & auctorité Royalle & Provinçialle , Nous avons iceux articles , & tout ce qui a eſté fait géré & négotié pas les dits Commiſſaires en cette occaſion , loué agrée confirmé ratiffié & approuvé , louons agreons confirmons ratiffions & approuvons par ces préſentes ſignées de nôtre main . Voulons , ordonnons , & nous plaiſt , qu'ils ſortent leur plein & entier effect , & ſoient ſuivis & gardés inviolablement de point en point , ſans qu' il y ſoit contrevenu en aucune maniere , & y donnons en mandement a nos amés & féaux les gens tenants nôtre Cour de Parlement , Cour des comptes , aides & finances d'Aix , & autres nos juſticiers & officiers qu' il appartiendra , que ces preſentes nos Lettres de ratification enſemble les dits articles & autres actes y attaſchés ils faſſent publier & enregiſtrer garder & obſerver , & de tout le contenu en iceux jouir & uſer nos ſubjects du dit Noves pleinement & paiſiblement , ceſſant & faiſant ceſſer leurs troubles & empeſchements au contraire . Mandons a nos Procureurs generaux en nos dites Cours faire pour l'enregiſtrement des dits articles de nos dites Lettres

de ratification & autres actes y attachés, toutes pourſuites & perquiſitions néceſſaires ; car tel eſt noſtre plaiſir. En temoing de quoy nous avons fait mettre noſtre ſcel a ces dites preſentes. Donné a Paris le jour ... de juing l'an de grace mil ſix cents vingt trois, & de noſtre regne le quatorzieſme. Par le Roi Comte de Provence : Phelypeaux.

Num. XV.

Article XIV. du Traité fait a Piſe entre les Plenipotenciaires du Pape Alexandre VII. & de Louis XIV. Roi tres-chrétien.

1664. 12. Fevr.

LE Roi tres Chreſtien, immediatement après que le Legat aura eſté veu de ſa Majeſté, *remettra le Pape & le ſaint Siége Apoſtolique en poſſeſſion de la ville d'Avignon & du Comtat Venaiſſin, avec toutes leurs appartenances & dependances ; & fera caſſer & annuller tous actes, & arreſts, & tout ce qui a eſté fait par le Parlement d'Aix touchant cette affaire, faiſant lever tous obſtacles, a fin que le ſaint Siége Apoſtolique en puiſſe jouir comme auparavant.*

Les habitants de la ville d'Avignon & du Comtat Venaiſſin, de quelque eſtat qualité condition & ſexe qu'ils ſoyent, tant eccleſiaſtiques que laics, nobles ou roturiers, ſans exception d'aucune perſonne qui ſoit originaire

re de la dite ville ou du dit Comtat, ou qui s'y ſoit domicilié, ou qui y poſſéde des biens meubles ou immeubles, feodaux, ou allodiaux, ſous quelque pretexte que ce ſoit, ne pourront eſtre inquiétés, pourſuivis, ni recherchéz d'aucune choſe arrivée en la dite ville & au dit Comtat, depuis le 20. d'aouſt 1662. juſqu'au jour, que le Roi tres Chreſtien remettra le Pape & le ſaint Siége en poſſeſſion de la dite ville & Comtat.

Les dits habitants joüiront d'une pleine paiſible & tranquille ſureté, en vertu & par le bénéfice du préſent Traité; & ſa Sainteté donnera de bonne foy, ſans reſerve aucune, ni tacite ni expreſſe, tous les ordres édits declarations & aſſeurances, qui ſeront deſirées par ſa majeſté, afin que les habitans d'Avignon & de tout le dit Comtat, directement ou indirectement, virtuellement ou expreſſement, compriſes ſous les clauſes appoſées au comencement du preſent article, tant de la ville d'Avignon & des autres villes du dit Comtat, que des Communautés bourgs chaſteaux & autres lieux ſubalternes de l'étenduë d'iceluy, ne puiſſent recevoir aucun trouble peine ni condamnations des officiers de ſa Sainteté, ſoit en jugement ou hors de la, ni en leurs biens ni en leurs perſonnes, en haine reſſentiment ou vengeance de tout ce qui s'eſt fait & paſsé en la dite ville & au dit Comtat en conſéquence de l'affaire arrivée dans Rome le 20. d'aouſt 1662. Et pour l'exécution de toutes les clauſes exprimées ci deſſus, ſa Sainteté donnera les dites expeditions

en

en la meilleure forme & la plus authentique, que ſa majeſté tres Chreſtienne eſtimera neceſſaire pour la ſeureté & indemnité des habitants d'Avignon, & de tout le dit Comtat, comme il eſt dit ci deſſus.

Et ſa Saincteté conſidérant, qu'il n'y a qu'un Juge en Avignon, & un autre pour tout le Comtat, leur donnera des aſſeſſeurs, afin qu'a l'avenir la juſtice y ſoit mieux adminiſtrée.

Num. XVI.

Déclaration de Louis XIV. caſſant & annullant les Arrêts du Parlement d'Aix, ainſi que tous les actes faits en conſéquence de la priſe d'Avignon de 1662.

1664. 31. Juill.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, a tous ceux qui les preſentes lettres verront, ſalut.

PAR le Traicté fait a Pize le douzieſme febvrier dernier entre les plenipotentiaires de notre ſaint Pére le Pape & les noſtres, & que nous avons depuis ratifié, il eſt porté qu'auſſi toſt, que nous aurions veu noſtre tres cher couſin le Cardinal Chigi, qui devoit venir vers nous en qualité de Légat, *nous ferions remettre ſa Saincteté & le*

ſaint

ſaint Siège Apoſtolique en poſſeſſion de la ville d'Avignon & du Comtat Venaiſſin avec toutes leur appartenances & dependances, faiſant lever tous obſtacles affin que *le dit ſaint Siège en puiſſe jouir comme auparavant* ; & ſa Sainteté ayant de ſa part fait expédier les bulles, que nous avons reçues de noſtre dit couſin le Cardinal Legat pour l'amniſtie & l'entiere ſeureté & indemnité de tous les habitants de la dite ville d'Avignon & du dit Comtat, *aboliſſant la memoire de tout ce qui peut eſtre paſſé au prejudice de ſa Sainteté & du dit ſaint Siège, depuis le 20. d'aouſt 1662. juſqu'au jour de la remiſe du dit Eſtat entre ſes mains*, noſtre intention eſt d'accomplir auſſi fort ponctuellement de noſtre part les conditions du dit Traicté, & de ne rien obmettre de tout ce qui dépendra de nous pour cet effect. A ces cauſes & autres a ce nous mouvans, nous avons par ces préſentes ſignées de notre main *révoqué, & révoquons tous jugemens, arreſts, & aultres actes qui ont eſté rendus* par noſtre cour de Parlement d'Aix depuis le 20. d'aouſt 1662. juſques a ce jour d'huy, touchant la dite ville d'Avignon & Comtat Venaiſſin, enſemble tout ce qui s'en eſt enſuivi, *tous leſquels actes*, jugements, arreſts, & procédures, meſme la priſe de poſſeſſion qui a été faite en noſtre nom des dites ville & Comtat, *Nous avons déclaré & declarons nuls & de nul' effect & valeur*. Voulons que ſa Saincteté & le dit ſaint Siége Apoſtolique ſoyent inceſſamment reſtablis en poſſeſſion de la dite ville & du dit Comtat avec toutes leur appartenances & dependeanc-

deances, *pour en jouir tout ainſi, & en la meſme maniere, qu'ils feſoient avant le dit jour* 20. *aouſt de la dite année* 1662., *& comme ſi les dits arreſts & aultres actes n'avoient point eſté donnez*. Si donnons en mandement a nos amez & feaux les gens tenans noſtre cour de Parlement d'Aix, que ces preſentes ils ayent a faire enregiſtrer, & leur contenu exécuter & faire exécuter, ſelon leur forme & teneur; car tel eſt noſtre plaiſir. En teſmoing de quoi nous avons fait mettre noſtre ſcel a ces dites préſentes. Donné a Fontainebleau le 31. jour de juillet 1664. l'an de grace mil ſix cens ſoixante quatre, & de noſtre regne le vingt deuxieme.

De Lionne &c.

Num. XVII.

Num. XVII.

Déclaration du Roi tres Chreſtien ſur la reſtitution de la Ville d'Avignon, & du Comtat Vanaiſſin, faite au St. Siége, donnée le 3. jour du mois de novembre 1689. avec l'Arreſt d'enregiſtrement du Parlement de Provence; portant caſſation & annullation de touts Arrêts & actes faits en conſéquence de la priſe de cette ville de l'an 1688.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, a tous ceux qui ces preſentes lettres verront, ſalut.

AYant pleu a Dieu donner a ſon Egliſe par l'exaltation du Pape Alexandre VIII. un Pére comun, qui a toutes les grandes qualités & les bonnes intentions néceſſaires pour la gouverner ſagement, & *a la ſatisfaction de tous ceux, qui ſont ſoumis a l'Egliſe Catholique Apoſtolique & Romaine*, Nous avons auſſy reſolu de continuer a luy donner toutes les marques de noſtre reſpect filial pour ſa perſonne, & de noſtre zéle pour le ſaint Siége, qu'il remplit ſi dignemènt. C'eſt dans cette veüe, que nous aurions réſolu *de faire remettre ſa Sainteté en poſſeſſion de la ville d'Avignon & du Comtat Venaiſſin* avec toutes leurs appartenances & dependances, & *de faire lever tous les obſtacles, qui pourroient empecher noſtre dit ſaint Pére, & le*

ſaint Siége d'en jouir comme ils ont fait avant nos ordres du troiſiéme ſeptembre mil ſix cents quatre vingts & huict, & l'Arreſt de noſtre cour de Parlement de Provence du deuxieſme octobre ſuivant. A ces cauſes & autres à ce nous mouvants, *nous avons*, par ces preſentes ſignées de noſtre main, *révoqué*, & *révoquons les dits ordres* du troiſieſme ſeptembre, le dit Arreſt du deuxieſme octobre mil ſix cents quatre vingts & huit, & *tous jugements, Arreſts, & actes, qui ont eſté rendus par noſtre cour du Parlement d'Aix* depuis le dit jour deuxieſme octobre 1688. juſques à ce jour d'huy, touchant la ville d'Avignon & Comtat Venaiſſin, *enſemble tout ce qui s'en eſt enſuivi. Tous les quels actes*, jugemens, arreſts, procedures, meſme la priſe de poſſeſſion qui a eſté faite en noſtre nom de la dite ville & Comtat Venaiſſin, *nous avons declaré & declarons nuls & de nul effect & valeur*. Voulons, que ſa Sainteté & le ſaint Siége apoſtolique ſoyent inceſſamment reſtablis en poſſeſſion de la dite ville & du dit Comtat, avec toutes leurs appartenances & dependances, *pour en jouir tout ainſi, & en la meſme maniere, qu'ils faiſoient avant le deuxieſme octobre* 1688., & comme ſi les dits arreſts & autres actes n'avoient point eſté donnés. Si donnons en mandement a nos amés & feaux les gens tenants noſtre dite cour de Parlement d'Aix, que ces dites préſentes ils ayent a faire enregiſtrer, & leur contenu exécuter & faire exécuter en ce qui les concerne, ſelon leur forme & teneur; car tel eſt noſtre plaiſir. En teſmoin

moin de quoy nous avons fait appoſer noſtre ſcel. Donné a Verſailles le troiſiéme jour de novembre l'an de grace 1689., & de nôtre regne le 47. (*ſigné:* Louis; *& ſur le reply:* Par le Roy Comte de Provence, Colbert; *& ſcellé du grand ſceau de cire jaune*).

Extraict des Regiſtres du Parlement. Veu par la cour, les chambres, aſſemblées la Declaration du Roy, par la quelle ſa majeſté remet la ville d'Avignon & Comtat Venaiſſin entre les mains de noſtre ſaint Pére le Pape, donné a Verſailles le troiſieſme novembre préſent mois, ſignée Louis, & ſur le reply: Par le Roy Comte de Provence, Colbert; & ſçellée du grand ſçeau de cire jaune, Ouy le Procureur general du Roy en ſes concluſions verbales requerant l'enregiſtrement pur & ſimple de la dite Declaration, & le rapport de mre. Charles de Lombard & de Gourdon Marquis de Montaureoux conſeiller du Roy, doyen en la cour, tout conſidéré, dit a eſté, que la cour, les chambres aſſemblées, a ordonné & ordonne, que la dite Declaration ſera enregiſtrée ez regiſtres de la cour, pour eſtre gardée, obſervée, & exécutée ſelon ſa forme & teneur. Publié a la barre du Parlement de Provence ſeant a Aix le dixſeptieſme novembre 1689. (*Collationnée*) Imbert.

NUM. XVIII.

Arrêt du Conſeil privé du Roi Louis XIV. dans la Cauſe territoriale du Sieur de Maillane, dûement ſignifié & exploité, par lequel le domaine & juriſdiction du St. Siége dans l'Etat d'Avignon ſont pleinement reconnus.

1655.

Extrait des Regiſtres du Conſeil privé du Roi.

SUR la Requeſte preſentée au Roi en ſon Conſeil par les conſuls & habitants de la ville d'Avignon conenant, qu' encore que *la dite ville ny les habitants d'icelle ne ſoint juſticiables, & ne recognoiſſent autres juges que le ſieur Vice-Légat de noſtre ſaint Pére le Pape, qui en eſt ſouverain*, neantmoins ſur la plainte faicte par M. Louis de Porcelet Marquis de Maillane au Parlement d'Aix de quelques prétendus déſordres & excés commis en une ſienne maiſon ſituée en la dite ville d'Avignon le 29. decembre 1653. par quelques habitants d'icelle, le dit Parlement en a pris cognoiſſance, faict informer, & meſmes a donné Arreſt le 16. decembre dernier 1654. qui porte, que le dit Porcelet propoſera le contenu de ſa requeſte de querele en jugement, & qu'elle ſera ſignifieé aux dits ſupplians pour y ve-

y venir deffendre, *qui eſt une entrepriſe du tout extraordinaire ſur l'authorité de ſa Sainteté & ſur ſa juſtice*; car ſi le dit ſieur de Maillane a quelque choſe a prétendre ou demander contre les ſupplians, pour raiſon des dits prétendus déſordres excez domages & intérêts, il s'eſt deub pourvoir par devant le dit ſieur Vice-Légat, *& non pas au dit Parlement d'Aix, qui eſt du tout incompetant; puiſque les ſupplians ne ſont pas ſoubmis a ſa juriſdiction, & ne le recognoiſſent en façon quelconque, eſtant inouy qu'on puiſſe obbliger les ſubjects de ſa Sainteté de plaider ailleurs, que par devant ſes juges naturels*, principalement pour choſes, qui ſont ſurvenues en la dite ville, & qu'on prétend avoir eſté commiſes par les habitants d'icelle. A ces cauſes requeroint les dits ſupplians, qu'ils pleuſt a ſa majeſté caſſer & annuller toute la procédure faicte par le dit Parlement d'Aix a la pourſuite du dit ſieur de Maillane & ſon fils contre les dits ſupplians particuliers & habitants de la dite ville d'Avignon, le dit arreſt du 16. decembre dernier 1654., & tout ce que pourroit eſtre fait en conſéquence d'iceluy, ce faiſant deſcharger les dits ſupplians de l'aſſignation a eux donnée par devant le dit Parlement, luy faire inhibitions & défenſes, & a tous autres juges de ſa majeſté, de cognoitre du ſubject dont eſt queſtion, & aux dits ſieurs de Maillane pere & fils & tous autres d'y faire pourſuites, ſauf a eux a ſe pourvoir par devant le dit ſieur Vice-Legat & autres juges de la dite ville, ainſin qu'ils verront bon eſtre.

Veu

Veu la dite Requeſte, copie collationée du dit Arreſt du Parlement d'Aix du 16. decembre 1654. avec la commiſſion & exploict de ſignification & aſſignation au bas ; & autres piéces jointes a la dite Requeſte ; ouy le rapport d'icelle faict par le ſieur d'Albertas commiſſaire à ce deputé, & tout conſideré, *le Roi en ſon Conſeil ayant eſgard a la dite reſquete, & ſans avoir eſgard a l'Arreſt du Parlement de Provence* du ſeizieme decembre dernier, a deſchargé & deſcharge les ſupplians de l'aſſignation a eux donnée au dit Parlement, ſauf au dit de Maillane de ſe pourvoir par devant les officiers de la Légation d'Avignon ainſin qu'il verra a faire. Faict au Conſeil privé du Roi tenu a Paris le 15. janvier mil ſix cents cinquante cinq, (Collationé) de Mons (ainſin ſigné).

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, au premier des huiſſiers de nos Conſeils, ou autre notre huiſſier ou ſergent. Sur ce requis nous te mandons & enjoignons, que l'Arreſt de noſtre Conſeil, dont l'Extraict eſt cy attaché ſoubs le contreſçel de notre chancellerie, ce jour d'huy donné, ſur la Requeſte preſentée par les conſuls & habitants de la ville d'Avignon, tu ſignifies a Louis de Porcelet Marquis de Maillane y denommé, & a tous autres qu'il appartiendra, a ce que n'en pretendent cauſe d'ignorance, leur faiſant de part nous tres expreſſes inhibitions & déffences d'y contrevenir, a peine de tous deſpens dommages & intérêts, & pour

& pour contraire exécution de notre dit Arreſt tout autres actes & exploicts requis & néceſſaires, ſans pour ce demander autre permiſſion ny *pareatis* : car tel eſt nôtre plaiſir. Donné a Paris le quinziéme jour de janvier l'an de grace mil ſix cents cinquante cinq, & de notre regne le douziéme. Par le Roi Comte de Provence en ſon Conſeil. De Mons (*ainſin ſigné avec les ſceaux de ſa majeſté en cire jaune*).

Teneur des exploicts faicts aux Procureurs generaux du Parlement de Provence.

L'an mil ſix cents cinquante cinq & le 15. jour du mois de mars, en vertu de l'Arreſt rendu par le Roi & nos ſeigneurs de ſon privé Conſeil, a la pourſuite des conſuls & habitants de la ville d'Avignon, remonſtrants *n'eſtre juſticiables, que du ſieur Vice-Légat d'Avignon & de notre ſaint Pére le Pape, & non des nos ſeigneurs de Parlement de ce pays*. Sur quoy eſt ordonné, que ſans avoir eſgard a l'Arreſt du dit Parlement du ſeize decembre dernier, a deſchargé & deſcharge les dits ſieurs conſuls de l'aſſignation a eux donnée au dit Parlement par Meſſire Louys de Porcelet Marquis de Maillane, ſauf a iceluy de ſe pourvoir par devant les officiers de la Légation du dit Avignon, ainſin qu'il verra à faire, du quinſieme janvier dernier, lettres ſur icelluy levées deubement ſcellées en cire jaune, & ſignées par le Roi Comte de Provence en ſon Conſeil, de Mons, en datte du jour du dit Arreſt, & a la requeſte des dits ſieurs conſuls & habitants du dit Avi-

gnon.

gnon. Nous Honoré Meynier huiſſier en la cour de Parlement de ce pays de Provence ſoubſigné, avons ſignifié & mis en notice, & faict les déffences y portées, a meſſieur les Procureurs generaux du Roy au dit Parlement, parlant a la perſonne de Maitre François de Gantes ſieur de Val Bonete un d'iceux dans ſon parquet, lequel a requis copie bailleé par nous dit huiſſier, tant des dites lettres, que du preſent exploict. Megnier.

Du lendemain meſme ſignification, & aux fins que deſſus, a eſté faicte a Monſieur le Procureur géneral de Vergons, parlant a lui dans ſon parquet, par nous Meynier, ainſin ſigné.

NUM. XIX.

Extrait du Traité paſſé entre les deux Cours pour le Tabac & les Toiles peintes d'Avignon & du Comtat.

1734.

Articles du Reglement, qui doit eſtre fait pour défendre dans Avignon & le Comtat Venaiſſin la fabrique & le commerce des toiles peintes, y etablir le droit & le privilége de la vente excluſive du Tabac, & aſſurer les conditions & l'exécution du bail, qui doit eſtre paſſé aux fermiers generaux de ſa Majeſté tres Chrétienne, en conſéquence du Traité de ce jour, au quel le preſent Projet ſera & demeurera annexé.

SA Sainteté *ordonnera* en conſéquence *a tous ſes ſuiets*, & autres de quelque qualité & condition qu'ils ſoyent, qui auront dans leur poſſeſſion dans l'étendue de l'Etat d'Avigon & Comtat Venaiſſin des Tabacs en feuille, en corde, en poudre, ou autrement fabriqué, de les déclarer dans le courant du préſent mois de mars en la forme & dans les lieux dont on conviendra, pour eſtre les dits Tabacs livrés & remis dans le courant du mois d'avril ſuivant, dans les magazins du fermier, lequel ſera tenu

d'en payer la valeur aux proprietaires aux prix cy après &c.

Sa Sainteté, conformément a l'article quatrieme du Traité ſigné cejour d'huy, autoriſera le fermier a établir des magazins, bureaux & entrepoſts en tel nombre, villes, & lieux, qu'il jugera a propos, pour la vente en gros & en detail des Tabacs de toutes eſpéces; & elle défendra a tous officiers & autres perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoyent de les troubler, ni ſes Commis, dans leurs établiſſements & fonctions, a peine de deſobeiſſance & de tous dépens dommages & intérêts.

Elle ordonnera, que *tous & chacun de ſes ſujets*, & autres qui ſeroient trouvés ſaiſis, ſoit ſur eux, ſoit dans les lieux de leurs domiciles, ou traſportants & conduiſant dans l'étendue de l'Etat d'Avignon & Comtat Venaiſſin des Tabacs de contrebande & Toiles peintes, ſeront outre les confiſcations cy devant mentionnées, condamnés, ſçavoir, pour le Tabac en trois cinquiémes de marcs d'argent d'amende pour chacune livre de Tabac, depuis une livre juſqu'a dix: En dix marcs d'argent d'amende depuis dix juſqu'a cinquante livres de Tabac; & en vingt marcs d'argent d'amende au deſſus de cinquante livres peſant de Tabac; Et pour les toiles peintes, en dix marcs d'argent d'amende: le tout pour la premiere fois; les quelles amendes ſeront doublées pour la ſeconde fois, & ainſi augmentées a proportion des reſcidives.

Sa Sainteté défendra *a tous ſes ſujets*, & autres de quelqu' etat & condition, qualité & profeſſion qu' ils

ſo-

ſoyent, meſme aux Communautés, d'enſemencer, planter, & cultiver, a compter du premier avril prochain aucuns Tabacs dans leurs terres, jardins, vergers, & autres lieux, ſitués dans l'étendue de l'Etat d'Avignon & Comtat Venaiſſin, ſous quelque prétexte & dénomination que ce puiſſe être, a peine de confiſcation, & d'être en outre les cultivants, qui jouiront ou feront valoir actuellement, ſoit a titre de proprieté, ou de fermage, les terres enſemencées ou plantées en Tabac, condamnés en l'amende de trente marcs d'argent & autres peines, ſuivant ce qui ſera jugé par Monſieur le Vice-Légat : de l'autorité du quel, & par les officiers de ſa Sainteté ſeront faites toutes recherches & perquiſitions &c.

Le preſent Projet de Reglement contenant vingt ſix articles a été par nous Commiſſaires de ſa Sainteté, & de ſa Majeſté tres Chrétienne convenu & arrêté, conformément a l'article cinq du Traité par nous ſigné ce jour d'hui, auquel il demeurera annexé. En foy de quoy nous en avons ſigné deux Exemplaires uniformes. Fait a Paris le onze mars mil ſept cent trentequatre.

Ranieri d'Elci Arciv. di Rodi &c.

Roüillé.

NUM. XX.

Bulle du Pape Gregoire XI. qui garantit la poſſeſſion d'Avignon & du Comtat pour le St. Siége.

1376.

GREGORIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI

Ad futuram rei memoriam.

URget nos charitas ſponſæ Chriſti, ut ejus jura atque bona volentibus, præſumptuoſis auſibus ac reprobis invadere ſeu uſurpare conatibus, curemus opportunis remediis obviare. Sane dudum, tam nos, quam nonnulli prædeceſſores noſtri Romani Pontifices in die Jovis ſancta, & aliàs adverſus omnes qui per ſe vel alium ſeu alios, directe vel indirecte, ſub quocumque titulo ſeu colore, Civitatem noſtram Avinionenſem ejuſque territorium, & Comitatum Venaiſſini, ad nos & Romanam Eccleſiam nullo medio pertinentes, necnon alias civitates, caſtra, villas, terras, & loca, ac jura quælibet ejuſdem Eccleſiæ Romanæ, vel aliqua, ſeu aliquid ipſorum, ſeu alicujus eorum partem, ſcienter occuparent & detinerent occupata, varios proceſſus fecimus, diverſas excommunicationes & anathematis ſententias continentes, hujuſmodi ſententiarum abſolutione eidem Sedi reſervata. Cum autem ſicut

do-

dolenter referimus, & pluribus eſt manifeſtum, in diverſis mundi partibus ſint quamplures, qui gloriantur cum male fecerint, & ſæpius aliorum terras etiam quandoque ejuſdem Romanæ Eccleſiæ invadere, deſtruere, & ibidem prædari, ut de aliis malis innumeris taceamus, non formidant. Nos in iis, nobis & ipſi Romanæ Eccleſiæ ſponſæ noſtræ ſalubriter providere volentes, univerſis & ſingulis clericis & laicis cujuſcumque conditionis, ſtatus, ordinis, dignitatis, vel præeminentiæ fuerint, etiamſi Pontificali, vel Imperiali, ſeu Regali, aut alia quacumque præfulgeant dignitate, vel univerſitatibus, communitatibus, & civitatibus quibuſcumque, auctoritate Apoſtolica diſtrictius inhibemus, & expreſſe præcipimus, ne hujuſmodi Civitatem noſtram Avinionenſem, ejuſque territorium, Venaiſſini, ac Valentini, & Viennenſis, qui a nobis & Romana Eccleſia tenentur in feudum, Comitatus, ſive quaſcumque alias terras aut loca, quæ a nobis & ipſa Romana Eccleſia, ratione dictorum Comitatuum, mediate vel immediate, tenentur in feudum, aut aliquorum ſeu alicujus eorum partem, per terram vel per aquam, quocumque colore quæſito, cum ſtipendiis aut ſine ſtipendiis, invadere vel offendere, aut propter hoc exhibere ſtipendia, ſive navigia dare, locare, commodare, aut titulo quocumque concedere, ſeu remigare in eis, quoviſmodo præſumant, ſive præſtare ſuper iis præſumptoribus ipſis auxilium conſilium vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte; alioquin in omnes & ſingulos, qui contra hujuſ-

modi inhibitionem aut mandatum noſtrum venire præſumpſerint, etiamſi ut prædicitur Pontificali, aut Imperiali, ſive Regali, ſeu quavis alia præfulgeant dignitate, excommunicationis, quam eò ipſo volumus eos incurrere, ſententiam promulgamus; eorumque terras, & loca, & quaslibet alias communitates, ac univerſitates, & civitates, contra præmiſſa vel eorum aliqua attentantes, eccleſiaſtico ſupponimus Interdicto &c. Non obſtantibus, ſi eorum aliquibus, aut ſtatui, conditioni, & dignitati, ordini, ſeu perſonis, a prædicta Sede indultum exiſtat, quod generalibus ſententiis non ligentur, quodque interdici, ſuſpendi, vel excommunicari non poſſint, etiam per literas Apoſtolicas, niſi plena & expreſſa ac de verbo ad verbum de Indulto hujuſmodi, aut eorum propriis nominibus, ſtatu, conditione, dignitate, ſeu ordine in ipſis ſententiis mentio habeatur, & quibuslibet aliis privilegiis ſeu indulgentiis dictæ. Sedis generalibus vel ſpecialibus, quorumcumque tenorum exiſtant, ſtatui, conditioni, dignitati, ordini, aut perſonæ conceſſis, ſeu ſtatutis & conſuetudinibus, per quæ præſentibus non expreſſa, vel totaliter non inſerta, præmiſſarum literarum noſtrarum effectus poſſit differri aliqualiter, aut quomodolibet impediri, quæ in præmiſſis omnibus nolumus alicui, ſeu aliquibus ſuffragari; ſed omnia quoad illa decernimus non tenere. Abſolutionem autem omnium ſententiarum in iis omnibus noſtris proceſſibus contentarum, & relaxationem Interdictorum nobis, & noſtris ſucceſſoribus, mortis articulo dumtaxat excepto

pto, ſpecialiter reſervamus &c. . Nulli ergo omnino hominum liceat &c.

Datum Avinione kalend. ſeptembris, pontificatus noſtri anno VI. De Curia, L. Fontalis .

Num. XXI.

Prohibition Conſiſtoriale de ne jamais aliéner la Ville d'Avignon.

1465.

PAULUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

Ad perpetuam rei memoriam.

SUper cathedram præeminentiæ paſtoralis divina clementia conſtituti, etſi multis arduiſque negotiis, quæ in Romanæ Curiæ alveum undique confluunt, circumdamur, circa id tamen vacamus inſtantius, ut civitates noſtræ, præcipue Avinion. & Comitatus Venaiſſini ſub noſtra & Apoſtolicæ Sedis ditione in perpetuum cenſeantur remanere. Sane pro parte dilectorum filiorum Conſulum tunc Syndicorum Concilii & Communitatis civitatis noſtræ Avinion. felicis recordationis Nicolao Papæ V. prædeceſſori noſtro inter cetera porrecto, quatenus Civitatem, & eos omnes ſuos ſimiles ſubditos dignaretur eadem Sanctitas ſub alarum ſuarum protectione continuo habere recommiſſos,

& in

& in ſua obedientiâ, & ſuo ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ dominio ſemper cuſtodire, & nullis temporibus ab eodem alienare: quamquam aliqui iniquitatis filii tendentes ad aliqua commoda particularia & propria, ſub certis fictis coloribus, quæſiviſſent ipſam civitatem ac eos a dicto dominio ſeparare & alienare, quod ipſis ſumme diſplicibile atque graviſſimum foret; dubitanteſque ne dicti iniquitatis filii & alii pro tempore dictam ſeparationem ſeu alienationem quærerent, ac cupientes ſub ejuſdem Nicolai Sanctitate, & Eccleſiæ Romanæ dominio perpetuo ſubjici, & ſub illo ſemper perſiſtere; & propterea ad ipſorum perpetuam conſolationem, & fidelitatis confirmationem, dignaretur Sanctitas ſua per Bullam ad perpetuam rei memoriam reddere civitatem ipſam, & ſuos ſubditos, a d. dominio ejuſdem Nicolai prædeceſſoris & Romanæ Eccleſiæ inalienabiles; &, ſi videretur eidem Nicolao conſiſtorialiter hoc facere, reputarent ad ſummam gratiam & immenſam conſolationem. Præfatus Nicolaus laudabilem voluntatem & devotionem Conſulum tunc Syndicorum & modernorum Concilii prædictorum commendans, de venerabilium Fratrum ſuorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium, de quorum numero tunc eramus, conſilio pariter & aſſenſu, per ſuas literas declaravit, ſuæ voluntatis eſſe d. civitatem ejuſque territorium & diſtrictum, necnon Comitatum noſtrum Venaiſſini, perpetuis futuris temporibus ſub ſuo & ſucceſſorum ſuorum Romanorum Pontificum & Romanæ Eccleſiæ dominio poteſtate & juriſdictione tenere, & ita eſſe de-

debere promiſit ; ſucceſſores ſuos in Domino exhortans, ut nullo unquam tempore civitatem, vel ejus comitatum & caſtra, & etiam ipſum Venaiſſini Comitatum, non venderent neque alienarent, aut impignorarent quoquomodo, neque de eis aut eorum aliquo, quemquam alicujus alienationis aut conceſſionis contractum, ſeu literas facerent, ſed ipſos omnes conſervarent pro poſſe ſub ſuo & d. Eccleſiæ dominio & poteſtate, tamquam bonos & devotos ſuos & ipſius Eccleſiæ fideles. Poſtmodum vero pro parte Conſulum ac Concilii Communitatis prædictorum piæ memoriæ Calixto Papæ III. etiam prædeceſſori noſtro expoſito, quod ipſi pro tutioris cautelæ præſidio literas Nicolai prædictas Apoſtolico deſiderabant munimine roborari ; idem Calixtus Conſulum tunc Syndicorum ut præfertur, & Concilii hujuſmodi etiam ſupplicationibus inclinatus, literas prædictas ratas & gratas habens, illas validas fuiſſe & eſſe declaravit pariter & decrevit, ipſaſque obſervari velle nunciavit, prout in ſingulis literis prædictis plenius continetur. Cum autem ſicut exhibita nobis nuper pro parte Conſulum, & Concilii, ac Communitatis prædictorum petitio ſubjungebat, ipſi pro majori & firmiori tutamine ſummopere affectent ſingulas literas prædictas rurſus Apoſtolico munimine roborari, pro parte Conſulum, & Concilii, ac Communitatis prædictorum nobis fuit humiliter ſupplicatum, ut ſuper his opportune providere de benignitate Apoſtolica dignaremur. Nos igitur, ad quos ex debito paſtoralis officii nobis quamquam immeritis

com-

commiſſo ſpectat, dominia civitates & juriſdictiones ſub noſtro & Romanæ Eccleſiæ imperio retinere, illaſque inalienabiles præſervare, de Fratrum noſtrorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium conſilio & aſſenſu, prædeceſſorum hujuſmodi literas auctoritate Apoſtolica, & ex certa ſcientia tenore præſentium approbamus, illaſque plenum Apoſtolicæ robur firmitatis obtinuiſſe & obtinere decernimus; & etiam declaramus, & pollicemur Civitatem & Comitatus hujuſmodi nuſquam a noſtra & Sedis Apoſtolicæ poteſtate alienare. Et quoniam præmiſſa in noſtrum & ejuſdem Sedis commodum & decorem non modica cedere noſcantur, ſucceſſores noſtros Romanos Pontifices qui pro tempore fuerint exhortamur in Domino, ne contra tenorem literarum prædictarum quidquam agere ſtudeant, quod in diſpendium Apoſtolicæ Sedis vergere dignoſcatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, conſtitutionis, declarationis, & exhortationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus, ſe noverit incurſurum.

Datum Romæ apud ſanctum Marcum, anno Incarnationis Dominicæ 1465. 5. id. decembris, pontificatus noſtri anno ſecundo. Grat. de mandato D. N. Papæ. A. de Collis. (*Sequuntur Cardinalium tunc præſentium ſubſcriptiones*).

ERRATA

PAGES 22. ligne 3. *des Notes*: peur; *liſez* : pour.
l. 5. juriſconſult ; *liſez* : juriſconſulte.
33. l. 16. le plus ; *liſez*: les plus.
39. l. *derniere*, Ttraité ; *liſez*: Traité.
41. l. 2. Frideric II. & Charles IV. avoient fait à ſes Evêques ; *liſez* : Frideric II. avoient fait à ſes Evêques, & qui furent confirmées après par Charles IV.
44. l. 20. *des Notes*, leure ; *liſez*: leur.
49. l. 10. le plus ; *liſez* : les plus.
55. l. 11. plein pied ; *liſez* : plain piè.
l. 18. Maiſon ; *liſez* : Maiſons.
56. l. 4. fit caution ; *liſez* : ſe fit caution.
l. 14. fit la même caution ; *liſez* : ſe fit de même caution.
57. l. 6. per ; *liſez* : par.
60. l. 6. 1663. ; *liſez* : 1662.
61. l. 12. fois, & de la ; *liſez*: fois de la.
63. l. 1. aſſi ; *liſez* : auſſi.
l. 15. Parlement ; *liſez* : Parlement.
88. l. 10. oſculatione ; *liſez* : oſcula.
l. 20. fatemur, humiliter ; *liſez* : fatemur humiliter,

PA-

PAGES 89. l. 16. pertinentiis; *ajoutez*: ſuis.
90. l. 1. Gorlis; *liſez*: Gorlicz.
l. 4. Colonienſis; *liſez*: Olomucenſis.
120. l. 4. experimenda; *liſez*: exprimenda.
147. l. 8. Provinçialle; *liſez*: Provençalle.
152. l. 1. dependeances; *liſez*: dependances.
156. l. 11. conenant; *liſez*: contenant.

Digitized by Google